

communauté  
économique  
européenne

communauté  
européenne  
de l'énergie  
atomique

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



**BULLETIN  
D'INFORMATION**

BRUXELLES

numéro

**3  
•  
4**

**1969**

B U L L E T I N

DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL (CEE - CEEA)

no 3-4/1969  
juillet - décembre

SECRETARIAT  
3, boulevard de l'Empereur  
Bruxelles  
Téléphone : 12 39 20



## S O M M A I R E

### Page

I.	<u>DECLARATION DES MEMBRES DES GROUPEES REPRESENTES AU SEIN DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES</u> .....	9
	(83e session plénière)	
II.	<u>L'AGRICULTURE AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL</u> (Discours prononcés à l'occasion de la 100e réunion de la section spécialisée pour l'agriculture par :	
	- M. M. Berns, président du Comité économique et social .....	10
	- M. A. Genin, président de la section spécialisée .....	12
	- M. J.D. Kuipers remplaçant M. T. Giunti, président du groupe I (Employeurs) .....	14
	- M. H. Markmann remplaçant M. O. Brenner, président du groupe II (Travailleurs) .....	15
	- M. A. Aschoff, président du groupe III (Intérêts divers) .....	16
	- M. le ministre Lardinois, président en exercice du Conseil des Communautés européennes .....	17
	- M. Sicco Mansholt, vice-président de la Commission .....	18
III.	<u>"ASSOCIER OFFICIELLEMENT LES REPRESENTANTS D'INTERETS ECONOMIQUES ET SOCIAUX A LA PREPARATION DES DECISIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES"</u> (Thème des allocutions prononcées par M. M. Berns, président du Comité	
	- au "Consiglio Nazionale dell'Economia e del Lavoro" le 9 octobre 1969 lors de son voyage officiel à Rome .....	20
	- devant le "Conseil économique et social français", lors de sa visite officielle à Paris, le 10 décembre 1969 .....	20
IV.	<u>80e SESSION PLENIERE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL, TENUE LES 24 ET 25 SEPTEMBRE 1969</u> .....	24
	- Coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté .....	26
	- Politique nucléaire de la Communauté .....	27
	- Fixation des prix pour certains produits agricoles (1970-1971) ....	29
	- Organisation commune du marché viti-vinicole .....	30
	- Matériels forestiers de reproduction .....	31
	- Politique énergétique communautaire et aspects sociaux de la politique charbonnière .....	31
	- Agents émulsifiants, stabilisants, épaississants et gélifiants ....	33
	- Tarifs à fourchettes applicables aux transports .....	33

V.	<u>81e SESSION DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL (SESSION EXTRAORDINAIRE)</u> <u>TENUE LE 15 OCTOBRE 1969</u>	
	- Introduction de la TVA dans les Etats membres .....	35
VI.	<u>82e SESSION PLENIERE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL, TENUE LE</u> <u>29 OCTOBRE 1969</u>	
	- Dénominations textiles .....	38
	- Produits toxiques .....	39
	- Activités non salariées de l'agriculture .....	40
VII.	<u>83e SESSION PLENIERE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL, TENUE LES</u> <u>26 ET 27 NOVEMBRE 1969</u>	
	- Conjoncture économique de la Communauté (avis intérimaire) .....	43
	- Ressources propres et accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen .....	44
	- Financement de la politique agricole commune .....	45
	- "Agriculture 1980" (Plan Mansholt) .....	46
	- Evolution de la situation sociale .....	48
	- Sucre du Surinam .....	50
	- Aliments diététiques .....	50
VIII.	<u>ACTIVITES DES SOUS-COMITES</u>	
	- Sous-comité "Agriculture 1980" .....	51
	- Sous-comité "Consultation générale" .....	52
	- Sous-comité "Ressources propres" .....	53
	- Sous-comité "Politique économique à moyen terme" .....	54
	- Sous-comité "TVA" .....	55
	- Sous-comité "Demandes d'adhésion" .....	55
IX.	<u>ACTIVITES DES SECTIONS SPECIALISEES</u>	
	<u>Section spécialisée pour l'agriculture</u>	
	- "Pêche" .....	57
	- "Margarine" et "Beurre" .....	58
	- "Matériels forestiers de reproduction" (commercialisation) .....	58
	- "Pesticides" .....	59
	- "Matériels forestiers de reproduction" (normes de qualité extérieure)	
	- "Jus de fruits et produits similaires" .....	59
	- "Organisation commune du marché viti-vinicole" .....	60
	- "Pâtes alimentaires" (saisine complémentaire) .....	60
	- "Fixation des prix pour certains produits agricoles" .....	61
	- "Droit d'établissement en agriculture" (saisine complémentaire) ...	61
	- "Carcasses de porcs" .....	61

- "Convention Aide alimentaire" (rapport d'information) .....	62
- <u>100e réunion de la section spécialisée pour l'agriculture</u> .....	62
- "Fibres textiles" et "Organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses .....	62

#### Section spécialisée pour les questions économiques

- Entraves techniques : "Tracteurs agricoles" .....	63
"Véhicules à moteur" .....	63
"Classification, emballage et étiquetage des substances dangereuses" .....	64
"Construction et exploitation des oléoducs" ..	64
"Pâtes alimentaires" .....	64
"Extraits de viande" .....	64
"Margarine" (saisine complémentaire) .....	65
"Freinage" et "Entrée et sortie des véhicules à moteur" (saisines principales) .....	65
- "Détournement des recettes douanières" .....	66
- "Situation de la conjoncture dans la Communauté" .....	66
- "Politique économique et coopération monétaire" (exposé de M. Barre et rapport d'information) .....	67
- "TVA en agriculture" .....	68
- "Fiscalité sociétés" .....	68
- Entraves techniques : "Jus de fruits et produits similaires" (sai- sine complémentaire) .....	69
"Agents émulsifiants et stabilisants, épais- sissants et gélifiants" .....	69
"Dispositifs de direction des véhicules à moteur" .....	70
- "Coordination des politiques économiques et coopération monétaire".	70
- "Pharmacie/Médicaments" (saisines complémentaires) .....	70
- Entraves techniques : "Dénominations textiles" .....	71
- "Réforme du Fonds social européen" (saisine complémentaire) .....	71
- Entraves techniques : "Compteurs de liquides autres que l'eau" ....	72
"Instruments de pesage à fonctionnement non automatique" .....	72

#### Section spécialisée pour les questions sociales

- "Evolution de la situation sociale" .....	72
- "Réforme du Fonds social européen" (saisine principale) .....	73
- "Machines-outils" .....	73
- "Formation professionnelle" .....	74
- Commémoration de la 50e réunion de la section spécialisée pour les questions sociales .....	74

### Section spécialisée pour les transports

- "Accès à la profession de transporteur de voyageurs" .....	75
- "Contingents bilatéraux et autorisations de transit" (marchandises) .....	75
- "Infrastructures : comptabilité uniforme et permanente des dépenses enquête sur les coûts des infrastructures" .....	75
- "Uniformisation des taxes sur les véhicules utilitaires" (saisine principale) .....	75
- "Freinage" et "Entrée et sortie des véhicules utilitaires" (saisines complémentaires) .....	76
- "Tarifs à fourchettes" .....	76
- "Tachygraphe" .....	76
- Entraves techniques : "Autocars/Autobus" .....	77
"Compteurs de liquides autres que l'eau" (saisine complémentaire) .....	77
"Gaz polluants" et "Réception des véhicules à moteur" (saisines complémentaires) .....	77
- "Etude pilote sur l'axe Paris-Le Havre" .....	77

### Section spécialisée pour les activités non salariées et les services

- "Produits toxiques" .....	77
- "Activités non salariées annexes de l'agriculture" (saisine princi- pale) .....	78
- "Pharmacie" .....	78
- "Avocats" .....	79
- "Ingénieurs" .....	79
- "Médecins et praticiens de l'art dentaire" .....	80
- "Production de films" .....	80
- "Commerce de gros du charbon" .....	81
- "Opticiens-lunetiers" et "Infirmiers responsables des soins géné- raux" .....	82

### Section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer

- "Renouvellement de la convention d'association CEE/EAMA" .....	84
- Suite réservée aux travaux du Comité .....	84
- La section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer pro- teste .....	84

### Section spécialisée pour les problèmes énergétiques

- "Politique énergétique commune" .....	85
- "Aspects sociaux d'une politique charbonnière" .....	86

### Section spécialisée pour les problèmes nucléaires

- "Politique nucléaire de la Communauté" .....	86
- "Problèmes actuels de la CEEA et activités futures d'Euratom" .....	87

X.	<u>VISITES OFFICIELLES, VOYAGES D'INFORMATION ET RECEPTIONS</u> .....	88
	(Visites officielles du président du Comité, M. Berns, à Rome, à Paris et auprès des représentations permanentes - Voyages d'information en Turquie, au Maroc, en Sicile (Mazzara del Vallo) - Le sous-comité "Agriculture 1980" en visite au Schleswig-Holstein - Visite d'information auprès du BDI (Allemagne) - Réceptions officielles : Réception offerte par le président Berns au Kirchberg-Luxembourg - Réunion commémorative à l'occasion de la 100e réunion de la section spécialisée pour l'agriculture - Dîner officiel offert à l'occasion de la 100e réunion du bureau du Comité - Dîner des membres du IIIe groupe du Comité économique et social)	
XI.	<u>DEMISSIONS ET NOMINATIONS</u> .....	93
	(Nomination de M. Jean Picard - Nomination de M. Alberto Masprone - Modifications dans la composition des organes du Comité - Nomination de MM. Hilaire Flandre, J. de Koning, J.J.A. Charbo, W. Hipp, Gabriel Ventejol et Willem Kok)	
XII.	<u>VISITES D'INFORMATION AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL</u> .....	96
	"Instituut voor de opleiding tot vertaler en tolk" - "U.K. Center for Administrative studies" - 15. Europa-Lehrerseminar - Institut d'études politiques de Paris - "Bestuur van de Algemene Bond Mercurius" (NVV) - Groupe allemand appartenant aux organisations professionnelles de la CISL	
XIII.	<u>PARTICIPATION A DES MANIFESTATIONS DIVERSES</u> .....	98
	(Caisses d'épargne de la Communauté européenne - 3e Colloque des organisations syndicales européennes affiliées à la CISL et à la CISC-CMT - Xe anniversaire du Groupement pharmaceutique de la CE - Assemblée générale des Syndicats libres (CISL) des pays de la Communauté (CESL) - Premier Congrès de l'Organisation européenne de la CISC-CMT - Conférence internationale de la famille et Assemblée générale de l'Union internationale des organismes familiaux - 5e Conférence des Syndicats de travailleurs agricoles (CISL) dans la CEE - Colloque de l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) - Congrès national d'étude de la "Confederazione nazionale Coltivatore diretti" - Table ronde organisée par le Centre d'études européennes de l'université catholique de Louvain - Congrès de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole français - 6e Congrès de la Confédération italienne des Syndicats ouvriers (CISL-Italiana) - Journée d'étude organisée par l'université libre de Bruxelles - XXIIe Congrès de la Chambre de commerce internationale (CCI) - Séminaire de l'université de Sussex - Déjeuner offert à Luxembourg par M. Jean Rey à l'occasion de sa visite aux services communautaires installés à Luxembourg - Ouverture officielle d'EUROPAC - XIIIe Congrès national de l'Office culturel européen de coopération économique - XXVe Congrès statutaire du "Nederlands Verbond van Vakverenigingen" (NVV) - Conférence de presse internationale organisée par "European Business")	





## I

D E C L A R A T I O N  
DES MEMBRES DES GROUPES REPRESENTES AU SEIN DU COMITE  
ECONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Réunis à l'occasion de la 83e session plénière du Comité économique et social, les membres des groupes représentés au sein du Comité - Employeurs, Travailleurs, Intérêts divers - ont fait, le 26 novembre 1969, une Déclaration unanime et manifesté le désir qu'elle soit transmise par le Conseil aux chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de la Communauté devant participer à la Conférence de La Haye :

"Au moment où se prépare la prochaine conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de la Communauté, les membres du Comité économique et social, réunis à l'occasion de la 83e session plénière, profondément préoccupés par l'ensemble de la situation communautaire, rappellent l'avis qu'ils ont formulé à ce sujet les 26 et 27 février 1969 et qui demeure, plus que jamais, d'actualité.

Ils constatent que les divergences d'opinions entre les gouvernements sur des problèmes politiques majeurs comme celui de l'élargissement de la Communauté, celui de l'accroissement des compétences du Parlement européen, celui des procédures de décision dans la Communauté et celui de la définition des tâches de l'Euratom constituent un obstacle sérieux au déroulement normal des activités communautaires.

Cette situation, caractérisée par un manque de dynamisme politique, risque de remettre en question l'acquis de la Communauté. C'est pourquoi les membres du Comité économique et social en appellent aux forces politiques de l'Europe et particulièrement aux gouvernements des Etats membres, afin qu'ils mettent tout en oeuvre pour résoudre les difficultés actuelles, pour réaliser l'union économique et pour parvenir à une union politique établie sur des bases démocratiques.

Ils tiennent à souligner le parallélisme qui doit exister entre l'achèvement, le renforcement et l'élargissement de la Communauté.

Les membres du Comité insistent donc sur la nécessité

- d'établir et de respecter un programme concret, doté d'un échéancier impératif portant sur l'évolution interne de la Communauté dans l'avenir immédiat, en reconnaissant aux institutions communautaires les pouvoirs et les moyens nécessaires pour adapter et renforcer leur action;
- de prendre les décisions nécessaires permettant d'ouvrir rapidement les négociations avec les Etats démocratiques ayant introduit une demande d'adhésion.

Les membres du Comité expriment à nouveau leur conviction que l'Europe est la seule dimension qui permette aux peuples européens de développer pleinement les bases de leur existence matérielle, culturelle et spirituelle dans le sens du progrès, tout en prenant leur part de responsabilité dans la politique mondiale.

Réaliser une société libre ayant le sens de l'humain, tel doit être le grand dessein de l'unification européenne devant stimuler l'élan nécessaire pour achever l'oeuvre entreprise."

## II

"L'AGRICULTURE AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL"

(100e réunion de la section spécialisée pour l'agriculture)

"LE ROLE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EST, A TRAVERS LES  
PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX, UN ROLE POLITIQUE ESSENTIEL  
POUR LE BON FONCTIONNEMENT D'UNE DEMOCRATIE"

- Allocutions du président du Comité, M. Mathias Berns,  
du président de la section spécialisée pour l'agriculture,  
M. Albert Genin  
et des présidents des groupes Employeurs, Travailleurs et  
Intérêts divers du Comité économique et social.
- Réponses du président du Conseil, M. le Ministre Lardinois  
du vice-président de la Commission, M. Sicco Mansholt
- M. Mathias Berns, président du Comité économique et social :

"Votre participation à cette séance académique destinée à célébrer la centième réunion de la section spécialisée pour l'agriculture du Comité économique et social est un motif de grande satisfaction pour mes collègues du Comité comme pour moi-même. Aussi, je voudrais en leur nom à tous et plus particulièrement au nom de mon collègue et ami, M. Albert Genin, président de la section, vous exprimer nos sentiments de bienvenue et de reconnaissance.

Qu'il me soit permis de saluer en premier lieu M. le président Mansholt qui se trouve naturellement chez lui à la section spécialisée pour l'agriculture où il est toujours accueilli avec empressement. Je tiens à le lui redire avec une vive sympathie.

Je lui dirai aussi que sa présence réjouit les membres du Comité et nous apporte le témoignage de la considération que la Commission tout entière porte au Comité.

C'est avec une égale satisfaction que je salue Messieurs les Ministres et Messieurs les Représentants permanents des Etats membres qui associent le Conseil à notre manifestation intime. Nous connaissons trop les méandres de la procédure communautaire pour ne pas apprécier qu'ils aient tenu à répondre à notre invitation, manifestant ainsi que les travaux du Comité économique et social retiennent leur intérêt malgré les craintes que nous éprouvons parfois.

Je leur exprime, ainsi qu'à leurs collaborateurs, à Messieurs les Secrétaires Généraux et hauts fonctionnaires du Conseil et de la Commission, nos remerciements pour leur présence d'aujourd'hui et pour l'attention qu'ils portent en permanence au Comité.

En demandant à Messieurs les présidents des organisations professionnelles à Six de se joindre aux autorités communautaires dans le cadre de cette réunion, nous avons voulu souligner que le Comité n'est pas une assemblée corporative au sens étroit du terme.

Par leur présence ou par celle de leurs représentants, ils donnent tout son sens à cette séance académique et, au-delà de cette brève manifestation, à l'existence et au rôle mêmes du Comité économique et social.

J'ai à peine besoin de les recevoir puisqu'ils sont ici chez eux pour travailler ensemble à l'oeuvre de construction de l'Europe économique et sociale.

Le fait de célébrer avec quelque solennité la centième réunion d'une section spécialisée du Comité est inspiré de la préoccupation d'illustrer l'activité de notre assemblée et celle de ses organes de travail. Déjà, par la célébration du dixième anniversaire du Comité, nous avons voulu appeler l'attention des institutions et de l'opinion publique sur l'importance et la nature du travail accompli depuis mai 1958.

En cet automne 1969, nous sommes très conscients de la dimension des difficultés que rencontre le parachèvement de la construction européenne. Les nuages sont loin d'être dissipés. Les représentants des activités économiques et sociales siégeant au CES ont estimé que cette manifestation de caractère symbolique serait parfaitement opportune à l'heure présente et qu'elle contribuera à bien marquer notre détermination d'apporter tout soutien aux artisans de la construction européenne.

Mesdames, Messieurs,

Parmi les politiques communes, l'importance de la politique agricole n'a pas besoin d'être rappelée devant vous. Les difficultés et les vicissitudes de son élaboration ne sont étrangères à personne. Faut-il redire qu'elles constituent la préoccupation quasi quotidienne des membres du Comité économique et social et plus spécialement des membres de la section spécialisée pour l'agriculture qui bénéficie en ce domaine d'une compétence propre, attribuée par l'article 47 du traité de Rome.

J'aborde ici un sujet qui doit faire l'objet d'un plus long développement et qui sera, je n'en doute pas, évoqué dans un instant par le président Genin, avec tout le talent que nous lui connaissons.

En ma qualité de président, il m'appartient d'associer l'ensemble du Comité à cette centième réunion de travail, tant pour remercier les membres de la section agricole qui sont mis à rude épreuve que pour situer leurs travaux dans l'ensemble des activités du Comité.

La préoccupation essentielle de notre assemblée est d'élaborer à l'intention des institutions des avis qui, tout en respectant les impératifs techniques, ont pour but de dégager les principes généraux d'une politique économique et sociale communautaire. Ainsi se trouve amorcée la réalisation d'une démocratie économique qui place les forces économiques et sociales devant les responsabilités qui sont les leurs dans l'évolution de notre société contemporaine et leur permet, de la sorte, d'épauler les institutions appelées à prendre les décisions au niveau politique.

En matière de politique agricole communautaire, la collaboration des divers milieux économiques dans l'élaboration des avis démontre bien le rôle véritable d'une assemblée comme la nôtre, où s'affrontent des intérêts à la recherche de solutions acceptables pour l'ensemble des secteurs économiques et nationaux.

La présence parmi nous des représentants des activités non agricoles, la participation des présidents des groupes organisés au sein du Comité économique et social, à cette séance académique, démontrent la valeur de notre institution dont les prises de positions, après dix ans d'expérience, devraient retenir encore davantage l'attention des exécutifs et recevoir une plus large publicité.

L'intérêt que portent les organisations professionnelles au Comité économique et social, les efforts méritoires de leurs représentants pour contribuer à l'intégration européenne, attestent que les véritables difficultés de la construction européenne ne résident pas essentiellement dans des obstacles économiques et sociaux. Une volonté politique nouvelle des Etats est plus indispensable que jamais.

Puisse cette remarque finale rejoindre les préoccupations actuelles de nos gouvernements et contribuer à donner un nouvel élan à la construction européenne. Les membres du Comité économique et social y apporteront tout leur concours."

x  
x    x

- Allocution de M. Albert Genin, président de la section spécialisée pour l'agriculture

"Les membres de la section spécialisée pour l'agriculture et son président s'associent pleinement aux remerciements formulés par le président du Comité économique et social à l'intention des personnalités présentes. A mon tour, je voudrais adresser mes sincères remerciements au président, M. Berns, pour l'empressement avec lequel celui-ci a accepté de présider cette manifestation, en ce moment, profonde dans sa signification.

Je veux remercier également Monsieur Genton, secrétaire général, ses collaborateurs et toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cette journée. Je les remercie aussi pour le travail permanent effectué toujours avec conscience et compétence, pour le bon fonctionnement de cette section spécialisée pour l'agriculture, prévue dans le traité de Rome pour assister la Commission et le Conseil des Communautés européennes dans l'élaboration et la réalisation de la politique agricole commune.

Merci aussi aux membres du bureau et de la section spécialisée pour l'agriculture pour leur participation active et confiante maintenant éprouvée par 100 réunions tenues tous ensemble, où toujours, après de franches discussions, l'intérêt général européen l'emporte sur les aspects nationaux ou professionnels.

Je n'entreprendrai pas le fastidieux travail qui consisterait à retracer les différentes étapes parcourues depuis plus de dix années maintenant, au cours des cent réunions tenues à Bruxelles ou dans les différentes capitales des pays de la CEE, mais je tiens, au nom des collègues et amis qui composent cette section, à dire avec une fierté mesurée mais légitime, notre très profonde satisfaction d'avoir participé, sur la base des propositions de la Commission, à l'élaboration et à l'application progressive de la politique agricole commune européenne.

Sans renoncer à l'attachement raisonnable à nos pays respectifs que nous souhaitons voir devenir demain les splendides provinces de l'Europe unie, nous avons fait l'effort de dépassement nécessaire pour penser, étudier, analyser ensemble les problèmes posés pour améliorer le sort et les conditions de vie des familles agricoles de nos six pays. Ceci, nous l'avons fait, je crois, sans tomber dans un égoïsme toujours facile, mais au contraire avec le souci permanent d'être insérés dans l'évolution générale et d'apporter, dans toute la mesure de nos moyens, une contribution positive.

A l'attitude réservée et prudente de nos premiers contacts s'est substituée peu à peu, par une meilleure connaissance réciproque, une confiance grandissante qui fait que nos débats et notre action sont maintenant dans un véritable esprit européen. Bien sûr, la route choisie passe par des vicissitudes qui, quelquefois, pourraient faire craindre un ralentissement dangereux de la construction de l'Europe, mais notre volonté commune et l'enseignement recueilli au cours de plus de dix années de franche collaboration doivent être pour nous des moyens suffisants pour ne pas diminuer, mais au contraire intensifier nos efforts en vue de la nécessaire progression de cette construction européenne indispensable à l'évolution équilibrée du monde moderne.

A cet égard, les très bons rapports de travail sans cesse améliorés entre la section spécialisée et les services de la direction générale de l'agriculture ont joué un rôle déterminant. M'adressant plus particulièrement à vous, Monsieur le président Mansholt, ceci m'est une agréable occasion pour vous dire, au nom de mes collègues et en mon nom personnel, notre très sincère gratitude. Permettez-moi encore d'associer à nos remerciements, d'une façon toute particulière, MM. Rencki et Pignot, dont le rôle coordinateur entre vos services et notre section a été en toute circonstance excellent.

De nombreux éléments de satisfaction apparaissent donc, mais ceci n'est pas une raison suffisante pour ne pas poursuivre nos efforts et améliorer tout ce qui peut être effectivement amélioré.

Je suis persuadé - et la section tout entière partage sur ce point mon opinion - que de plus grands profits mutuels pourraient être obtenus si la section spécialisée pour l'agriculture, à travers une formule à définir, pouvait être tenue au courant de façon régulière et systématique, non seulement des activités, mais encore des idées, des projets, je dirais même de l'état d'esprit de la direction générale VI. Il ne s'agit pas, soyez en persuadé, Monsieur le Président, de satisfaire une curiosité excessive, mais plutôt de mettre la section en condition de mieux assurer sa tâche. Il s'agirait, dans mon esprit, de mettre sur pied une sorte de procédure d'information à l'intention des membres de la section - par exemple, à l'ouverture de chaque réunion afin de permettre à la section, en étant mieux informée, d'être plus étroitement associée aux travaux de la Commission et, du même coup, de mieux assurer son rôle de conseiller, mais aussi sa fonction d'intégration à laquelle je faisais allusion il y a quelques instants.

Entre autres avantages, cette procédure éviterait aussi aux membres de la section spécialisée pour l'agriculture de devoir rechercher individuellement auprès des services de la Commission, ou ailleurs, l'information qui leur est indispensable pour assurer correctement leur rôle de conseiller, mais aussi leurs fonctions dans les organisations professionnelles d'où ces mêmes membres proviennent.

Il semble donc, Monsieur le Président, et ceci n'a rien d'anormal au terme de onze années de collaboration quotidienne, que, dans certaines mesures et sous certains aspects, les méthodes de travail et la forme des contacts entre vos services et la section spécialisée pour l'agriculture devraient être réexaminées en commun, dans l'intérêt de tout le monde.

Il reste en effet beaucoup, beaucoup à faire, d'abord dans le cadre de la politique agricole commune, où les aspects économiques en matière de prix et de marchés ne concernent pas encore tout l'ensemble de la production agricole. Par ailleurs, il ne peut être question de véritable politique agricole sans que les aspects sociaux, structurels et fonciers soient également abordés. Sans doute, le Mémoire de la Commission, à l'origine "Projet Mansholt", va-t-il permettre de progresser dans ce domaine; je souhaite pour ma part que cela puisse se faire le plus tôt et le plus largement possible.

La section spécialisée pour l'agriculture, élargie en la circonstance en un sous-comité "ad hoc", afin que les différents milieux économiques et sociaux soient plus largement associés à la discussion du Mémoire, se prononcera sur celui-ci dans les semaines prochaines. Le sous-comité, puis le Comité économique et social dans son ensemble, le feront, j'en suis sûr, avec l'audace et la mesure nécessaires à une adaptation aussi rapide que possible de l'agriculture européenne aux nécessités de l'économie européenne, mais aussi des besoins des populations du monde.

Monsieur le Président, ces problèmes difficiles, longuement discutés, ont également permis aux membres du Comité économique et social de constater que la réalisation du Mémoire était étroitement associée au développement économique, social et politique de la Communauté. Cette constatation les a conduits à juger que les mesures essentielles proposées par la Commission concernant la structure de la production et l'équilibre du marché ne pourraient avoir leur pleine efficacité que si une politique régionale était à même de créer les conditions permettant la réalisation synchronisée des diverses mesures en question. Mais le sous-comité voudra

surtout donner un relief particulier aux aspects sociaux et humains de l'action à entreprendre, car il est bien évident que toutes les mesures concernant les prix, les structures, la production, les marchés communautaires ou internationaux comportent aussi des éléments sociaux non négligeables. Monsieur le Président, notre sous-comité tiendra à souligner d'une façon toute particulière que derrière la masse énorme des problèmes abordés et des diverses propositions formulées par le Mémorandum, c'était l'homme, le producteur, le travailleur que l'on voudrait protéger et soutenir et qu'il convenait, en conséquence, d'apprécier toutes les mesures, toutes les propositions, en fonction de cet aspect humain, avant de décider de leur choix.

S'il est de plus en plus évident que l'avenir de l'agriculture est directement lié au développement régional et général, de même les progrès de la politique agricole commune, sont désormais indissociables de l'existence des différentes politiques communes nécessaires pour une véritable union économique. Notamment, et par ordre d'urgence, les politiques monétaire et commerciale.

Nous voici parvenus sans aucun doute à une heure particulièrement importante où les ultimes progrès accomplis dépendent essentiellement d'une volonté politique clairement affirmée. Le souhait le plus ardent que je formule pour les familles agricoles européennes, mais aussi pour toutes les familles de nos six pays, est que le "sommet" qui se prépare entre les Etats membres de la Communauté soit véritablement positif.

Je puis vous assurer que les sentiments profonds des membres de la section spécialisée pour l'agriculture rejoignent entièrement l'expression finale de M. Berns, président, que je remercie à nouveau sincèrement."

x  
x   x

- Président du groupe des employeurs (groupe I) :

(M. J.D. Kuipers, qui remplaçait M. T. Giunti, président)

"M. Kuipers, parlant au nom du premier groupe, a souligné d'abord que ce groupe se compose aussi bien de représentants de l'industrie que de représentants des intérêts agricoles. Il a estimé que c'est là une circonstance heureuse, surtout parce que le groupe peut disposer pour cette raison de personnalités compétentes pour un certain nombre de problèmes agricoles. Enchaînant sur les paroles d'introduction de M. Genin, M. Kuipers a déclaré ensuite qu'il considère comme de son devoir et de son droit de dire qu'au cours des 100 réunions qu'elle a tenues, la section spécialisée pour l'agriculture a toujours vu ses travaux dirigés de façon remarquable, tant par son président actuel que par son prédécesseur, M. Anchisi. Il comprend que le président de la section doit assumer une tâche particulièrement difficile.

M. Kuipers a constaté également que, pour ses collègues de l'agriculture, la discussion de certains problèmes avec les représentants de l'industrie aura peut-être constitué une tâche tout aussi difficile : l'industrie achète en effet de 60 à 70 pour-cent de la production agricole. Il n'a pas l'habitude de prononcer à la légère des paroles de louange. C'est de tout coeur qu'il a estimé pouvoir exprimer les remerciements de son groupe, tant en ce qui concerne la manière dont la section a été présidée qu'en ce qui concerne la collaboration entre ses membres. Ses collègues de l'agriculture sont devenus en effet ses amis de l'agriculture.

Pour M. Kuipers, l'intérêt de cette réunion exceptionnelle réside principalement dans la mise en évidence de toute l'importance des difficultés auxquelles on se trouve confrontés en commun et de toute la signification que revêtiront les réunions futures de la section. Le premier groupe est convaincu, avec le président,

que l'avenir de la Communauté dépend également de solutions équilibrées et acceptables dans le domaine de la politique agricole. L'orateur est partisan de la collaboration qui s'est toujours poursuivie lors des délibérations, et cela tant avec le vice-président de la Commission, M. Mansholt, qu'avec les représentants de ladite Commission qui ont régulièrement assisté aux réunions. Il estime qu'étant donné cette collaboration et la façon dont les travaux se déroulent, ceux-ci resteront fructueux à l'avenir également.

M. Kuipers a estimé pouvoir dire du passé que, malgré les opinions divergentes concernant certains éléments des problèmes, la participation de son groupe aux travaux de la section a été enthousiaste et constructive. Selon le premier groupe, le Mémoire 1980 actuellement à l'examen du Comité est un document de la plus haute importance. L'étude du problème du financement de la politique agricole revêtira une importance égale. A cet égard, il n'a pas voulu cacher la crainte de certains de voir ce financement réglé peut-être un jour d'une façon rendant impossible l'élargissement de la Communauté. L'atmosphère constructive qui a toujours été maintenue - les bonnes relations personnelles qui se sont établies - donnent finalement tout lieu d'avoir confiance en l'avenir des travaux de la section spécialisée. Pour conclure, il a regretté qu'un grand nombre de membres qui ont apporté une très grande contribution aux travaux ne soient plus conseillers du Comité. Et il a rappelé également le souvenir des membres défunts."

x  
x x

- Président du groupe des travailleurs : message du président du groupe,  
M. O. Brenner, lu par M. H. Markmann

"Au nom du groupe des travailleurs (groupe II) du Comité économique et social, je voudrais à mon tour présenter mes meilleurs vœux de succès à la section spécialisée pour l'agriculture et à son bureau, à l'occasion de cette centième réunion qui s'est tenue aujourd'hui.

Quand on a fourni un travail aussi considérable et sérieux que celui de la section spécialisée pour l'agriculture, il est pleinement justifié de célébrer brièvement l'événement et de s'efforcer, après une rétrospective du travail accompli dans le passé, de trouver de nouveaux points de départ pour l'avenir.

Personnellement, je ne me sens pas apte à donner un aperçu détaillé de l'évolution de la politique agricole européenne et de la contribution apportée en ce domaine par la section spécialisée pour l'agriculture. D'ailleurs, les orateurs qui m'ont précédé viennent de le faire brillamment. Je voudrais toutefois saisir l'occasion pour insister tout particulièrement sur une expérience d'ordre général qui a trait également aux activités de cette section spécialisée. Je veux parler du rapprochement humain qui résulte d'un travail et d'une responsabilité assumés en commun pour une cause ou une idée, travail et responsabilité en commun qui constituent un excellent moyen pour parvenir à ce rapprochement des hommes, à cette estime des uns pour les autres, même dans le heurt des opinions, qui sied à toute discussion démocratique. L'estime mutuelle, le respect des opinions d'autrui, sont certainement la condition première du bon déroulement des travaux futurs d'une section spécialisée comme celle-ci. Précisément dans la politique agricole, il importe essentiellement que les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs soient conciliés. Rien n'est certes plus difficile. Et je crois que tous les membres de la section spécialisée pour l'agriculture peuvent en témoigner.

En soulignant la nécessité du compromis et du respect mutuel, je ne veux évidemment pas dire que les divergences d'opinion ou les oppositions d'intérêts doivent rester cachés. Bien au contraire, les oppositions doivent se manifester clairement. C'est le seul moyen de parvenir à des compromis ne contournant pas les



problèmes, mais faisant avancer leur solution. Actuellement, le marché commun européen des produits agricoles connaît de grandes difficultés. Par ailleurs, des problèmes importants restent à résoudre. Pour ces motifs, le principe de la discussion franche et loyale dans la perspective de solutions adéquates devrait continuer à présider aux travaux de la section spécialisée pour l'agriculture. Il me suffira d'évoquer des formules comme "financement commun" et "restructuration de l'agriculture" pour que l'on saisisse immédiatement l'importance d'un semblable principe. Celui-ci ne vaut d'ailleurs pas uniquement pour la section spécialisée pour l'agriculture; il est valable au contraire pour l'ensemble du Comité économique et social.

Permettez-moi d'aborder encore un autre problème à l'occasion de cette célébration. La majorité des membres du Comité économique et social et de ses sections spécialisées sont politiquement engagés. Leur opinion ne peut pas être sans importance pour le développement de la Communauté. Malgré cela, on doit constater que les avis de notre Comité et de ses sections spécialisées ne sont pas connus d'une large fraction de l'opinion publique. J'y vois une grande lacune. Nous devrions nous employer davantage à y remédier. On entend souvent dire que les sections spécialisées doivent discuter en premier lieu les problèmes techniques soulevés par les documents soumis à leur examen, ou encore que les problèmes politiques fréquemment liés aux problèmes techniques doivent être exclus de leur discussion, attendu que la demande d'avis ne les mentionne pas. Les réserves ainsi formulées ne sont guère de nature à contribuer à un renforcement de l'autorité politique du Comité économique et social. Les efforts constants déployés en vue d'une rationalisation des procédures de travail du Comité devraient s'accompagner d'efforts tout aussi grands pour réaliser en son sein une synthèse entre avis technique et prise de position politique, synthèse qui lui permettrait de contribuer à la formation de l'opinion publique, et ceci dans l'esprit d'un affermissement de l'intégration européenne. Je ne pouvais m'empêcher de faire tout au moins allusion à ces problèmes à l'occasion de la centième réunion d'une section spécialisée qui a tant travaillé et a déployé tant d'efforts pour réaliser notre objectif commun : une Europe unie."

x  
x    x

- Président du groupe des intérêts divers (groupe III): M. A. Aschoff

"La situation du IIIe groupe est un peu différente de celle des autres groupes. Il a cependant le droit de s'exprimer dans ce contexte, par le nombre et la diversité des personnes qui le composent : les représentants de l'agriculture y sont assez nombreux, puis il y a les professions libérales, puis les consommateurs et enfin ces entreprises que nous appelons les petites et moyennes entreprises. Nos travaux ici au sein du Comité économique et social nous ont montré le zèle et l'activité intense de la section spécialisée pour l'agriculture. Nous sommes reconnaissants au président de cette section parce que nous avons pu remarquer, lorsqu'il y avait des frictions et des divergences d'opinions, qu'il était possible de discuter des problèmes, de façon, en dernière analyse, à pouvoir arriver à atteindre un objectif utile à la Communauté. C'est pourquoi, Monsieur le Président, j'estime qu'à juste titre il faut fêter aujourd'hui la centième réunion de la section et que nous vous exprimons nos remerciements pour avoir mené si bien les travaux de notre section. Mais, en célébrant cette centième réunion, Messieurs, nous ne constatons pas seulement un chiffre, on voudrait aussi arriver à faire les comptes des réalisations. Nous voulons voir où nous en sommes dans l'évolution de nos travaux et ce qui nous reste encore à faire. On peut dire sans aucun doute aujourd'hui que la création du marché commun agricole a été un travail hors pair. D'autre part, nous savons que nous nous trouvons dans une période extrêmement critique car, à la fin de l'année, il y a toute une période de la vie de la Communauté qui sera révolue. Les événements que nous avons pu dominer nous ont permis de préparer le marché commun agricole pour un proche avenir.

Cela signifie, Monsieur le Président, qu'il nous fait avoir un sens aigu de notre devoir. Il faut nous efforcer de rechercher l'interprétation des phénomènes du passé pour améliorer l'avenir. Le problème du financement du marché agricole, le problème des excédents, tout cela doit être considéré d'un oeil neuf.

Quant à moi, j'ai toujours dit que la politique agricole n'était pas une chose en soi, mais que c'était une part décisive de la politique économique et sociale générale. Je voudrais rappeler ce qu'a dit M. Markmann affirmant qu'il nous faudrait réfléchir aux méthodes de travail pour l'avenir. Il nous faudra toujours bien relier les problèmes spécifiques aux grands problèmes sans nous perdre dans un perfectionnisme oiseux.

Je pense que le président a raison en affirmant que ce n'est qu'en reliant les petits problèmes aux grands problèmes qu'on arrivera à trouver des solutions valables.

Il s'agit par exemple des problèmes de la politique commerciale qui, dans un proche avenir, devront trouver une solution si nous voulons continuer à exister sur le marché mondial.

Enfin, il s'agit de la politique structurelle de la Communauté en tant que telle. Pour pouvoir poursuivre et appliquer cette politique structurelle il faut tout d'abord garantir certaines conditions préalables et indispensables. Il faut que les intérêts des particuliers puissent être garantis en tenant compte, bien entendu, des nécessités de la collectivité, comme cela s'est fait d'ailleurs dans le passé.

Pour conclure, Excellences, Messieurs, j'aimerais vous affirmer que nous sommes tous des Européens convaincus et que nous approuvons les solutions européennes.

Nous les préconisons par rapport aux solutions nationales mais ce n'est que grâce à une bonne information que l'on pourra faire connaître nos travaux, que nous arriverons la main dans la main à trouver les solutions viables qui nous permettront d'arriver à bon port à cette Europe que nous souhaitons."

x  
x    x

- Allocution de M. le Ministre Lardinois, président en exercice du Conseil des Communautés européennes

"Au nom de mes collègues ici présents et également au nom du secrétariat du Conseil, je voudrais, après les orateurs qui m'ont précédé, adresser tout d'abord mes félicitations à la section spécialisée pour l'agriculture du Comité économique et social. Je désire la féliciter pour ce jubilé et ensuite la remercier du travail qu'elle a accompli au cours de ces cent réunions.

Avant d'arriver ici, j'ai pu discuter avec un d'entre vous qui m'a demandé ce qu'il advenait des avis de votre section spécialisée et de votre Comité. Il est difficile d'en avoir un aperçu. Mais personnellement, j'ai l'impression que les avis que vous élaborez jouent finalement un rôle dans les décisions prises en s'imposant au Conseil et à la Commission, non seulement sous leur forme officielle, mais également par l'entremise de vos membres, du Parlement, des Conseils économiques nationaux, etc. Et c'est ainsi que vos avis contribuent largement à donner forme à notre politique, ce qui est l'une de vos fonctions. En outre, votre Comité et tout spécialement votre section spécialisée pour l'agriculture exerce une fonction typique de liaison, non seulement en déterminant notre politique, mais encore inversement, en raison de sa composition, en donnant à l'économie une juste vue des choses, en informant des experts sur les buts et les modalités de la politique agricole commune.

Monsieur le Président, je voudrais limiter au maximum mes congratulations et mes remerciements. En ma qualité de président, j'ai moi-même demandé à mes collègues et à M. Mansholt de retourner en session le plus rapidement possible, car nous devons traiter un sujet dont la difficulté semble croître à mesure que le temps s'écoule. C'est peut-être un hasard que précisément hier soir, au Conseil, la nécessité s'est tout particulièrement manifestée - et je l'ai souligné - de devoir probablement consulter davantage encore à l'avenir les milieux de la vie économique, pour surmonter les difficultés, résoudre les problèmes techniques très complexes qui se posent et assumer nos responsabilités politiques, cette consultation devant aller au-delà de ce que nous avons réalisé jusqu'à présent à travers votre Comité. Plus le temps passe, plus le Conseil prend conscience de ce que l'économie - comprise non pas au sens général du mot, c'est-à-dire telle que vous la présentez, mais également par secteurs agricole et de l'industrie de transformation - devra être intéressée dans une plus large mesure à nos travaux futurs. Ceci ne vaut pas uniquement pour la formation des idées, mais également pour la politique proprement dite et pour la part de responsabilités à assumer dans la politique élaborée.

Je pense que, pour votre Comité également, ces idées revêtent une grande importance, et qu'il serait utile que vous songiez à la façon d'aborder le problème, en adressant une requête éventuelle au Conseil ou à la Commission. En fait, cela revient à approfondir les propositions que vous avez formulées en cette réunion.

Monsieur le Président, j'espère que vous aussi vous allez continuer à participer à nos travaux communautaires, et je vous souhaite que vous obteniez un grand succès dans ces travaux. Nous vous en remercions d'avance en notre qualité de ministres siégeant au Conseil et en tant que représentants de nos gouvernements."

x  
x   x

- Allocution de M. le vice-président de la Commission des Communautés européennes,  
M. Sicco Mansholt

"M. S. Mansholt, vice-président des Communautés européennes, a remercié, à son tour, le Comité économique et social, et plus particulièrement la section spécialisée pour l'agriculture, de l'excellent travail qui s'est effectué au cours de cette décennie. Ses remerciements vont tout particulièrement au président, M. Genin, qui, pour la seconde fois, préside la section spécialisée pour l'agriculture, succédant à M. Anchisi en 1966.

Il a souligné que la création d'une politique agricole ne peut s'effectuer sans l'intervention des secteurs économiques et notamment d'un organe tel que le Comité économique et social, où les différents secteurs sont justement représentés. A l'occasion de ses travaux, la section spécialisée a toujours fait preuve d'une critique très précieuse qui dénote un souci permanent de trouver une solution commune donnant ainsi une excellente image de l'idée européenne; cette action se faisant sentir non seulement au niveau du Comité économique et social mais également au niveau national, grâce aux échos que les résultats obtenus ont dans les différents pays auprès des secteurs économiques représentés.

Le vice-président, M. Mansholt, a estimé qu'après dix ans de construction de la politique agricole commune l'heure de vérité est venue et qu'il est urgent de trouver des solutions aux différents problèmes qui se posent, en ayant toujours présent à l'esprit que derrière ceux-ci c'est de l'homme qu'il s'agit. La solution à trouver souligne la nécessité d'une solidarité européenne, notamment en matière de financement et implique la participation active des milieux professionnels. La section spécialisée pour l'agriculture doit être une image de cette participation, en ayant présent à l'esprit qu'il y a lieu de s'attacher tout particulièrement aux grands problèmes, sans succomber à la tentation de se perdre dans l'examen de questions de détail.

M. le vice-président Mansholt a affirmé sa conviction que le rôle du Comité économique et social est également, à travers les problèmes économiques et sociaux, un rôle politique et celui-ci est essentiel pour le bon fonctionnement d'une véritable démocratie. En agissant ainsi et en ne perdant pas de vue que tout ce qui se construit est fait en faveur de l'homme, le président, M. Mansholt, est assuré que le Comité économique et social contribuera d'une façon très efficace à la construction de l'Europe."

x  
x x

## III

"ASSOCIER OFFICIELLEMENT LES REPRESENTANTS DES INTERETS ECONOMIQUES  
ET SOCIAUX A LA PREPARATION DES DECISIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES"

- Thème des allocutions prononcées par M. Mathias Berns, président du Comité économique et social des Communautés européennes au "Consiglio Nazionale dell'Economia e del Lavoro", le 9 octobre 1969, lors de son voyage officiel à Rome et devant le "Conseil économique et social français", lors de sa visite officielle à Paris le 10 décembre 1969.

".....

Les activités de l'institution que vous représentez, Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Présidents et Messieurs les Présidents des sections permanentes, sont hautement estimées par nos collègues des pays communautaires. Cette estime est due à l'excellente qualification et au dévouement des membres qui composent votre Conseil. Je voudrais ici féliciter mes collègues faisant partie de votre Conseil et qui, au sein de notre Comité, apportent journellement, et avec tout l'enthousiasme que nous leur connaissons, leur expérience, leur détermination et leur agilité intellectuelle, combien latine.

Je vous remercie d'avoir bien voulu faciliter la réalisation de cette réunion. Elle nous permettra, j'en suis certain, d'échanger nos vues quant au rôle qui incombe aux organismes consultatifs tant sur le plan national qu'eupéen et quant à la mission des milieux économiques et sociaux dans l'évolution de notre société contemporaine.

L'association des intérêts économiques et sociaux au pouvoir politique est un problème très ancien que des événements récents ont rappelé à l'actualité.

Lorsqu'on parle de participation, on ne précise pas toujours les formes juridique et politique qu'elle doit revêtir pour devenir effective et efficace.

L'une d'elles, à n'en pas douter, est la consultation de représentants, soit valablement mandatés par les organisations représentatives, soit particulièrement compétents en raison de leur expérience ou de leurs connaissances personnelles.

La consultation n'est pas une procédure nouvelle. De tout temps, le pouvoir a sollicité les opinions et les avis pour être mieux informé ou pour agir avec sagesse. Mais la consultation, si elle est isolée, risque d'être partielle et en tout cas fragmentaire. Aussi, devient-il vite nécessaire de procéder à des consultations successives ou contradictoires, principalement en matière économique et sociale.

A ce sujet, on peut se demander si les Etats modernes ont suffisamment compris que l'évolution des structures économiques exigeait l'adaptation de leurs institutions politiques pour orienter la démocratie vers les réalités nouvelles. La création, dans presque tous les Etats, au cours des trente dernières années, de Conseils économiques et sociaux ou de Conseils de l'économie et du travail, dotés d'une compétence plus ou moins étendue, a partiellement répondu à cette préoccupation. Ces Conseils ont - au moins dans les textes constitutionnels ou législatifs - pour objet d'associer officiellement les représentants des intérêts économiques et sociaux à la préparation des décisions législatives et réglementaires.

Les auteurs des traités de Rome, conscients de mettre en place une nouvelle communauté politique, n'ont pu méconnaître l'évolution en cours dans la majorité des pays signataires.

Il leur parut impossible, en effet, de transformer des législations nationales en législations communautaires sans recueillir l'avis, parfois l'accord, des agents économiques qui subissent ces législations ou qui en bénéficient.

Les consultations isolées des groupements représentatifs sur le plan européen ne donnent pas toujours à l'autorité communautaire toutes les indications dont elle a besoin pour connaître les conséquences de ses décisions. Une meilleure possibilité d'application, une solution dût être recherchée.

En 1957, on a pressenti que le cadre européen, où se rencontrent de très anciens et très respectables intérêts nationaux ainsi que de nouveaux et dynamiques intérêts sectoriels, devait permettre à une certaine forme de démocratie économique de se développer et d'apporter son concours à une démocratie politique encore peu organisée dans la Communauté.

L'existence d'un Comité économique et social - aux côtés d'une Assemblée parlementaire - pour conseiller les institutions exécutives répond à cette préoccupation. L'incertitude dans laquelle on se trouvait au moment où l'on rédigeait les traités quant au fonctionnement de la Communauté explique sans doute la prudence qui a prévalu dans la définition des compétences du Comité économique et social.

Même dans sa forme encore imparfaite, ce Comité constitue un excellent instrument d'orientation vers une démocratie économique sans laquelle la Communauté risquerait de n'être qu'une technocratie critiquable.

Après onze années de fonctionnement, il est permis de porter un jugement sur les motifs qui ont inspiré sa création et sur le résultat de son activité.

Que la consultation soit indispensable, au stade communautaire comme au stade national, c'est une évidence démontrée par les faits! Il est donc utile que cette consultation puisse avoir lieu dans un cadre organisé, c'est-à-dire au sein d'une assemblée où les représentants de la vie économique et sociale européenne, siégeant ensemble, sont amenés à délibérer contradictoirement et publiquement.

Sur le mode de désignation de ces représentants, tout le monde n'est pas d'accord. Mais il est certain que de leur représentativité dépend leur autorité. Actuellement, il appartient au Conseil de ministres de la Communauté de procéder aux nominations sur propositions des gouvernements. Il n'est pas interdit de penser qu'une autre procédure puisse être appliquée dans l'avenir.

Pour être valable, dans le cadre européen plus qu'ailleurs, la consultation doit être suffisamment technique et spécialisée pour donner à l'autorité qui prépare les décisions, en l'espèce la Commission européenne, les moyens de compléter ses investigations. Mais elle doit aussi donner une indication de caractère général permettant de faire un choix entre les options en présence et ceci à l'intention du Conseil de ministres, l'autorité politique appelée à prendre la décision.

En ce sens, le traité a prévu des sections spécialisées et une assemblée plénière à compétence générale. Il est vraisemblable que le développement du traité, dans le cadre de la fusion des Communautés, par exemple, permettra à ces organes de travail de mieux accomplir la tâche qui leur est assignée et de mieux juxtaposer les avis techniques et les avis de politique économique et sociale.

L'absence de droit d'initiative du Comité est souvent critiquée par ses membres. Le refus du droit d'initiative est motivé actuellement par la complexité de l'oeuvre communautaire et par les risques d'incidences politiques que pourraient avoir certains débats sur des sujets que le traité réserve au Conseil de ministres. Toutefois, un jour prochain la possibilité devra être donnée au Comité de se saisir de sa propre initiative des problèmes qui préoccupent le monde économique et social communautaire.

Il est à relever que le Comité économique et social, comme les Conseils économiques nationaux, n'a pas reçu de compétence proprement politique et demeure un organe consultatif élaborant des avis à l'intention du Conseil de ministres et de la Commission. L'élaboration de ces avis constitue l'essentiel de l'activité du Comité, selon une procédure qui permet aux divers intérêts de se manifester et de se confronter.

D'aucuns ont suggéré que les avis du Comité se limitent à n'être que l'énumération des opinions exprimées par ses membres. Mais la thèse qui a prévalu est celle qui permet, par des votes majoritaires, de rechercher les points de rencontre et de divergence sur chacun des projets examinés.

On peut dire, en quelque sorte, que la préférence donnée au vote majoritaire, au sein du Comité, contribue à l'intégration économique, puisque les solutions qui recueillent la majorité des suffrages, sont celles qui reflètent les possibilités de conciliation des intérêts en présence. Il est bien entendu que les votes majoritaires supposent un degré suffisant de maturité politique et qu'il n'est pas concevable qu'une simple addition d'intérêts puisse prétendre à représenter l'intérêt général. C'est pourquoi les opinions minoritaires sont toujours jointes aux avis, afin d'informer complètement l'autorité qui décide.

En onze ans, le Comité économique et social a élaboré environ 300 avis auxquels ont été joints les rapports relatant les débats tant des sections que de l'assemblée plénière.

Certaines sections ont tenu jusqu'à 100 réunions. L'assemblée plénière s'est réunie au cours de 80 sessions plénières. L'assiduité des membres est remarquable, aussi bien dans les sections que dans les assemblées. Les avis sont le reflet d'un travail sérieux, approfondi et contiennent des propositions ou des critiques constructives. La Commission s'en inspire largement et en tient compte pour modifier ses propres projets. Quant au Conseil de ministres, il a pris conscience de ce que l'économie doit être intéressée dans une plus large mesure à ses travaux. Le ministre Lardinois, président en exercice au Conseil des ministres de l'agriculture, a tenu récemment à souligner le rôle que les avis élaborés par le Comité économique et social jouent dans les décisions prises au Conseil, et ceci non seulement sous leur forme officielle, mais également par l'entremise de ses membres sur le plan national. C'est ainsi qu'ils contribuent à donner forme à la politique du Conseil.

D'aucuns soutiennent qu'il s'agit, en l'occurrence d'une question délicate, mettant en cause l'exercice du pouvoir politique. Quelle que soit l'influence au dernier stade de la prise de décision, des avis d'une assemblée économique et sociale, il convient de ne pas perdre de vue que ses délibérations et ses votes jouent de toute façon un rôle dans la formation des opinions publiques spécialisées, qui seules sont à même de suivre le développement de la construction européenne.

Le grand public est surtout sensible aux idées générales qui se manifestent par des actes politiques. Malgré le peu de résonance que rencontrent parfois les avis des Conseils économiques et sociaux, il ne convient en rien de conclure à leur inefficacité. Leur rôle n'est certes pas seulement d'informer les autorités exécutives et législatives, mais aussi de faire prendre conscience aux cadres économiques et sociaux des problèmes que les autorités ont à résoudre, d'une part, et d'informer les mêmes autorités des réactions que provoqueront leurs décisions, d'autre part.

En ce sens, le Comité économique et social des Communautés européennes joue son rôle puisque, par lui, les grandes organisations professionnelles sont tenues au courant et associées à la préparation des décisions. Par ce fait, elles sont en mesure d'agir valablement sur les Parlements, les gouvernements et, le cas échéant, sur le corps électoral et, de ce fait, sur l'opinion publique.

Cette possibilité d'action suppose en contrepartie que les membres du Comité économique et social aient une haute conscience de leurs responsabilités et de l'engagement qu'ils prennent au cours des votes intervenant au cours des débats.

S'ils ont de plus en plus le sentiment qu'ils sont liés dans leur milieu économique et social et dans leur propre pays par la position qu'ils ont prise au sein de la Communauté et qu'ils doivent défendre cette position, alors le Comité économique et social de l'Europe est et deviendra chaque jour davantage une institution répondant aux objectifs pour lesquels il a été créé.

Le Comité économique et social est conscient des difficultés que traverse actuellement la Communauté. Il a récemment, dans son avis sur l'ensemble de la situation communautaire, mis l'accent sur les préalables qui doivent être remplis sur le plan politique pour que des politiques communes, entre autres dans le domaine de

l'agriculture, des transports, de la politique sociale, de la politique industrielle et nucléaire, de la recherche, puissent être poursuivies avec chances de succès.

Il n'est que trop démontré que le fait de ne pas encore s'être engagé résolument dans la voie d'une construction politique de l'Europe met en cause l'ensemble des réalisations considérées déjà comme acquises.

Les difficultés et vicissitudes que rencontre notamment la politique agricole commune - l'une des seules politiques communes qui avait vraiment progressé - n'illustrent que trop bien cette constatation. Cette politique agricole avait été conçue sans que le préalable d'une politique monétaire commune n'ait été réalisé.

Sans une volonté politique s'affirmant avec force dans les semaines et mois à venir, il est à redouter qu'une grande part de l'acquis communautaire ne soit comprise; c'est donc à juste titre que les espoirs de tous les Européens se tournent vers la réunion au sommet qui doit se tenir à La Haye début novembre et dont le principe avait déjà été arrêté à Rome lors de la Commémoration du dixième anniversaire de la signature des traités."



## IV

80e SESSION PLENIERE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL  
TENUE LES 24 ET 25 SEPTEMBRE 1969

Sous la présidence de M. Mathias Berns, son président, le Comité économique et social des Communautés européennes s'est réuni en assemblée plénière les 24 et 25 septembre à Bruxelles.

L'ordre du jour particulièrement chargé de cette session a comporté la présentation d'un rapport d'information (1) sur le

- "Mémorandum de la Commission concernant la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté" (rapporteur : M. Ameye - Belgique - Ier groupe - employeurs)

D'autre part, le Comité a émis un avis (1) sur le "Livre blanc" de la Commission en matière de

- "Politique nucléaire de la Communauté" (rapporteur : M. Schlitt - Allemagne - IIIe groupe - intérêts divers) (énergie nucléaire)

et sur les communications de la Commission au Conseil relatives à la

- "Politique énergétique communautaire" (y compris les aspects sociaux de la politique charbonnière) (rapporteur : M. Jansen - Pays-Bas - IIIe groupe - intérêts divers).

M. Levi Sandri, vice-président et M. W. Haferkamp, membre de la Commission des Communautés européennes, assistaient aux délibérations du Comité économique et social en la matière.

Dans le cadre du débat général, ils ont pris la parole pour répondre à différentes questions soulevées par les membres du Comité.

Ces avis du Comité ont été adoptés à l'unanimité.

x  
x    x

---

(1) Pour plus de détails sur le contenu du rapport d'information et des avis élaborés en session, voir pages suivantes.

Dans le domaine agricole, l'assemblée plénière s'est prononcée sur :

- les "Propositions concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles (campagne 1970-1971)" (rapporteur : M. Visocchi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers) (agriculture);
- les "Propositions concernant le marché viti-vinicole" (rapporteur : M. Babau - France - IIe groupe - travailleurs);
- la "Proposition de règlement concernant les matériels forestiers de reproduction" (rapporteur : M. Schnieders - Allemagne - Ier groupe - employeurs).

Après un débat prolongé, l'avis sur les prix pour certains produits agricoles a été adopté par 40 voix favorables et 36 abstentions, tandis que l'avis sur l'organisation du marché viti-vinicole recueillait 43 voix favorables, 19 voix contre et 17 abstentions. L'avis relatif aux "Matériels forestiers de reproduction" a été adopté à l'unanimité.

Le Comité économique et social a ensuite adopté, à l'unanimité, un avis sur la proposition de la Commission relative à la suppression d'entraves techniques aux échanges et concernant en particulier :

- les agents émulsifiants, stabilisants, épaississants et gélifiants pouvant être employés dans les denrées alimentaires (rapporteur : M. Masprone - Italie - Ier groupe - employeurs).

x  
x    x

Enfin, l'assemblée plénière du Comité a élaboré en matière de politique commune des transports, un avis sur la proposition de règlement portant :

- modification de l'article 5 du règlement du Conseil, du 31 juillet 1968, relatif à l'instauration d'un système de TARIFS A FOURCHETTES APPLICABLES AUX TRANSPORTS de marchandises par route (rapporteur : M. Renaud - France) (co-rapporteurs : MM. Hildgen - Luxembourg  
Jansen - Pays-Bas  
Masprone - Italie).

Cet avis a été voté par 83 voix favorables et une abstention.

Dans l'ensemble de ses avis, le Comité s'est déclaré favorable aux différentes propositions de la Commission.

Pour la proposition relative au marché viti-vinicole, le Comité - tout en approuvant globalement les propositions de la Commission et plus particulièrement l'approche régionale retenue pour l'application de certaines mesures - formule néanmoins des suggestions importantes qui conduisent à donner une définition du vin de table sensiblement différente de celle proposée par la Commission.

Saisi récemment de la "Communication de la Commission au Conseil concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres et l'accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen", le Comité a créé, au cours de cette session plénière, un sous-comité "ad hoc" de 36 membres, et lui a confié l'élaboration des projets d'avis et rapport à ce sujet.

L'élaboration d'un avis sur les propositions concernant le "financement de la politique agricole commune" a été confiée à la section spécialisée pour l'agriculture.

Au début de la session, le Comité avait installé dans leurs fonctions MM. Charbo, Hipp et Ventejol, nouveaux membres nommés par le Conseil de ministres (1).

x  
x    x

- Quelques informations supplémentaires sur le rapport d'information et sur les avis élaborés par le Comité au cours de sa session plénière du mois de septembre

I - Rapport d'information concernant le "Mémoire de la Commission au Conseil sur la COORDINATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET LA COOPERATION MONETAIRE au sein de la Communauté"

rapporteur : M. Ameye - Belgique - Ier groupe (employeurs)

Le Comité a pris connaissance du rapport d'information sur le "Mémoire précité, élaboré par la section spécialisée pour les questions économiques (2) et présenté par M. Ameye, rapporteur de la section.

Les conseillers qui sont intervenus principalement au nom des groupes se sont déclarés d'accord avec les conceptions développées par la section. A leur avis, le Mémoire de la Commission représente un pas important sur la voie de l'intégration monétaire et les événements récents soulignent encore davantage l'urgence qu'il y a à mettre en oeuvre la proposition de la Commission avec toute la célérité voulue.

En ce qui concerne l'efficacité du mécanisme de coopération envisagée par la Commission pour assurer un soutien monétaire à court terme et permettre un concours financier à moyen terme en faveur d'un Etat membre, elle dépendra en fin de compte des progrès réalisés sur le plan de la convergence des politiques économiques. Quant au mécanisme lui-même, il est désirable qu'il soit constitué sur le plan multilatérale entre les pays membres. La création d'un tel mécanisme communautaire serait de nature à favoriser la création d'une institution commune à laquelle pourraient être délégués les pouvoirs d'un futur système commun de banques centrales.

En résumé, il a été proposé dans le rapport :

- que soit mise en oeuvre, avec toute la célérité nécessaire, la décision portant sur la coordination des politiques économiques courantes adoptées par le Conseil, le 17 juillet dernier;

---

(1) Voir chapitre XI - Démissions et nominations.

(2) Section présidée par M. Kramer - Allemagne - Ier groupe (employeurs).  
Le groupe d'étude qui a préparé les travaux de la section spécialisée était présidé par M. Aschoff - Allemagne - IIIe groupe (intérêts divers).

- que soit acceptée l'idée de la création d'un dispositif communautaire de coopération monétaire à insérer dans les mécanismes de la coopération monétaire internationale. Ce dispositif comporterait :
  - (i) un renforcement continu du processus de consultations préalables sur toutes les questions débattues au sein des organismes monétaires internationaux, le but étant d'adopter si possible une attitude commune, surtout sur les questions concernant directement les Etats membres;
  - (ii) un système d'information mutuel des membres portant sur toutes les demandes d'assistance et des états d'utilisation;
- que soient menées à bien, dans les meilleurs délais, les études relatives à l'influence que peut exercer la coordination monétaire sur l'intégration économique. Parmi elles devrait notamment figurer l'étude concernant les conditions et les moyens qui pourraient permettre la suppression des fluctuations de parités, cette proposition revêtant une importance primordiale, tant au point de vue des calculs économiques et financiers des entreprises industrielles et commerciales de la CEE qu'en tant que premier élément vers l'unification monétaire;
- que soit poursuivie l'étude des conditions dans lesquelles il serait possible d'éviter que la nécessité d'une modification de parité d'une monnaie CEE ne s'impose aux autorités des Etats membres;
- que soient menées à bien, dans les meilleurs délais, les études relatives à la mise en place du concours financier à moyen terme, ainsi qu'à l'articulation à instituer entre le soutien monétaire et le concours financier et celle à prévoir entre ces assistances et les actions à entreprendre sur le plan économique et financier par le pays déficitaire et, le cas échéant, par les autres pays membres.

Enfin, les conseillers ont exprimé le désir d'être associés régulièrement aux travaux qui seront entrepris en ce domaine et de pouvoir rendre un avis sur les mesures concrètes d'application du Mémorandum.

x  
x x

II - Avis du Comité économique et social sur le "Rapport d'ensemble de la Commission sur la POLITIQUE NUCLEAIRE de la Communauté" (1)

Rapporteur : M. Schlitt - Allemagne - IIIe groupe - intérêts divers (énergie nucléaire)

Dans son avis sur le "Livre blanc" de la Commission, qu'il a adopté à l'unanimité, le Comité approuve les principes généraux et les propositions formulés par la Commission dans ce document, tout en faisant un certain nombre d'observations de caractère général et particulier.

---

(1) Le Comité économique et social a élaboré son avis en la matière sur la base des travaux effectués par sa section spécialisée pour les problèmes nucléaires, présidée par M. Chabrol - France - IIIe groupe - intérêts divers.

Le groupe d'étude de la section était présidé par M. Renaud - France - Ier groupe - employeurs.

Le Comité souligne notamment la nécessité d'accorder plus de considération à la recherche fondamentale et de donner une base beaucoup plus large aux tâches purement scientifiques de l'établissement d'Ispra. A son avis, la recherche intéressant l'industrie doit également être prise en considération en tant qu'aspect essentiel. Ainsi, il estime que le Centre commun de recherche devrait être chargé de tâches de recherche et de développement industriels.

A son avis, ce n'est pas seulement le problème de la coordination mais également celui de l'orientation de la recherche en vue de l'application industrielle qui se posent dans le secteur de la recherche nucléaire.

L'inclusion de travaux de recherche non nucléaire dans le champ d'activité du Centre commun de recherche constituerait, selon le Comité, une contribution importante à la réalisation d'une politique communautaire dans le domaine de la recherche scientifique et technique.

Par ailleurs, il insiste sur l'opportunité d'un vaste échange d'expériences entre le Centre commun de recherche, l'industrie nucléaire et les centres nationaux de recherche de la Communauté. Dans son avis, le Comité ne manque pas de rappeler les effets de l'absence d'une politique commune de l'énergie sur la formation d'un marché de l'énergie nucléaire dans la Communauté.

Le Comité se félicite tout particulièrement de ce que le projet de programme de la Commission accorde beaucoup d'importance aux problèmes du marché commun de l'industrie nucléaire, en particulier pour ce qui est des propositions formulées dans le domaine de la politique industrielle. A son avis, il importe toutefois de fixer un calendrier et les modalités d'exécution de cette politique, et il lui paraît intéressant de connaître les moyens par lesquels la Commission entend proposer au Conseil le financement de ces diverses mesures de politique industrielle.

Il y a lieu de souligner qu'il partage entièrement la conception de la Commission selon laquelle il faut veiller, dans la promotion des regroupements, à ce que, en raison de l'étroitesse du marché, l'ouverture de celui-ci n'aboutisse pas à l'élimination presque totale de l'industrie de certains Etats membres au profit de ceux dont les structures industrielles sont les plus efficaces.

En ce qui concerne le développement d'une stratégie dans le domaine nucléaire, le Comité pense qu'il serait sans aucun doute souhaitable que la Commission prenne des mesures de promotion appropriées en faveur de certaines filières de réacteurs auxquelles elle attribue un potentiel de développement particulièrement prometteur. Dans ce contexte, il souligne l'importance d'une collaboration avec les entreprises productrices d'électricité des Etats membres.

Quant à la création d'un fonds d'aide à l'industrie nucléaire, le Comité exprime l'avis que ce fonds devrait être au service de deux objectifs fondamentaux. C'est pourquoi il faudrait créer deux sections distinctes dont l'une assumerait le rôle d'un fonds de garantie et l'autre celui d'un véritable fonds européen de développement de l'industrie nucléaire.

En ce qui concerne l'action directe de développement de l'industrie nucléaire, les modalités de la gestion du fonds industriel de développement devraient être définies avec plus de précision.

Le Comité estime que le statut d'entreprise commune devrait être davantage développé et qu'il conviendrait d'en faire plus largement usage en tant qu'instrument de la réalisation des objectifs de politique industrielle de la Communauté.

Le Comité se serait attendu à ce que la Commission examinât en détail, dans le "Livre blanc", les problèmes relatifs à la modification du statut de l'agence d'approvisionnement. Or, seul le document "Première orientation pour une politique énergétique communautaire" a permis au Comité de connaître les conceptions de la Commission en ce qui concerne les tâches futures de l'agence d'approvisionnement. Il se félicite de ce que la Commission ait, en l'occurrence, abandonné le principe de l'égalité d'accès pour le remplacer par celui de la non-discrimination.

Après avoir constaté avec satisfaction que la Commission préconise la mise sur pied aussi rapidement que possible d'une installation commune d'enrichissement de l'uranium, le Comité se déclare d'accord avec le programme en quatre phases qui est proposé. Eu égard au fait que deux Etats membres ont entre-temps signé un accord avec un pays tiers pour la construction d'une telle installation, le Comité insiste pour que les autres Etats membres puissent adhérer à cet accord.

x  
x    x

III - Avis du Comité économique et social sur les propositions de la Commission au Conseil concernant la fixation des PRIX POUR CERTAINS PRODUITS AGRICOLES (campagne 1970-1971) (1)

Rapporteur : M. Visocchi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers (agriculture)

Le Comité économique et social a adopté, le 25 septembre 1969, son avis sur les propositions de la Commission au Conseil concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles (campagne 1970-1971), par 40 voix pour et 36 abstentions.

Dans cet avis, le Comité pose comme principe que les prix agricoles doivent retrouver progressivement leur caractère économique et que la recherche d'un équilibre entre l'offre et la demande constitue une préoccupation légitime. Le Comité comprend donc que la Commission souhaite qu'il soit tenu compte, pour la campagne 1970-1971, notamment de la situation de chaque marché pour la fixation des prix des produits concernés. Il tient par ailleurs, à faire observer que l'évolution du revenu des agriculteurs doit être prise en considération, lors de la fixation des prix pour la campagne 1970-1971.

Concernant plus particulièrement les prix proposés pour les différents produits, le Comité accepte les prix proposés pour les céréales panifiables, mais propose de procéder plus progressivement à l'augmentation du prix des céréales fourragères.

Le Comité accepte la proposition de prix du sucre, mais il est d'avis que le quota de base fixé pour ce produit doit être également maintenu.

Le Comité propose de maintenir, pour la campagne 1970-1971, les prix actuels d'intervention du beurre, de la poudre de lait écrémé, du grana padano et du parmigiano reggiano, ainsi que le niveau actuel de l'aide directe au lait écrémé. En ce qui concerne les excédents de beurre, le Comité estime que la solution de ce problème doit être recherchée à travers une série de mesures, parmi lesquelles des subventions directes à la consommation de beurre pour la campagne 1970-1971.

Enfin, le Comité accepte, sans modification, les prix proposés par la Commission pour les autres produits.

x  
x    x

---

(1) Le Comité économique et social a élaboré son avis en la matière sur la base des travaux effectués par sa section spécialisée pour l'agriculture, présidée par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers.

Le groupe d'étude qui a préparé les travaux était présidé par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers.

IV - Avis du Comité économique et social sur les nouvelles propositions de la Commission concernant l'organisation du MARCHE VITI-VINICOLE (1)

Rapporteur : M. Babau - France - IIe groupe - travailleurs

Par 43 voix pour, 19 contre et 17 abstentions, le Comité a adopté son avis sur les nouvelles propositions de la Commission concernant l'ORGANISATION COMMUNE DU MARCHE VITI-VINICOLE.

Le Comité approuve globalement les propositions de la Commission et plus particulièrement l'approche régionale retenue pour l'application de certaines mesures, mais il formule néanmoins des suggestions importantes qui conduisent à donner une définition du vin de table sensiblement différente de celle proposée par la Commission.

On peut dire, d'une façon schématique, que le Comité économique et social s'est fixé trois objectifs, essentiels, à savoir :

- favoriser une politique de qualité pour la production de vin à l'intérieur de la Communauté;
- protéger la production communautaire;
- sauvegarder les intérêts des consommateurs en respectant notamment les goûts de ces derniers.

Pour répondre au premier objectif, le Comité économique et social, a été conduit à proposer d'augmenter de un degré le titre alcoométrique minimum naturel proposé par la Commission pour les produits aptes à donner du vin de table, récoltés dans les diverses zones de production reconnues. Le Comité considère donc que c'est à 6° que se situe la limite en dessous de laquelle aucun vin de table ne peut être élaboré; il admet toutefois que certaines années exceptionnellement défavorables, cette limite minimum puisse être abaissée à 5°5.

En ce qui concerne le deuxième objectif, à savoir la protection de la production viti-vinicole européenne, le Comité s'est déclaré partisan de contrôles aux frontières extérieures communes, afin d'éviter que les efforts entrepris à l'intérieur de la Communauté ne soient remis en question par des produits importés. Le Comité s'est, de la sorte, nettement prononcé contre l'importation dans la Communauté de toute matière première en vue de la vinification. Cette interdiction exclut, par conséquent, l'utilisation de vins importés de pays tiers pour le coupage de vins de table communautaires, alors que la Commission admet, pour sa part, mais sous certaines conditions, la possibilité de tels coupages.

En ce qui concerne enfin le troisième objectif, le Comité économique et social a considéré que la grande diversité de la production viti-vinicole de la Communauté et les diverses individualités particulières à chaque région de production ne devaient pas cependant être menacées ou même mises en cause par une réglementation commune, unique pour toute la Communauté. Il a, pour ce faire, proposé de découper la Communauté en grandes zones de production suivant un système basé sur le double critère du sucrage et du non-sucrage. Mieux que celui proposé par la Commission, ce système permet de tenir compte des particularismes de production et des méthodes de vinification propres à chaque région de la Communauté.

x  
x x

---

(1) Le Comité économique et social a élaboré son avis en la matière sur la base des travaux effectués par sa section spécialisée pour l'agriculture, présidée par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers. Le groupe d'étude qui a préparé les documents de la section était présidé par M. Rollinger - Luxembourg - IIIe groupe - intérêts divers.

- V - Avis du Comité économique et social sur la "Proposition d'un règlement (CEE) du Conseil fixant les normes de qualité extérieure des MATERIELS FORESTIERS DE REPRODUCTION" (1)

Rapporteur : M. Schnieders - Allemagne - Ier groupe - employeurs

Le Comité a approuvé à l'unanimité son avis sur la "Proposition d'un règlement du Conseil fixant les normes de qualité extérieure des MATERIELS FORESTIERS DE REPRODUCTION".

Cet avis, qui souscrit entièrement à la proposition de la Commission, suggère toutefois quelques modifications techniques destinées à mieux adapter ce règlement aux pratiques suivies dans les Etats membres.

De plus, le Comité formule une nouvelle fois le vœu qu'un Comité consultatif sur les plants et semences soit institué.

Enfin, le Comité a souhaité que parmi les conditions auxquelles doivent satisfaire les plants soit inclu "l'aptitude à être utilisé pour le reboisement".

x  
x x

- VI - Avis du Comité économique et social sur les communications de la Commission au Conseil relatives d'une part, à une "Première orientation pour une POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNAUTAIRE" et, d'autre part, aux "ASPECTS SOCIAUX de la politique charbonnière dans le cadre d'une politique énergétique communautaire" (2)

Rapporteur : M. Jansen - Pays-Bas - IIIe groupe - intérêts divers

Après avoir constaté avec intérêt que la Commission, après les efforts entrepris dans le passé par les trois exécutifs, a pris l'initiative de présenter au Conseil deux communications relatives, d'une part à une "Première orientation pour une POLITIQUE ENERGETIQUE communautaire" et, d'autre part, aux "ASPECTS SOCIAUX DE LA POLITIQUE CHARBONNIERE dans le cadre d'une politique énergétique communautaire", le Comité, dans son avis qu'il a adopté à l'unanimité, rappelle qu'il s'est déjà prononcé sur les problèmes que pose la réalisation d'une politique énergétique communautaire et même tout récemment dans son avis sur l'ensemble de la situation communautaire.

- 
- (1) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social s'est basé sur les travaux effectués par sa section spécialisée pour l'agriculture, présidée par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers.

Les documents de la section spécialisée avaient été préparés par un groupe d'étude présidé par M. Schnieders (rapporteur) - Allemagne - Ier groupe - employeurs.

- (2) Le Comité économique et social a élaboré son avis en la matière sur la base des travaux effectués par sa section spécialisée pour les problèmes énergétiques, présidée par M. Ameye - Belgique - Ier groupe - employeurs.

Le groupe d'étude "ad hoc" qui a préparé le document a été présidé par M. Bouladoux - France - IIe groupe - travailleurs.

MM. Levi Sandri et Haferkamp, vice-présidents de la Commission, assistaient aux débats du Comité sur la "Politique énergétique".



Lors de l'élaboration de son avis, le Comité a également pris pour base la nouvelle étude de la situation des marchés de l'énergie et des problèmes fondamentaux d'une politique énergétique communautaire au sujet de laquelle le Comité a exprimé le souhait de voir préciser davantage certains aspects.

En accord avec la Commission, le Comité souligne la nécessité de mettre en place sans tarder une politique communautaire de l'énergie car le marché de l'énergie dans la Communauté est caractérisé par l'existence de divergences profondes, tant entre les différentes formes d'énergie qu'entre les situations existant dans les pays membres.

La conception adoptée par la Commission et soutenue par le Comité, selon laquelle la politique énergétique doit constituer une partie intégrante de la politique économique générale, a pour conséquence que la politique énergétique communautaire doit s'inspirer des principes qui régissent les activités industrielles et les diverses politiques de la Communauté dans les domaines économique, commercial, financier, fiscal et social.

Le Comité a marqué son accord de principe sur les objectifs tels qu'ils sont définis par la Commission tout en se félicitant de ce que la Commission ait mis dans son premier document l'accent sur un certain nombre de ces objectifs, afin de faciliter les options à prendre. Il souligne que les objectifs de la politique énergétique devront être cohérents entre eux et adaptés à la politique économique générale. Il partage entièrement le point de vue de la Commission, qui met l'accent sur un approvisionnement sûr à des prix relativement stables et aussi bas que possible. La réalisation de ce double objectif, qui semble comporter une contradiction, est toutefois possible, sinon dans l'immédiat, dans une perspective à plus long terme. En outre, ces objectifs ne peuvent être atteints qu'en procédant par étapes et en les adaptant aux caractéristiques propres à chaque secteur énergétique.

Le Comité, dans son ensemble, se rallie à l'affirmation de la Commission selon laquelle, "le rôle de la politique énergétique étant de servir l'intérêt des consommateurs, il est nécessaire d'attribuer à la concurrence la fonction directionnelle fondamentale", mais ceci devra être réalisé dans le cadre des perspectives d'une politique énergétique communautaire concertée.

Le Comité a exprimé quelques préoccupations quant aux possibilités de réaliser une politique énergétique communautaire compte tenu de l'existence de trois traités différents. Tant que leur fusion n'est pas réalisée, il faudra, le cas échéant, envisager des accords intergouvernementaux avec la participation de la Commission.

Dans la deuxième partie de son avis, le Comité prend position sur les 37 points particuliers qui s'inscrivent dans le cadre d'action qui a été établi par la Commission.

x  
x    x

- VII - Avis du Comité économique et social sur la "Proposition d'une directive du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les AGENTS EMULSIFIANTS, STABILISANTS, EPAISSISSANTS ET GELIFIANTS, pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine" (1)

---

Rapporteur : M. Masprone - Italie - Ier groupe - employeurs

L'avis élaboré par le Comité sur la proposition susmentionnée, a été adopté par l'ensemble de l'assemblée plénière, moins 2 abstentions.

Dans son avis, le Comité a approuvé la proposition de directive sous réserve que soit réexaminée la liste des agents autorisés, afin qu'il soit mieux tenu compte de la situation législative existant dans certains Etats membres qui autorisent l'emploi d'agents émulsifiants-stabilisants ne figurant pas à l'annexe à la proposition de directive.

Le Comité demande en outre que les délais prévus pour l'élaboration de la directive concernant les conditions d'emploi des agents autorisés soient moins longs que ceux que propose la Commission.

x  
x x

- VIII - Avis du Comité économique et social sur la "Proposition d'un règlement du Conseil portant modification de l'article 5 du règlement (CEE) n° 1174/68 du Conseil, du 30 juillet 1968, relatif à l'instauration d'un système de TARIFS A FOURCHETTES APPLICABLES AUX TRANSPORTS de marchandises par route entre les Etats membres" (2)

---

Rapporteur : M. Renaud - France - Ier groupe - employeurs (transports)

Co-rapporteurs : MM. Hildgen - Luxembourg - IIe groupe - travailleurs  
Jansen - Pays-Bas - IIIe groupe - intérêts divers  
Masprone - Italie - Ier groupe - employeurs

Le Comité économique et social a adopté, lors de sa session plénière de fin septembre, son avis sur les propositions de la Commission au Conseil concernant la modification de l'article 5 du règlement du Conseil du 30 juillet 1968 (tarification à fourchettes) par 83 voix pour et 1 abstention.

Dans cet avis, le Comité approuve, en principe, la proposition de la Commission tendant à éliminer les inconvénients pratiques résultant de la condition de tonnage minimum, pour les contrats concernant les transports de caractère spécial, réalisés dans des circonstances non prévues par la tarification et justifiant de ce fait, un prix supérieur aux barèmes.

- 
- (1) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social a pris pour base les travaux effectués par la section spécialisée pour les questions économiques, présidée par M. Kramer - Allemagne - Ier groupe - employeurs.

Son groupe d'étude était présidé par M. Bouladoux - France - IIe groupe - travailleurs.

- (2) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social s'est basé sur les travaux effectués par sa section spécialisée pour les transports, présidée par M. Dalla Chiesa - Italie - IIe groupe - travailleurs.

Le groupe d'étude qui avait préparé les documents de la section spécialisée était présidé par M. Renaud (rapporteur) - France - Ier groupe - employeurs (transports).

Le Comité fait cependant remarquer que la nouvelle rédaction proposée, si elle assouplit les conditions de conclusion des contrats impliquant un prix supérieur aux tarifs, n'élimine pas pour autant toutes les complications.

La complication de la procédure risque de décourager les transporteurs et indirectement de les inciter à abandonner leur droit d'obtenir des prix plus élevés.

En effet, compte tenu du fait que le 1er alinéa du paragraphe 1 de l'article 5 n'est pas modifié, tous les contrats particuliers, même ceux comportant un prix supérieur aux tarifs, devront être écrits et communiqués aux autorités compétentes, avec justificatifs, en vue de leur contrôle et de leur publicité.

Le problème vient de ce que l'on adopte le même terme de "contrat particulier" pour des opérations de caractère différent.

C'est pourquoi le Comité économique et social estime qu'il aurait sans doute été préférable, pour éviter toute ambiguïté, de parler de "Suppléments aux tarifs" pour rémunérer les prestations spéciales non prévues dans les tarifications et de réserver le terme de "contrats particuliers" pour les contrats comportant des prix en dessous de la fourchette.

x  
x    x

## V

SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL- 15 OCTOBRE 1969 (81e SESSION) -

Le Conseil de ministres devait, au cours de sa session des 17 et 18 octobre 1969, statuer sur une "Proposition de directive du Conseil en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires" (introduction de la TVA dans les Etats membres).

Cette proposition ayant comme base juridique l'article 100 du traité, la saisine du Comité économique et social par le Conseil sur ce sujet était obligatoire. Celle-ci est intervenue le 6 octobre, assortie d'un délai de 10 jours.

Pour y répondre, le président du Comité économique et social a été amené à convoquer une session extraordinaire le 15 octobre 1969. Celle-ci vient de se terminer, dont l'ordre du jour ne prévoyait que la discussion du problème de l'introduction de la TVA dans la Communauté.

Les travaux du Comité en la matière ont été préparés par un sous-comité restreint composé de

MM. Bréart  
Defossez  
Germozzi  
Giunti  
Hildgen  
ter Heide  
Kramer  
Renaud

M. Louis Ameye (Belgique - groupe I - employeurs) a été nommé rapporteur général. La présidence du sous-comité a été assurée par M. Aschoff (Allemagne - groupe III - intérêts divers).

Après un débat approfondi l'avis du Comité a été adopté par 68 voix favorables et 5 abstentions.

x  
x    x

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Conseil en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - INTRODUCTION DE LA TVA DANS LES ETATS MEMBRES" (1)

Rapporteur général : M. Ameye - Belgique - Ier groupe - employeurs

Le Conseil des Communautés européennes a, le 6 octobre 1969, saisi le Comité économique et social d'une demande d'avis relative à l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée en lui demandant de rendre son avis dans des délais qui lui permettent de se prononcer lors de sa session des 17 et 18 octobre 1969.

---

(1) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social s'est basé sur les travaux du sous-comité "TVA" présidé par M. Aschoff - Allemagne - IIIe groupe - intérêts divers.

Dans ces conditions, le Comité, utilisant la procédure d'urgence prévue en son règlement intérieur, a tenu, le 15 octobre 1969, une séance plénière extraordinaire au cours de laquelle il a adopté son avis sur la directive précitée, par 68 voix favorables et 5 abstentions.

L'avis adopté par le Comité rappelle, dans sa partie générale, les engagements pris par les Etats membres lorsqu'ils ont adopté les deux premières directives sur la TVA et regrette les demandes de report présentées par les gouvernements belge et italien, sans toutefois se prononcer sur les raisons que ces derniers invoquent à l'appui de leur demande. Il estime, en outre, qu'à l'occasion de l'adoption de la directive, les Etats membres confirment leurs engagements en ce qui concerne la suppression des frontières fiscales.

Dans ses observations particulières, l'avis souhaite que le délai prévu dans la proposition de directive permette à la Commission de procéder aux consultations nécessaires avec les gouvernements de la Belgique et de l'Italie et de veiller à ce que l'application de la TVA dans ces deux pays intervienne dans les meilleurs délais. Il approuve également la proposition suivant laquelle les Etats membres concernés s'interdisent d'augmenter les taux moyens en vigueur au 1er octobre 1969.

En ce qui concerne l'article 4 relatif à la réduction des taux moyens, le Comité estime non fondée la proposition de réduction de ces taux à partir de 1970 et demande que la Commission négocie avec les gouvernements belge et italien certaines positions tarifaires qui donnent lieu, à son avis, à des avantages concurrentiels, compte tenu du niveau des taux moyens qui leur sont appliqués. En cas d'échec de la négociation prévue, une réduction de ces taux pourrait être imposée par le Conseil, sur proposition de la Commission.

Il estime, enfin, que la date du 1er janvier 1974, prévue pour la suppression des frontières fiscales, paraît trop rapprochée et considère que, si l'inclusion du commerce de détail dans le régime de la TVA est souhaitable dès l'introduction de celle-ci, par contre en ce qui concerne le nombre de taux, le Comité ne pourra se prononcer que lorsqu'il sera informé de tous les aspects du problème.

## VI

82e SESSION PLENIERE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIALTENUE LE 29 OCTOBRE 1969

La 82e session plénière du Comité économique et social s'est tenue le 29 octobre 1969 à Bruxelles, sous la présidence de M. H. Kramer - Allemagne - Ier groupe - employeurs, remplaçant le président et les vice-présidents du Comité.

Ayant appris le décès de M. Verriijn Stuart, ancien membre du Comité économique et social, l'assemblée plénière s'est recueillie pour honorer la mémoire du disparu.

D'autre part, le président a informé le Comité de ce que M. Tinbergen, qui siégea comme membre du Comité de 1958 à 1962, s'était vu décerner le Prix Nobel pour l'Economie, pour son oeuvre d'économétrie.

Les membres ont prié le président d'adresser leurs plus vives félicitations au lauréat.

L'assemblée plénière est passée ensuite à son ordre du jour, auquel figurait notamment l'élaboration d'un avis du Comité sur les propositions de directives du Conseil concernant (1) :

- le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dénominations textiles (rapporteur : M. J. de Précigout - France - Ier groupe - employeurs)
- le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dispositifs de direction des véhicules à moteur et de leurs remorques (rapporteur : M. E. Renaud - France - Ier groupe - employeurs)
- la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour :
  - a) les activités de la distribution des produits toxiques;
  - b) les modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités relevant de la distribution et de l'utilisation professionnelle des produits toxiques (rapporteur : M. M. Babau - France - IIe groupe - travailleurs)
- les modalités de réalisation de la liberté d'établissement
  - a) dans les activités non salariées de l'agriculture et
  - b) annexes de l'agriculture (rapporteur : M. R. Schnieders - Allemagne - Ier groupe - employeurs)

Les avis élaborés par le Comité sur ces différentes propositions sont, en ligne générale, favorables aux propositions de la Commission.

L'avis sur les "dénominations textiles" a été adopté à l'unanimité de même que celui sur les "dispositifs de direction des véhicules à moteurs".

Les travaux du Comité en la matière se fondaient sur les documents élaborés par la section spécialisée pour les questions économiques.

Les avis concernant les "activités de la distribution des produits toxiques" d'une part, et les mesures transitoires dans le domaine des "activités relevant de la

---

(1) Voir pages suivantes pour des informations plus détaillées sur les avis élaborés en session plénière.

distribution et l'utilisation professionnelle des produits toxiques", d'autre part, ont été adoptés par le Comité, respectivement par 80 voix et 1 abstention et à l'unanimité.

Après discussion sur un certain nombre de problèmes soulevés au cours du débat sur les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans les "activités non salariées de l'agriculture" et "annexes de l'agriculture", le Comité a adopté ses avis en la matière, respectivement par 40 voix contre 17 et 12 abstentions et à l'unanimité.

Pour l'élaboration de ses avis concernant les "produits toxiques" et la "liberté d'établissement en agriculture", le Comité s'est fondé sur les travaux effectués par la section spécialisée pour les activités non salariées et les services.

x  
x x

- Quelques informations supplémentaires sur les avis élaborés au cours de la 82e session plénière

I - Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dénominations textiles" (1)

Rapporteur : M. de Précigout - France - Ier groupe (employeurs)

Le Comité a adopté à l'unanimité son avis sur la proposition de directive susmentionnée.

Le Comité, tout en prenant acte des dispositions qui visent à remédier aux disparités existant entre les prescriptions applicables aux dénominations textiles dans les Etats membres, a formulé certaines observations générales et particulières.

Dans ses observations générales, le Comité se rallie au principe d'unicité de réglementation communautaire applicable généralement à toutes les fibres textiles ainsi qu'au principe d'obligation de mentionner la nature des fibres composant les produits textiles.

En ce qui concerne les tolérances, qui, dans la proposition de directive, sont fixées pour les produits composés d'une seule fibre, alors que la fixation est renvoyée à plus tard pour ceux qui sont composés de plusieurs fibres, le Comité fait observer que ce renvoi est inopportun et qu'une détermination des tolérances est au moins aussi nécessaire et urgente pour ces derniers; il demande que la directive soit complétée sur ce point et, en particulier, que soit retenu le taux de 3 %.

Le Comité demande en outre la modification de la directive de telle sorte que la dénomination "laine vierge" puisse être utilisée si toute la laine entrant dans la composition d'un produit répond à la définition de cette qualité de laine donnée par la directive.

Par ailleurs, il est proposé toute une série d'adjonctions et de suppressions à la liste des produits exemptés des dispositions de la directive, ainsi que l'inclusion de deux nouveaux articles concernant l'institution d'un "Comité des dénominations textiles", appelé à faciliter l'adaptation future des dispositions de la directive au progrès technique.

(1) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social s'est fondé sur les travaux de la section spécialisée pour les questions économiques, présidée par M. Kramer - Allemagne - Ier groupe - employeurs, dont le groupe d'étude était présidé par M. Bouladoux - France - IIe groupe - travailleurs.

Le Comité signale en outre que, dans son état actuel, la proposition de directive n'empêche pas que soient créées des disparités nouvelles en raison de l'entrée en vigueur d'une loi allemande sur l'étiquetage des produits textiles avant l'entrée en vigueur de la directive.

Le Comité estime donc que la proposition de directive devrait être modifiée par des dispositions transitoires pour permettre, à ceux qui se seraient déjà adaptés aux dispositions de la nouvelle loi allemande, d'appliquer celle-ci ou la réglementation communautaire.

x  
x    x

II - Avis du Comité économique et social sur les "Proposition d'une directive du Conseil concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités de la distribution des produits toxiques" et "Proposition d'une directive du Conseil concernant les modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités relevant de la distribution et de l'utilisation professionnelle des produits toxiques" (1)

---

Rapporteur : M. Babau - France - IIe groupe (travailleurs)

Dans ses avis sur les propositions de directives du Conseil

- concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités de la distribution des produits toxiques et
- concernant les modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités relevant de la distribution et de l'utilisation professionnelle des produits toxiques,

qu'il a adoptés, respectivement par 80 voix et 1 abstention et à l'unanimité, le Comité approuve les principes généraux et les propositions formulées par la Commission dans ces documents tout en formulant un certain nombre d'observations de caractère général et particulier.

En ce qui concerne la définition des matières toxiques, le Comité s'est interrogé sur l'opportunité d'établir une liste communautaire de produits toxiques auxquels la proposition de directive devrait s'appliquer.

Cependant, en raison des difficultés et des délais qu'exigeraient l'établissement d'une liste communautaire et sa mise à jour, la section spécialisée se rallie à la définition des produits toxiques telle qu'elle figure à l'article 2 de la proposition de directive, tout en exprimant le souhait que cette liste puisse être établie dans le cadre d'une coordination ultérieure.

Afin d'éviter des équivoques qui pourraient se révéler comme particulièrement néfastes eu égard au caractère délicat de la matière en cause, la section estime toutefois que le texte du point 1 de l'article 2 devrait être modifié comme suit :

"Pour la seule application de la présente directive et sans préjudice de définitions différentes valables pour d'autres fins, on entend par produits toxiques ..."

---

(1) Ces travaux du Comité économique et social sur ce problème ont été préparés par la section spécialisée pour les activités non salariées et les services, dont le président est M. Manlio Gormozzi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers - artisanat.

Son groupe d'étude "ad hoc" était présidé par M. Babau - rapporteur - France - IIe groupe - travailleurs.



En ce qui concerne la directive relative aux mesures transitoires dans le domaine des activités relevant de la distribution et de l'utilisation professionnelle des produits toxiques, le Comité approuve la proposition car il comprend qu'en raison des réglementations nationales actuellement en vigueur dans les Etats membres, il n'a pas été possible de procéder à la coordination en même temps qu'à la suppression des discriminations.

Compte tenu que les activités envisagées par la proposition de directive seront accessibles, d'une part, aux personnes possédant un titre professionnel reconnu comme valable dans un Etat membre et, d'autre part, aux personnes ayant exercé ces activités pendant un temps déterminé, le Comité se rallie à la formule proposée par la Commission.

x  
x x

III - Avis du Comité économique et social sur les "Proposition d'une directive du Conseil fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans les activités non salariées de l'agriculture", et "Proposition d'une directive du Conseil fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans les activités non salariées annexes de l'agriculture" (1)

---

Rapporteur : M. Schnieders - Allemagne - Ier groupe (employeurs)

Dans ses avis sur les propositions du Conseil relatives à la liberté d'établissement dans les activités non salariées de l'agriculture et non salariées annexes de l'agriculture, qu'il a adoptés, le premier par 40 voix contre 17 et 12 abstentions, et le second à l'unanimité, le Comité approuve les principes généraux et les propositions formulées par la Commission dans ces documents tout en formulant un certain nombre d'observations de caractère général et particulier.

Le Comité a discuté en détail le problème de savoir dans quelle mesure il est nécessaire de prévoir une clause particulière pour les cas où le libre établissement a pour conséquence d'affecter l'emploi et le niveau de vie dans une région.

Le Comité estime que la suppression des restrictions mentionnées dans la première proposition de directive ne suffit pas pour réaliser une véritable liberté d'établissement en agriculture car, à son avis, les différentes réglementations existant dans le domaine de la sécurité sociale sont susceptibles d'entraver le libre accès aux activités agricoles au-delà des frontières nationales.

Le Comité approuve le texte de la proposition de directive sous réserve d'un certain nombre d'observations particulières.

En ce qui concerne la deuxième directive relative aux activités non salariées annexes de l'agriculture, le Comité considérant que la reconnaissance mutuelle des diplômes des agronomes, des vétérinaires et des ingénieurs ainsi que la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour ces

---

(1) Pour l'élaboration de ses avis en la matière, le Comité s'est fondé sur les travaux de la section spécialisée pour les activités non salariées et les services, à titre principal (président : M. Manlio Gormozzi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers - artisanat) et sur ceux de la section spécialisée pour l'agriculture, à titre principal (président : M. Albert Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers - agriculture).

Les groupes d'études "ad hoc" étaient présidés par M. Schnieders - Allemagne - Ier groupe - employeurs.

professions revêtent également une grande importance, approuve la proposition de directive. Il tient cependant à ce qu'on précise à l'article 2 qu'il s'agit des activités des sous-groupes 0121 et 0122 CITI qui comprennent également les activités de l'agronome et du vétérinaire.

Il se demande si le fait que la reconnaissance mutuelle des diplômes n'a pas encore été réglée, ne constitue pas une entrave majeure à la mise en oeuvre de cette directive.

x  
x x

## VII

83e SESSION PLENIERE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL  
TENUE LES 26 et 27 NOVEMBRE 1969

La 83e session plénière du Comité économique et social des Communautés européennes s'est tenue à Bruxelles les 26 et 27 novembre 1969.

La session a été présidée par M. Mathias Berns, président du Comité. L'ordre du jour prévoyait notamment l'élaboration d'un avis (1) sur

- la "CONJONCTURE économique dans la Communauté" (avis intérimaire) (1)  
(rapporteur : M. Malterre - France - IIIe groupe - intérêts divers)  
(avis adopté à l'unanimité)
- la "Communication de la Commission au Conseil concernant les remplacements des contributions financières des Etats membres par des RESSOURCES PROPRES et l'accroissement des pouvoirs budgétaires du PARLEMENT EUROPEEN" (rapporteur : M. Markmann - Allemagne - IIe groupe - travailleurs)  
(avis adopté à l'unanimité)
- les "Dispositions complémentaires pour le FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE commune" (rapporteur : M. de Koning - Pays-Bas - IIIe groupe - intérêts divers)  
  
(Il est rappelé que l'avis du Comité économique et social sur la proposition de règlement sur le financement de la politique agricole commune ne sera émis qu'au mois de février 1970)  
(l'avis sur les dispositions complémentaires a recueilli l'unanimité)
- le Mémoire "AGRICULTURE 1980" (Plan Mansholt) (rapporteur : M. Boon - Belgique - IIIe groupe - intérêts divers)  
(avis adopté par 59 voix contre 5 et 2 abstentions)
- l'"Evolution de la SITUATION SOCIALE dans la Communauté en 1968" (rapporteur : M. Beermann - Allemagne - IIe groupe - travailleurs)  
(avis adopté à l'unanimité)
- les "ALIMENTS DIETETIQUES" (rapporteur : M. Gerritse - Pays-Bas - IIe groupe - travailleurs)  
(avis adopté à l'unanimité)
- l'"Organisation commune des marchés dans le secteur du SUCRE" (Sucre du Surinam) (rapporteur : M. Babau - France - IIe groupe - travailleurs)  
(avis adopté à la majorité des membres présents et représentés)

x  
x   x

---

(1) Pour plus d'informations sur les avis élaborés lors de la session plénière se reporter aux pages suivantes. Pour ce qui est de l'avis intérimaire sur la conjoncture, il est rappelé que le Comité économique et social avait déjà émis son avis annuel en la matière lors de la session plénière qui s'était tenue à la fin du mois de mars (voir Bulletin 1/69).

Au cours de cette session, le Comité économique et social a entendu un exposé de M. Formentini, président de la Banque européenne d'investissement, sur les activités de la Banque depuis son existence, ainsi qu'un aperçu de ses tâches futures.

x  
x    x

Au moment où se prépare la prochaine conférence de La Haye, les membres des groupes représentés au sein du Comité ont fait une DECLARATION unanime et manifesté le désir qu'elle soit transmise par le Conseil aux chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de la Communauté.

x  
x    x

- Quelques informations supplémentaires sur les avis élaborés au cours de la 83e session plénière

I - Avis du Comité économique et social sur la CONJONCTURE ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE (avis intérimaire) (1)

Rapporteur : M. Malterre - France - IIIe groupe (intérêts divers)

Etant donné l'importance des problèmes de conjoncture à l'heure actuelle, le Comité a estimé opportun, après avoir obtenu l'accord de la Commission, de rendre cette année un deuxième avis sur la conjoncture économique dans la Communauté, l'objet de cet avis étant d'indiquer comment se confirment les jugements et les prévisions formulés par le Comité dans son avis du début d'année, de préciser les raisons de changements éventuels à leur apporter et de porter un jugement d'ensemble sur l'année en cours.

Cet avis a été adopté à l'unanimité.

Dans sa première partie, l'avis analyse brièvement la conjoncture en 1969, qui est caractérisée par une expansion rapide et générale, l'apparition de tendances inflationnistes et l'instabilité monétaire.

La deuxième partie donne les prévisions pour les premiers mois de 1970. En particulier, selon le Comité, il est raisonnable de prévoir qu'une expansion, certes ralentie et différente selon les pays, se poursuivra au moins pendant le premier semestre de 1970 dans tous les Etats membres; ceci malgré les politiques restrictives de crédit et celles suivies par la plupart des Etats membres en matière de dépenses publiques et malgré une décélération de l'économie américaine. Les craintes pour l'année 1970 concernent surtout les conditions dans lesquelles la croissance se réalisera; à cet égard, les problèmes essentiels seront ceux des coûts et des prix d'une part et celui de l'équilibre des balances des paiements pour certains pays d'autre part.

---

(1) Pour l'élaboration de son avis, le Comité s'est fondé sur les travaux effectués par sa section spécialisée pour les questions économiques, présidée par M. Kramer - Allemagne - Ier groupe - employeurs, M. Giunti - Italie - Ier groupe - employeurs, a présidé le groupe de rédaction "ad hoc" de la section.

Enfin, l'avis donne quelques orientations de politique économique.

En particulier, le Comité estime que la recommandation de la Commission quant à la nécessité de maîtriser au plus tôt le processus inflationniste dans lequel se trouve engagée la Communauté garde toute sa valeur et des mesures déjà prises par les gouvernements devraient permettre - si elles sont effectivement appliquées - le rétablissement d'un meilleur équilibre en 1970; toutefois il conviendra d'être particulièrement attentif à l'évolution des prix et de veiller aux facteurs d'augmentation des coûts afin que l'accroissement de ceux-ci puisse être compensé par l'amélioration de la productivité.

Par ailleurs, le financement des investissements doit pouvoir être assuré dans des conditions économiquement saines, notamment par un retour à des taux d'intérêt plus normaux, ce qui suppose une harmonisation d'urgence des politiques économiques et monétaires.

Le Comité insiste particulièrement sur le fait que seule une coordination véritablement efficace des politiques économiques des Etats membres à court et à moyen terme permettra de maintenir la stabilité des relations de parités, de prévenir des crises semblables à celles de 1969, et de poursuivre l'édification européenne, notamment par la création d'une union monétaire fondée sur des institutions communautaires. A cet égard, la Commission et le Conseil ne doivent pas craindre de faire preuve d'une certaine autorité pour analyser les situations et définir des politiques

La simple consultation n'est plus en mesure de permettre à la Communauté de faire face à ses problèmes; c'est dans la voie de la définition de politiques budgétaires et monétaires concrètes ayant trait à l'équilibre budgétaire et à la politique du crédit, s'inscrivant dans une politique commune à moyen terme, que la Communauté doit entrer délibérément si elle veut éviter le retour des crises conjoncturelles qui mettent en péril son unité et sa cohésion.

x  
x   x

II - Avis du Comité économique et social sur la "Communication de la Commission au Conseil concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des RESSOURCES PROPRES ET L'ACCROISSEMENT DES POUVOIRS BUDGETAIRES DU PARLEMENT EUROPEEN" (1)

Rapporteur : M. Markmann - Allemagne - IIe groupe (travailleurs)  
Co-rapporteur : M. De Bièvre - Belgique - Ier groupe (employeurs)

Le Comité a adopté à l'unanimité son avis sur la "Communication de la Commission au Conseil concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres et l'accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen".

Le Comité économique et social constate qu'une volonté politique des Etats membres est nécessaire pour doter la Communauté de l'autonomie financière et résoudre les problèmes du développement futur et du financement de la politique agricole commune, qui sont directement liés à cette autonomie financière, ainsi que les problèmes d'une politique monétaire commune et les problèmes institutionnels, notamment ceux posés par le contrôle parlementaire. L'existence de cette volonté politique devrait se signaler plus nettement à l'heure actuelle.

---

(1) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social s'est fondé sur les travaux effectués par son sous-comité "Ressources propres", présidé par M. Aschoff - Allemagne - IIIe groupe - intérêts divers.

Tous les efforts doivent tendre à créer une Communauté européenne caractérisée par un degré d'intégration économique et politique aussi poussé que possible. C'est en fonction de cet objectif que doit être orienté le système de financement de la Communauté.

On ne peut parler de véritables ressources propres de la Communauté que lorsqu'aucune clé ne s'applique à leur mobilisation, à leur affectation et à leur répartition. Une clé ne saurait constituer une justification économique pour les ressources propres; en effet, elle ne repose pas sur des données générales valables pour l'ensemble de la Communauté, mais revêt au contraire un caractère mécanique et arbitraire; elle recèle en outre le danger de prétentions nationales à un "juste retour".

Pour le Comité, il reste évident que les recettes de droits de douane perçus à la frontière extérieure commune doivent être attribués à la Communauté en tant que ressources propres. Ces recettes sont en effet la conséquence directe d'une politique communautaire à l'égard des pays tiers. Il serait injustifié qu'elles ne soient à la disposition de certains Etats membres.

Néanmoins, les recettes douanières et les recettes des prélèvements peuvent être très variables ou même diminuées, ce qui fait apparaître l'utilité d'un recours à des ressources fiscales continues. C'est pourquoi les impôts communautaires revêtiront à l'avenir une grande importance. Leur introduction est, par ailleurs, indiquée parce que, contrairement aux autres sources de financement, ils sont plus facilement contrôlables sur le plan parlementaire et présentent un caractère de plus grande transparence aux yeux du contribuable.

Afin d'éviter toute insécurité dans l'obtention des ressources propres des diverses provenances prévues - principalement : prélèvements agricoles et contributions des Etats membres - il est nécessaire, selon le Comité, d'instaurer pendant la première phase un système de parités monétaires fixes. Pour la phase finale, le Comité estime indispensable que la Communauté constitue une union monétaire, afin d'éviter toute manipulation monétaire et les répercussions de ces manipulations sur les ressources communautaires.

Il souligne que la réalisation d'une autonomie financière de la Communauté implique l'attribution de pouvoirs législatifs et budgétaires au Parlement européen, de même que l'élection des membres de ce dernier au suffrage universel direct. Cette attribution de pouvoirs et l'élection au suffrage universel direct pourraient, le cas échéant, intervenir par étapes.

x  
x    x

### III - Avis du Comité économique et social sur un "Projet de règlement portant dispositions complémentaires pour le FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE" (1)

Rapporteur : M. de Koning - Pays-Bas - IIIe groupe (intérêts divers)

Le Comité économique et social approuve à l'unanimité son avis sur la Proposition de la Commission tendant, d'une part, à adopter les dispositions actuelles concernant la section "Garantie" du FEOGA et à les compléter, pour le deuxième semestre de 1969 et, d'autre part, à arrêter le régime intermédiaire pour 1970 en prorogeant le régime actuel, régime qui a cependant subi quelques modifications, ceci pour faciliter le passage au régime définitif.

- (1) Le Comité économique et social a élaboré son avis en la matière sur la base des travaux effectués par sa section spécialisée pour l'agriculture, présidée par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers. Le groupe qui a préparé les documents de la section était présidé par M. Bouladoux - France - IIe groupe - travailleurs.

A ce sujet, le Comité se félicite de ce que la proposition de règlement contienne une disposition permettant d'adopter, pour le FEOGA, une période budgétaire correspondant à l'année civile.

Le Comité approuve la proposition de règlement, en prenant acte du fait que le montant de 285 millions d'unités de compte sera inscrit au budget de 1971, en tant que montant minimum des dépenses de la section "Orientation" du FEOGA, au titre de la période 1969-1970, et que cette somme est susceptible d'être augmentée à la suite de décisions du Conseil en matière de politique de structures.

x  
x    x

IV -        Avis du Comité économique et social sur le Mémorandum "AGRICULTURE 1980" (Plan Mansholt) (1)

---

Rapporteur : M. Boon - Belgique - IIIe groupe (intérêts divers)

Le Comité économique et social a adopté son avis par 59 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.

Dans cet avis, le Comité met l'accent sur la politique régionale, qui doit créer les conditions permettant la mise en oeuvre des mesures proposées. C'est pourquoi le Comité demande d'établir des programmes régionaux qui doivent être coordonnés au niveau européen et comprendre des mesures concernant aussi bien les problèmes agricoles que les problèmes industriels et des infrastructures. Avant d'inciter la population agricole à quitter l'agriculture, il faut d'abord créer de nouveaux emplois.

La création de nouveaux emplois ne pouvant être que progressive, le Comité estime que l'amélioration des structures devra avoir le même caractère progressif. Aussi longtemps que la politique structurelle n'aura pas permis de réduire la population agricole, il sera nécessaire de prévoir des mesures de soutien individuelles et temporaires en faveur de ceux qui, par la force des choses, doivent continuer à travailler dans ce secteur.

En ce qui concerne les mesures détaillées visant à réduire la population agricole, le Comité estime que l'indemnité complémentaire de revenu et les autres dispositions devront être conçues de façon à stimuler dans la proportion désirée ou à ne pas freiner, de quelque façon que ce soit, le départ de certaines personnes du secteur agricole.

Le Comité désire que l'indemnité complémentaire de revenu soit accordée également aux ouvriers et aux membres actifs de leur famille, que la prime d'apport structurel revienne également aux fermiers, colons et métayers, et que des bourses d'études soient accordées aux enfants de ceux qui restent dans le secteur agricole.

En ce qui concerne la politique des prix, le Comité estime qu'elle devra faire l'objet d'une approche économique, c'est-à-dire être basée sur les coûts de production d'entreprises bien gérées et sur des considérations d'équilibre du marché. Si le revenu devait en pâtir, il conviendrait d'accorder des aides sociales temporaires, et ce indépendamment des quantités vendues.

Le Comité voudrait que la production soit orientée par le biais de prix susceptibles de freiner les productions excédentaires et de stimuler les productions déficitaires. Il propose en outre un système dans lequel le producteur supporte pour une part les conséquences financières d'une production excédentaire et se trouve

---

(1) Pour élaborer son avis, le Comité s'est fondé sur les travaux du sous-comité "Agriculture 1980", présidé par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers).

co-responsable du volume de la production. Le Comité place ce système dans le cadre d'une programmation indicative de la production et d'une politique des revenus dans l'agriculture.

Il en résulte encore que le Comité établit une certaine corrélation entre la production programmée et les excédents, d'une part, et les importations de produits agricoles, d'autre part. A son avis, il convient d'éviter que les importations de produits agricoles ne réduisent à néant les mesures visant à éliminer les excédents. Finalement, la Communauté ne pourra résoudre ce problème qu'au niveau mondial.

A ce propos, le Comité fait également observer que la politique commerciale doit garantir les intérêts des consommateurs en assurant une offre diversifiée qui tienne compte des désirs du consommateur tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

L'amélioration des structures des exploitations pourra être favorisée, selon le Comité, par la création des UP et des EAM, mais il ne faudra pas que la liberté de décision de la population agricole en soit affectée. Les critères retenus par la Commission pour la fixation des seuils minima ne sont pas considérés par le Comité comme déterminants pour l'attribution des aides; ces seuils doivent plutôt être considérés comme des objectifs à atteindre. Le Comité estime que le seul élément décisif doit être la rentabilité des investissements. De plus, il conviendra de revoir les seuils minima dans la perspective d'une différenciation régionale.

Le Comité s'oppose à ce que les aides nationales soient réservées exclusivement aux UP et EAM à partir de 1975 et estime, de façon générale, qu'il conviendrait d'accorder beaucoup plus d'attention à d'autres formes de coopération. Il appuie toujours le principe des groupements de producteurs, mais il s'oppose à l'octroi d'aides supplémentaires aux groupements constitués essentiellement d'UP et d'EAM.

En ce qui concerne les groupements professionnels et interprofessionnels européens, le Comité approuve l'idée de leur conférer un caractère interprofessionnel et de leur confier des tâches telles que la constitution et le fonctionnement d'un système permanent d'information, la cotation des cours, le contrôle de qualité, la promotion des ventes, etc.

Le Comité demande à la Commission d'étudier des méthodes pour harmoniser et moderniser la législation foncière et le droit du fermage.

Le Comité marque son désaccord avec le changement des relations de prix matières grasses/matières azotées dans le secteur du lait. Il estime qu'en définitive le problème des excédents de beurre ne pourra être résolu qu'en maîtrisant la production laitière.

Par ailleurs, il propose un certain nombre de mesures transitoires susceptibles d'accroître la demande, et il est favorable à l'idée de l'octroi d'une prime d'abattement qui devra toutefois être complétée par des mesures d'encouragement à la production de viande bovine.

En ce qui concerne les matières grasses, le Comité préconise un accord mondial. Il doute de l'utilité des taxes proposées pour les matières grasses en raison notamment des conséquences défavorables qui en découleront pour le consommateur et pour les pays en voie de développement. Le Comité est disposé à accepter une certaine protection de la production intérieure si les producteurs supportent une partie des conséquences financières des excédents.

En ce qui concerne la production sucrière, le Comité juge nécessaire de réduire le quota global de production ou de modifier la politique des prix.

Le Comité considère que la réduction de l'ensemble des surfaces cultivées n'est pas un moyen pour rétablir l'équilibre du marché, mais il est néanmoins disposé à accepter cette mesure sous certaines conditions.



V - Prise de position du Comité économique et social sur l'"EVOLUTION DE LA SITUATION SOCIALE dans la Communauté pendant l'année 1968" (1)

Rapporteur : M. Beermann - Allemagne - Iie groupe (travailleurs)

Le Comité a adopté à l'unanimité son avis sur l'"Evolution de la situation sociale dans la Communauté pendant l'année 1968" lors de sa 83e session plénière de fin novembre 1969.

Le Comité estime qu'il est indispensable de développer le Rapport de la Commission sur les corrélations entre la politique sociale et les autres politiques, afin d'établir un ordre des priorités pour les problèmes de politique sociale les plus importants dans la Communauté. Néanmoins l'accent a été mis sur le danger que des mesures sociales sectorielles n'aboutissent à déséquilibrer les régimes sociaux en vigueur dans les Etats membres pour l'ensemble des travailleurs, et n'empêchent la réalisation d'une politique sociale européenne globale.

Le Comité souligne la carence de mesures ayant une orientation communautaire, dans de nombreux domaines de la politique sociale; dès lors, il est très difficile de constater une attitude de convergence progressive telle qu'il l'avait souhaité dans ses avis antérieurs.

Le Comité a mis l'accent sur le fait que la politique de la Commission consiste à développer graduellement, dans le cadre européen, une politique du plein emploi, et ceci en même temps qu'est instaurée la libre circulation complète des travailleurs.

S'agissant des problèmes qui ont plus particulièrement marqué l'évolution de la situation sociale en 1968, le Comité a examiné :

1. L'emploi : Compte tenu des modifications rapides de la situation, la Commission devrait présenter, à des intervalles assez brefs, des rapports intermédiaires portant sur des secteurs économiques particuliers, et les discuter non seulement avec les gouvernements, mais aussi avec les partenaires sociaux, qui participent de manière déterminante aux politiques nationales de l'emploi.

Afin de déterminer les conditions dont dépendent les tendances et les perspectives d'évolution, il est urgent, selon le Comité, d'organiser au niveau communautaire, un échange régulier d'informations et d'expériences concernant les études projetées par les institutions nationales et d'utiliser les études déjà effectuées.

La Commission devrait porter une attention particulière à l'amélioration de l'organisation générale des services de l'emploi. Elle devrait élaborer des propositions relatives à l'ensemble de ce problème.

2. Le chômage des jeunes :

Après avoir constaté que ce phénomène s'est surtout manifesté durant l'année 1968 en Belgique, en France et en Italie, les conditions suivantes ont été mises en évidence :

- la formation scolaire ne répond plus aux exigences modernes;
- la formation professionnelle est insuffisante, surtout dans l'optique d'une mobilité professionnelle accrue;
- l'orientation professionnelle et l'information doivent être améliorées.

---

(1) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social s'est fondé sur les travaux effectués par la section spécialisée pour les questions sociales, présidée par M. Alders - Pays-Bas - Iie groupe - travailleurs.

Le groupe d'étude qui a préparé le document de la section était présidé par M. Velter - Belgique - Ier groupe - employeurs.

### 3. Le chômage des travailleurs salariés handicapés et leur reclassement professionnel :

Compte tenu des causes les plus fréquentes de l'invalidité des personnes en âge d'activité (accidents de la circulation, maladies professionnelles, accidents du travail, maladie de la circulation du sang) il y a lieu de renforcer les mesures institutionnelles telles que l'installation de centres de réadaptation et les mesures législatives tendant à augmenter les indemnités prévues, afin de permettre aux intéressés de maintenir leur niveau de vie quand ils se soumettent à une réadaptation. Selon le Comité, une collaboration plus poussée entre les Etats membres s'impose sur le plan communautaire.

### 4. La situation de l'emploi dans l'industrie textile:

Le Comité a estimé que les mutations structurelles soulèvent dans ce secteur des problèmes particuliers, surtout en ce qui concerne la situation sociale des travailleurs. Il constate que dans ce secteur de l'économie, les mutations structurelles ont entraîné des modifications considérables de la situation de l'emploi. A titre d'exemple, de 1951 à l'heure présente, le nombre des personnes employées dans le secteur s'est réduit de 22 % et on compte que d'ici 1975 environ 200 000 emplois de plus (= 30 %) y disparaîtront dans la Communauté.

Le Comité souligne que des mesures de prévention du chômage et d'élimination des inconvénients sociaux devraient être prises en faveur de ceux qui perdent leur emploi.

### 5. La situation sociale des travailleurs indépendants:

Le Comité a examiné les conséquences sociales, sur le commerce, l'artisanat, les petites et moyennes entreprises et l'agriculture, de l'adaptation des structures professionnelles et de l'évolution économique. Il a souligné à ce propos que les tendances évolutives des dimensions, des modes de gestion, de l'organisation du travail et du progrès technologique ont une incidence très importante sur la situation de l'emploi dans les secteurs considérés.

### 6. La construction de logements sociaux:

Le Comité suggère à la Commission de s'intéresser à l'avenir à la programmation en matière de logements et de quartiers résidentiels et à la participation à des programmes spéciaux de construction: au co-financement de la construction de logements sociaux; aux aides d'installation et de réintégration aux travailleurs qui cherchent un nouvel emploi à l'intérieur de la Communauté; au barème social des loyers et à la politique européenne du logement.

x  
x    x

- VI - Avis du Comité économique et social sur la "Proposition d'un règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre" (SUCRE DU SURINAM) (1)

Rapporteur : M. Babau - France - IIe groupe (travailleurs)

Le Comité économique et social a procédé à l'examen de la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune du marché dans le secteur du sucre. Il a adopté un avis à ce sujet, à la majorité des membres présents et représentés. Cet avis considère qu'à la base du problème posé par cette proposition de la Commission se trouve un problème juridique sur lequel il ne semble pas logique de vouloir se prononcer sans connaître l'avis de la Cour de justice des Communautés européennes, puisque celle-ci a été appelée à statuer sur cette question.

Dans l'attente de la décision de la Cour de justice, le Comité exprime toutefois le vœu que des conversations directes entre la Commission et le principal pays intéressé par ce problème, à savoir les Pays-Bas, soient engagées, afin de rechercher une solution financière appropriée au problème posé par l'importation en franchise de certaines quantités de sucre en provenance du Surinam, sans mettre cependant en cause le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune du marché du sucre.

x  
x x

- VII - Avis du Comité économique et social sur la "Proposition d'une directive du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les ALIMENTS DIETETIQUES" (2)

Rapporteur : M. Gerritse - Pays-Bas - IIe groupe (travailleurs)

Le Comité économique et social a approuvé à l'unanimité son avis sur la "Proposition de la Commission concernant une réglementation cadre des législations des Etats membres relative aux ALIMENTS DIETETIQUES".

Dans son avis, le Comité économique souligne l'urgence de l'harmonisation des législations concernant les denrées alimentaires. En ce qui concerne les aliments diététiques, le Comité est d'avis que l'harmonisation des législations permettra l'augmentation de la concurrence qui, conjuguée avec l'amplification du marché des produits diététiques et une plus grande liberté de vente de ces produits, peuvent avoir des conséquences favorables sur leurs prix.

Le Comité propose ensuite un certain nombre de modifications d'ordre rédactionnel au texte de la Commission, ceci pour en faciliter l'interprétation.

- (1) Pour l'élaboration de son avis en la matière, le Comité économique et social s'est fondé sur les travaux effectués par la section spécialisée pour l'agriculture présidée par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers.

Le groupe d'étude qui a préparé les documents de la section, a été présidé par M. Babau - France - IIe groupe - travailleurs.

- (2) Le Comité économique et social a élaboré son avis en la matière sur la base des travaux effectués par sa section spécialisée pour l'agriculture, présidée par M. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers (agriculture).

A présidé le groupe d'étude : M. Gerritse - Pays-Bas - IIe groupe - travailleurs.

## VIII

ACTIVITES DES SOUS-COMITES1. SOUS-COMITE "AGRICULTURE 1980"

Président : M. Genin - France - IIIe groupe (intérêts divers)  
 Rapporteur : M. Boon - Belgique - IIIe groupe (intérêts divers)  
 Co-rapporteurs : M. Kuipers - Pays-Bas - Ier groupe (employeurs)  
 M. Rossi - Italie - IIe groupe (travailleurs)

Par lettre, en date du 17 janvier 1969, adressée au président du Comité économique et social, le président du Conseil de ministres a officiellement demandé l'avis du Comité économique et social sur les propositions suivantes :

- Mémoire sur la REFORME DE L'AGRICULTURE dans la Communauté économique européenne;
- Annexes au Mémoire;
- Mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles comportant en annexe une proposition de règlement définissant certaines mesures favorisant une nouvelle orientation de la production bovine;
- Rapport sur la situation de l'agriculture et des marchés agricoles;
- Propositions de la Commission de plusieurs règlements du Conseil sur la fixation des prix pour certains produits agricoles pour la prochaine campagne;
- Rapport concernant les politiques nationales de structure agricole dans la Communauté.

Le Conseil de ministres avait souhaité que le Comité économique et social puisse se prononcer dans les meilleurs délais, en particulier, sur les décisions concernant les prix.

A cet effet, le bureau a créé un sous-comité "ad hoc" appelé sous-comité "Agriculture 1980", chargé de préparer les travaux en la matière.

Ce sous-comité - compte tenu de la nature essentiellement agricole du problème - a été composé en majorité de représentants du secteur agricole, mais également de représentants des sections spécialisées pour les questions économiques, pour les questions sociales, pour les activités non salariées et les services.

La composition du sous-comité est la suivante :

Groupe I	Groupe II	Groupe III
MM. Caprio	MM. Babau	MM. Boon (rapp. princ.)
De Bièvre	Bouladoux	MM. Visocchi
Fontanille	Cool	Wellmanns
Giustiniani	Delourme	Bréart
Kley	Fassina	Canonge
Kramer	Gerritse	Clausen
Kuipers (co-rapp.)	van Greunsven	Débatisse
Masprone	Hildgen	Dohrendorf
Matuschka-Greifenclo	Hoffmann	Flandre
Renaud	Markmann	Genin (prés.)
Schnieders	Merli Brandini	Jansen
Velter	Rossi (co-rapp.)	de Koning
Weber P.	Seiler	Piga
	Wagner	Purpura
		Ramaekers
		Rollinger

Au mois de mars, le sous-comité, au terme de deux journées de délibérations difficiles, était parvenu à mettre au point un texte d'un projet d'avis à soumettre à l'approbation du Comité économique et social, sur la partie du Mémorandum de la Commission concernant

- la fixation des prix pour certains produits agricoles.

Dans ce projet d'avis, après avoir souligné que sa prise de position ne concernait nullement la conception générale de la Commission en matière de politique des prix, le sous-comité s'était prononcé à une très large majorité en faveur de la reconduction des prix de campagne 1968-1969 pour la campagne 1969-1970.

En effet, bien que la situation du marché de certains produits ait nécessité des modifications de prix susceptibles d'influer sur la situation de ces marchés, l'urgence dans laquelle le Conseil devait prendre ses décisions en matière de prix de la campagne 1969-1970 pour des productions déjà engagées, ne permettait pas au Conseil de faire autre chose que de reconduire les prix de la campagne 1968-1969, ainsi que les mécanismes d'intervention qui permettent de les atteindre.

Toutefois, dans le cas où de grandes difficultés viendraient à apparaître dans la situation de certaines catégories de salariés et de producteurs agricoles, le sous-comité avait envisagé la possibilité, pour la Commission, de prendre des mesures adéquates pour remédier à de telles situations, pourvu que ces mesures aient un caractère temporaire et qu'elles soient choisies de façon à ne pas accroître les excédents de certains marchés.

En ce qui concerne la situation critique du secteur laitier, le sous-comité s'était prononcé en faveur de mesures d'urgence destinées à faciliter l'écoulement des stocks et de la production communautaire du beurre. Ces mesures, auxquelles le sous-comité désire voir également conférer un caractère provisoire, pouvant être, par exemple, une intervention directe des autorités communautaires, afin de stimuler la demande et la vente à bas prix à certaines catégories de consommateurs.

On doit enfin souligner qu'aucune position majoritaire n'avait pu se former au sein du sous-comité "Agriculture 1980" sur les importants problèmes posés par l'abattage des vaches laitières et l'orientation à donner à la production de la viande bovine.

Le projet d'avis du sous-comité sur la partie du Mémorandum concernant la fixation des prix pour certains produits agricoles a été soumis au Comité économique et social lors de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois de mars 1969 (1).

Le sous-comité, dont la 7e réunion s'est tenue les 21 et 22 mai à Husum (Schleswig-Holstein), a achevé son projet d'avis sur les autres parties du Mémorandum de la Commission sur la réforme de l'agriculture de la Communauté, les 6 et 7 octobre, et a adopté cet avis par 23 voix contre 2 et 1 abstention.

Ce document a été soumis aux délibérations de l'assemblée plénière à la fin du mois de novembre 1969.

## 2. SOUS-COMITE "CONSULTATION GENERALE"

Président : M. Berns - Luxembourg - IIIe groupe (intérêts divers)  
Rapporteurs : M. Brenner - Allemagne - IIe groupe (travailleurs)  
M. de Précigout - France - Ier groupe (employeurs)

Par lettre du 25 mars, la Commission a fait parvenir, pour l'information des membres du Comité, le

"Programme de travail des Communautés européennes".

---

(1) Voir chapitre IV, p. 35 du Bulletin d'information 1-2/69.

Ce document a été transmis aux membres du Comité économique et social le 14 avril.

Au cours de sa réunion du 7 mai, le bureau a jugé souhaitable que le contenu de ce document soit comparé aux propositions formulées par le Comité économique et social dans son avis sur l'ensemble de la situation communautaire.

A cet effet, le bureau avec l'approbation de l'assemblée plénière a chargé le président et les vice-présidents, rapporteurs du sous-comité "Consultation générale" (1) de vérifier dans quelle mesure ce programme rencontre les opinions exprimées par le Comité, et de soumettre le résultat de cet examen à l'appréciation du Comité.

Devant s'agir d'un document d'information à l'intention des membres du Comité, en vertu de l'article 24 du règlement intérieur, il a été présenté par les rapporteurs devant l'assemblée plénière, au cours de la session de fin juin (2).

### 3. SOUS-COMITE "RESSOURCES PROPRES"

Président : M. Aschoff - Allemagne - IIIe groupe (intérêts divers)  
 Rapporteurs : M. Kramer - Allemagne - Ier groupe (employeurs)  
 Co-rapporteur : M. De Bièvre - Belgique - Ier groupe (employeurs)

Par lettre, en date du 29 juillet 1969, le président du Conseil de ministres a demandé l'avis du Comité économique et social sur

"un projet de règlement sur le financement de la politique agricole commune;

un projet de règlement portant dispositions complémentaires pour le financement de la politique agricole commune;

un projet de règlement de dispositions arrêtées par le Conseil en vertu de l'article 173 du traité CEEA et de l'article 201 du traité CEE et concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres;

ainsi qu'un projet de révision de l'article 20, paragraphe 1 du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés".

En 1965, le Comité avait déjà été consulté sur les premières propositions de la Commission en matière de financement de la politique agricole commune, ressources propres et renforcement des pouvoirs du Parlement.

Si, en 1965, l'avis demandé au Comité devait exclusivement porter sur les aspects économiques et techniques des propositions, aucune précision ni limitation de cette nature n'a été signifiée au Comité dans le cadre de la consultation sur les nouvelles propositions de la Commission présentant des aspects à la fois agricoles, économiques et financiers et un caractère politique.

Le Comité n'a donc pas exclu de son avis l'examen des aspects politiques du dossier.

S'agissant de désigner l'organe compétent chargé d'élaborer les avis et rapport correspondants, le bureau avait décidé de fractionner les propositions, et

- de confier l'examen des deux premières à la section spécialisée pour l'agriculture;
- et des deux autres à un sous-comité "ad hoc" qui a pris le nom de sous-comité "Ressources propres de la Communauté et accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen".

(1) Voir chapitre VI, p. 32 du Bulletin d'information n° 3-4/68.

(2) Voir chapitre VI, p. 43 du Bulletin d'information n° 1-2/69.

Ce sous-comité est composé de :

Groupe I	Groupe II	Groupe III
MM. De Bièvre (co-rapp.)	MM. Bouladoux	MM. Aschoff (président)
van Campen	Cool	Bréart
Caprio	Delourme	Canonge
Fontanille	Gerritse	Chabrol
Giustiniani	Grandi	Charbo
Hipp	ter Heide	Clausen
Kley	Hildgen	De Bruyn
Kuipers	Markmann (rapp.)	Flandre
Kramer	Merli Brandini	Germozzi
de Précigout	Seiler	Piga
Velter	Ventejol	Rollinger
Weber P.	Mme Weber	Visocchi

Le sous-comité s'est réuni à plusieurs reprises; et a terminé ses travaux le 12 novembre 1969. Le Comité économique et social s'est prononcé en la matière le 26 novembre 1969.

#### 4. SOUS-COMITE "POLITIQUE ECONOMIQUE A MOYEN TERME"

Président : M. Cool - Belgique - IIe groupe (travailleurs)  
Rapporteur : M. Kramer - Allemagne - Ier groupe (employeurs)

Afin de ne pas modifier la procédure mise en place précédemment concernant les échanges de vues entre les services de la Commission et le sous-comité "Politique économique à moyen terme" du Comité économique et social, M. Barre, vice-président de la Commission, avait déclaré lors d'un entretien qui avait eu lieu le 11 juin avec le président du Comité économique et social et du sous-comité "Politique économique à moyen terme" de ce dernier, que - bien que sur ce sujet, la Commission n'agisse pas de sa propre initiative, mais en accord avec le Conseil de ministres - il était disposé à faire, au mois d'octobre, un exposé devant le sous-comité "Politique économique à moyen terme" sur la partie relative à la concentration des politiques économiques à moyen terme du "Mémorandum de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté", Mémorandum déjà à l'examen du Comité de politique économique à moyen terme (1).

L'exposé de M. Barre a eu lieu le 14 octobre. Il a eu un caractère global et a porté notamment sur les grandes options envisagées par la Commission en vue de permettre une évolution harmonieuse de l'économie communautaire.

Un programme de collaboration de quatre ou cinq séances au cours desquelles ont été exposées les conceptions de la Commission sur des problèmes particuliers, de caractère structurel, a été proposé.

Cette collaboration conduira à des échanges de vues au sein du sous-comité "Politique économique à moyen terme", échanges de vues qui seront repris, comme par le passé, dans des comptes rendus détaillés et portés à la connaissance de la Commission, qui connaîtra ainsi les opinions des milieux professionnels sur l'évolution de la politique économique à moyen terme de la Communauté.

x  
x x

- (1) Ceci implique que la section spécialisée pour les questions économiques, qui élabore actuellement un rapport d'information sur l'ensemble du Mémorandum, concentre davantage son attention sur la partie relative aux problèmes monétaires de ce document, et qu'une coordination étroite entre les travaux du sous-comité et ceux de la section spécialisée pour les questions économiques soit assurée.

Pour ce qui est du troisième programme, le Comité de politique économique à moyen terme ne devait, en principe, terminer ses travaux qu'au cours de l'été 1970. Le sous-comité aura la possibilité de collaborer efficacement avec la Commission dans la phase préparatoire de ce programme.

#### 5. SOUS-COMITE "TVA"

Créé en vue de préparer un projet d'avis du Comité, en procédure d'urgence sur la

"Proposition de directive du Conseil en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (introduction de la TVA dans les Etats membres)",

le sous-comité "Taxe sur la valeur ajoutée", composé du bureau élargi de la section spécialisée pour les questions économiques :

MM. Bréart  
Defossez  
Germozzi  
Giunti  
ter Heide  
Hildgen  
Kramer  
Renaud  
Wellmanns

a tenu le 14 octobre son unique réunion.

Il a élu M. Aschoff comme président et M. Ameye a été désigné comme rapporteur général.

Ce sous-comité a examiné les avant-projets d'avis et de rapport "TVA", présentés par son rapporteur général. Il a chargé ce dernier de modifier ces textes en tenant compte des résultats de la discussion.

Ces documents ont été présentés le lendemain au Comité économique et social, réuni en session extraordinaire pour émettre un avis en la matière.

#### 6. SOUS-COMITE "DEMANDES D'ADHESION"

Le bureau du Comité a pris connaissance, au cours de sa réunion tenue le 29 octobre, du texte de

l'"Avis de la Commission au Conseil sur les demandes d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège",

document que la Commission a transmis au Comité pour information. Se référant à l'article du Règlement intérieur, le bureau a estimé opportun de faire préparer à ce sujet un rapport d'information à l'intention des membres du Comité. L'élaboration de ce rapport d'information a été confiée à un sous-comité "ad hoc" dont la composition est la suivante :



Groupe I	Groupe II	Groupe III
MM. Ameye	MM. Beermann	MM. Brand
Arena	Cool	Bréart
<u>Caprio</u> (co-rapp.)	Costantini	Canonge
De Bièvre	Debunne	Charbo
de Précigout	Dalla Chiesa	<u>Dohrendorf</u> (co-rapp.)
Geile	Esperet	<u>Malterre</u>
Giunti	van Greunsven	Purpura
Hipp	ter Heide	Ramaekers
Jonker	Hildgen	Rollinger
<u>Kuipers</u> (président)	Hoffmann	Visocchi
Renaud	Seiler	Wellmanns
Weber P.	<u>Ventejol</u> (rapp.)	Zoli

Ce sous-comité devait élaborer son projet de Rapport d'information pour le mois d'avril 1970.

x  
x    x

## IX

ACTIVITES DES SECTIONS SPECIALISEESA. SECTION SPECIALISEE POUR L'AGRICULTURE

(Président : M.A. Genin - France - IIIe groupe - intérêts divers - agriculture)

Réunions tenues au cours de l'année 1969 :

93e réunion - 20 décembre 1968  
 94e réunion - 14 janvier 1969  
 95e réunion - 4 mars 1969  
 96e réunion - 23 et 24 avril 1969  
 97e réunion - 7 mai 1969  
 98e réunion - 5 juin 1969  
 99e réunion - 11 juillet 1969  
100e réunion - 16 septembre 1969  
 101e réunion - 15 octobre 1969  
 102e réunion - 4 novembre 1969  
 103e réunion - 18 décembre 1969

- "Pêche"

(Rapporteur : M. Defossez - Belgique - IIe groupe - travailleurs)

Le groupe d'étude "Pêche" de la section spécialisée pour l'agriculture s'est réuni à plusieurs reprises pendant l'année 1969. Au cours de ces réunions, un projet d'avis a été élaboré après de longues discussions sur le régime des prix, le rôle et les aides accordées aux organisations de producteurs et le régime des échanges avec les pays tiers.

La 10e réunion du groupe d'étude s'est tenue à Mazara del Vallo (Sicile) (1).

Les travaux du groupe d'étude ont été soumis aux délibérations de la section lors de sa 95e réunion, tenue le 4 mars 1969. La section a adopté son avis "Pêche" par 18 voix contre 1 et 4 abstentions.

Toutefois, le problème du prix minimum à l'importation pour certains produits de la pêche n'ayant pu être réglé à la satisfaction de tous les membres, un amendement visant la modification de l'avis de la section sur cette question a été soumis à la session plénière de fin mars, au cours de laquelle l'assemblée plénière a émis son avis en la matière (2).

---

(1) Voir chapitre X du présent Bulletin d'information.

(2) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre IV, p.34.

- "Margarine" et "Beurre"

(Rapporteur : M. Hoffmann - Allemagne - IIe groupe - travailleurs)

Lors de sa session des 9 et 10 décembre 1968, le Conseil avait décidé de consulter le Comité économique et social sur la

"Proposition de règlement du Conseil concernant la fabrication et la mise dans le commerce de la margarine".

Le président du Conseil avait également exprimé le souhait de recevoir l'avis du Comité dans les meilleurs délais.

En conséquence, estimant que cette question relève de la compétence de la section spécialisée pour l'agriculture, le président du Comité a jugé opportun, conformément à l'article 22 du règlement intérieur, de charger cette section de la préparation des travaux du Comité en la matière. La possibilité de consulter la section spécialisée pour les questions économiques à titre complémentaire a été réservée. Effectivement, cette section a souhaité pouvoir émettre un avis complémentaire à ce sujet.

D'autre part, lors de sa session des 20 et 21 décembre 1968, le Conseil a décidé de consulter, à titre facultatif, le Comité économique et social sur une

"Proposition de règlement concernant la fabrication et la mise dans le commerce du beurre".

(Rapporteur : M. Bréart - France - IIIe groupe - intérêts divers)

La section spécialisée pour l'agriculture a été désignée compétente pour rédiger l'avis et le rapport en la matière.

le 24 avril, la section spécialisée pour l'agriculture a terminé ses travaux concernant le BEURRE et la MARGARINE. Elle a adopté ses avis à l'unanimité moins une abstention. La section s'est prononcée pour une liberté totale en ce qui concerne la forme d'emballage de l'un et l'autre produit.

Le Comité économique et social s'est prononcé sur ces problèmes au cours de la session plénière qui s'est tenue au début du mois de mai 1969.

- "Matériel forestier de reproduction" (commercialisation)

(Rapporteur : M. Schnieders - Allemagne - Ier groupe - employeurs)

La consultation du Comité économique et social par le Conseil a été confirmée le 30 octobre 1968, sur la

"Proposition de directive du Conseil concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction".

La section spécialisée pour l'agriculture, chargée de la préparation des travaux, a élaboré son avis et son rapport en la matière le 14 janvier 1969.

L'avis, très réservé vis-à-vis de la proposition de la Commission, car il exprime la crainte que le délai supplémentaire que la Commission propose d'accorder ne soit un précédent incitant les Etats membres à ne plus se conformer, dans les délais prévus, à des directives communautaires, a été adopté à l'unanimité.

Il a été soumis aux délibérations du Comité économique et social lors de la session plénière de janvier 1969.

x

x x

- "Pesticides"

(Rapporteur : M. Visocchi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers)

Lors de sa session des 9 et 10 décembre 1968, le Conseil a décidé de consulter le Comité économique et social sur les problèmes suivants :

"Proposition d'un premier règlement du Conseil concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les fruits et légumes"

et

"Projet d'une décision du Conseil portant institution d'un comité permanent phytosanitaire".

La section spécialisée pour l'agriculture a été déclarée compétente pour l'étude de ce problème.

Le président du Conseil ayant précisé dans la lettre de saisie qu'il attacherait du prix à ce que le Comité économique et social puisse formuler son avis dès sa prochaine session, le président a immédiatement prié le président de la section spécialisée pour l'agriculture d'organiser les travaux de sa section, de telle façon que le Comité puisse émettre son avis à sa session de fin janvier 1969.

Les délais étant particulièrement brefs, il a été nécessaire de recourir aux procédures d'urgence prévues aux articles 46 et 47 du règlement intérieur.

- "Matériels forestiers de reproduction" (normes de qualité extérieure)

(Rapporteur : M. Schnieders - Allemagne - Ier groupe - employeurs)

Par lettre du 23 avril, le président du Conseil a confirmé la consultation du Comité économique et social sur la

"Proposition de règlement fixant les normes de qualité extérieure des matériels forestiers de reproduction".

En prévision de cette demande d'avis, le bureau, lors de sa réunion du 25 mars, avait chargé la section spécialisée pour l'agriculture de préparer les avis et rapport en la matière.

Celle-ci a adopté son avis sur la proposition de règlement susmentionnée lors de sa 99e réunion, le 11 juillet 1969, à l'unanimité des voix.

L'avis du Comité économique et social sur la question a été élaboré lors de la session plénière de fin septembre 1969 (1).

- "Proposition de règlement concernant la fabrication et le commerce des jus de fruits et produits similaires".

(Rapporteur : M. Visocchi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers)

Par lettre du 18 février 1969, le Conseil a adressé au Comité une demande d'avis sur la proposition susmentionnée, fondée sur les articles 43 et 235 du traité.

Cette proposition de directive entre dans le cadre du programme spécial que la Commission a élaboré en vue de l'"Élimination des entraves techniques aux échanges de denrées alimentaires" ; la section spécialisée pour l'agriculture a été déclarée compétente pour l'étude du document de la Commission.

---

(1) Voir Bulletin d'information n° 3-4/69 - Chapitre IV.

Elle a terminé ses travaux en la matière lors de sa 98e réunion du 5 juin 1969 et adopté son avis à l'unanimité.

Les délibérations du Comité économique et social sont intervenues lors de l'Assemblée plénière qui s'est tenue à la fin du mois de juin 1969 (1).

- "Dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole" (proposition de règlement)

(Rapporteur : M. Babau - France - IIe groupe - travailleurs)

Par lettre du 13 mai 1969, le président du Conseil a demandé l'avis du Comité sur la proposition de règlement citée ci-dessus.

Le président du Conseil a précisé qu'étant donné l'urgence de la question, en raison notamment des échéances prévues en matière viti-vinicole pour la libération des échanges, le Conseil attachait du prix à ce que le Comité économique et social pût déjà formuler son avis au cours de la session de juin.

Le président du Comité a immédiatement pris les mesures nécessaires pour permettre au Comité économique et social d'émettre son avis à la date demandée par le Conseil.

Le président du Comité a chargé la section spécialisée pour l'agriculture d'élaborer un avis et un rapport en la matière.

Le groupe d'étude que celle-ci a créé pour la préparation de ses travaux a tenu trois réunions pour parvenir à un compromis. Il a été constaté que les délais imposés par le Conseil ne suffisaient pas pour que le Comité économique et social puisse élaborer son avis à ce sujet lors de la session plénière de fin juin 1969 ; le président de la section a été chargé d'obtenir un délai supplémentaire.

L'avis de la section sur les dispositions complémentaires en matière d'organisation commune du marché viti-vinicole a été adopté à une très faible majorité le 29 juillet 1969, par 9 voix contre 7.

Le Comité s'est prononcé en la matière lors de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois de septembre 1969.

- "Pâtes alimentaires" (saisine complémentaire)

(Rapporteur : M. Ramaekers - Belgique - IIIe groupe - intérêts divers : consommateurs)

La section spécialisée pour l'agriculture avait été chargée par le bureau du Comité économique et social de préparer un avis et un rapport complémentaires sur la

"Proposition d'une directive du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les pâtes alimentaires".

Celle-ci avait confié la préparation des travaux à un groupe d'étude "ad hoc". Au cours des réunions qu'il a tenues au début de l'année, ce groupe d'étude a constaté que ses membres étaient profondément divisés sur la matière première à utiliser pour la fabrication des pâtes, les uns étant pour l'utilisation exclusive du blé dur, les autres pour l'utilisation du blé dur et du blé tendre.

Le groupe d'étude n'a pu se mettre d'accord sur l'une ou l'autre des deux thèses présentées par M. Ramaekers, rapporteur, concernant la fabrication de pâtes alimentaires, soit à partir de blé dur exclusivement, soit à partir de blé tendre.

---

(1) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69 - Chapitre VI - p. 45.

Le débat a été porté devant la section spécialisée le 24 avril.

Celle-ci a élaboré un avis en la matière le 5 juin. Cet avis a été adopté par 15 voix contre 5.

Dans cet avis, la section s'est prononcée pour la possibilité de fabriquer des pâtes alimentaires aussi bien à partir de blé dur qu'à partir de blé tendre.

Les documents complémentaires élaborés par la section spécialisée pour l'agriculture ont été transmis à la section spécialisée pour les questions économiques, saisie du problème à titre principal, dans le cadre des travaux en matière d'"Entra-  
ves techniques".

- "Fixation des prix pour certains produits agricoles"

(Rapporteur : M. Visocchi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers)

A l'initiative de la Commission, le Conseil a décidé, le 24 juin 1969, de consulter le Comité économique et social sur la proposition de la Commission relative à la fixation des prix pour certains produits agricoles (1970/1971).

La Commission tenant à ce qu'il n'existe aucun obstacle susceptible d'empêcher le Conseil de se prononcer dans les délais a, pour sa part, exprimé le souhait que le Comité se prononce très rapidement. Le Conseil a lui-même signalé que l'avis revêtait un caractère d'urgence.

La session spécialisée pour l'agriculture a été déclarée compétente pour préparer les travaux en la matière. Ces travaux devaient être entamés dans les meilleurs délais. La section spécialisée s'est prononcée le 16 septembre 1969, en adoptant son avis par l'ensemble des voix moins 2 abstentions.

Les délibérations du Comité économique et social ont eu lieu lors de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois de septembre 1969.

- "Droit d'établissement en agriculture" (saisine complémentaire)

(Rapporteur : M. Canonge - France - IIIe groupe - intérêts divers)

La section spécialisée pour l'agriculture ayant été chargée d'émettre un avis complémentaire sur les

"Proposition de directive du Conseil fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans les activités non salariées de l'agriculture",

"Proposition de directive du Conseil fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans les activités non salariées annexes de l'agriculture",

a, au cours de sa réunion du 11 juillet 1969, adopté son avis en la matière par 18 voix pour et 2 abstentions.

La section a notamment discuté de la portée des propositions soumises à son examen, qui ne se limitent pas à la non-discrimination entre ressortissants du pays d'accueil et ressortissants d'un autre Etat membre, mais s'orientent vers une harmonisation des législations en matière d'établissement, ce qui pourrait aller à l'encontre des principes établis par l'article 52 du traité.

L'avis et le rapport complémentaires ont été transmis à la section pour les activités non salariées, saisie du problème à titre principal.

- "Carcasses de porcs"

(Rapporteur : M. Rollinger - Luxembourg - IIIe groupe - intérêts divers)

Par lettre du 6 octobre 1969, le président du Conseil des Communautés européennes a demandé, à titre facultatif, l'avis du Comité économique et social sur un

"Projet de règlement portant détermination de la grille communautaire de classement des carcasses de porcs"

en précisant que le Conseil attacherait du prix à ce que le Comité puisse se prononcer dans les meilleurs délais.

Le bureau a désigné la section spécialisée pour l'agriculture compétente pour élaborer les avis et rapport sur cette question.

La section spécialisée pour l'agriculture devait terminer ses travaux en la matière au mois de février 1970.

Le Comité économique et social devait délibérer au cours de sa session plénière de fin février 1970.

- "Convention Aide alimentaire" (rapport d'information)

Au cours de sa réunion du 7 mai 1969, le bureau a chargé la section spécialisée pour l'agriculture de préparer, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur, un rapport d'information au sujet de l'  
"Accord international sur les céréales et sur la Convention d'aide alimentaire".

Ces accords conclus et signés étaient sur le point d'être ratifiés par les Etats membres et par la Communauté. De ce fait, leur modification n'était plus possible. Toutefois la procédure d'information mise en place permet au Comité économique et social d'examiner ces textes, de se rendre compte de leur implication sur la politique commerciale et agricole et de faire connaître à la Commission et au Conseil l'opinion des milieux intéressés, de sorte qu'il en soit tenu compte lors de l'élaboration des règlements d'application.

La section spécialisée pour l'agriculture devait achever ses travaux en la matière le 15 janvier 1970.

- 100e réunion de la section le 16 septembre 1969

La section spécialisée pour l'agriculture du Comité économique et social des Communautés européennes a tenu le 16 septembre 1969, sa 100e réunion au siège du Comité économique et social.

A cette occasion, compte tenu de l'ampleur des travaux accomplis par cette section et de la place particulière qui lui a été attribuée par le traité de Rome, la réunion de travail a été suivie d'une séance académique, tenue le même jour à 14 h 45. Cette séance, à laquelle participaient MM. les Ministres de l'agriculture et le vice-président de la Commission des Communautés européennes, ainsi que les représentants des organisations professionnelles des six pays membres, a été marquée par les discours de M. Mathias Berns, président du Comité économique et social, de M. Albert Genin, président de la section spécialisée pour l'agriculture, de MM. les présidents des "groupes" du Comité économique et social, de M. Lardinois, président du Conseil de ministres de l'agriculture, et de M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.

A l'issue de la réunion de la section spécialisée pour l'agriculture, une réception a été offerte à 19 h 30 par le président du Comité, M. Mathias Berns, et le président de la section spécialisée pour l'agriculture, M. Albert Genin.

Au cours de cette réception, des spécialités agricoles des six pays, offertes par les diverses organisations professionnelles, ont été proposées aux invités.

- "Fibres textiles" et "Organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses"

Par lettre du 6 octobre 1969, le président du Conseil des Communautés européennes a sollicité, à titre facultatif, l'avis du Comité économique et social sur deux propositions de règlements

- portant organisation commune des marchés dans le secteur des fibres textiles ;
- modifiant l'article 21 du règlement n° 136/66/CEE portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses.

Il s'agit de deux propositions de règlements dont la première porte sur une organisation commune des marchés de chanvre et de lin et la seconde tend à modifier le règlement de 1966 portant organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses.

Sont visés par le premier règlement le chanvre et le lin brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité et les déchets de ces produits. Ce projet comporte des mesures pour encourager les initiatives permettant de faciliter l'adaptation de l'offre aux exigences du marché, des mesures d'aides pour la production, l'application d'un tarif douanier commun, une clause de sauvegarde, etc.

Le second projet tend à insérer les graines de lin dans l'organisation commune des marchés des matières grasses ; il ne comporte qu'un seul article.

Ces projets se basent respectivement sur les articles 42 et 43 du traité et sur le règlement n° 136/66 (organisation commune des marchés des matières grasses).

Les produits considérés figurent à l'annexe II du traité.

Compte tenu des aspects agricoles prédominants de ces projets de règlements, le bureau a chargé la section spécialisée pour l'agriculture de préparer les avis et rapports correspondants à titre principal.

Au cours d'une réunion tenue le 18 décembre, la section a entendu un exposé du représentant de la Commission. Elle a créé un groupe d'étude "ad hoc", dont la 1re réunion a été fixée au 16 janvier 1970.

## B. SECTION SPECIALISEE POUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES

(président : M. Kramer - Allemagne - 1er groupe - employeurs)

### Réunions tenues au cours de l'année 1969

- 57e réunion - le 8 janvier 1969
- 58e réunion - le 11 février 1969
- 59e réunion - les 10 et 11 mars 1969
- 60e réunion - le 23 avril 1969
- 61e réunion - le 27 mai 1969
- 62e réunion - le 13 juin 1969
- 63e réunion - le 12 septembre 1969
- 64e réunion - le 8 octobre 1969
- 65e réunion - le 12 novembre 1969

Au cours de l'année 1969, la section spécialisée a terminé ses travaux sur :

- 1./2. "Entraves techniques" : "Tracteurs agricoles"  
"Véhicules à moteur"

Se basant sur les travaux de son groupe d'étude "Entraves techniques", la section spécialisée pour les questions économiques a examiné, lors de sa réunion du 8 janvier, les propositions de directives relatives à



- la réception des tracteurs agricoles à roues ;
- la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ;
- certains éléments et caractéristiques des tracteurs agricoles ;
- certains dispositifs et équipements des véhicules à moteur.

(Rapporteur : M. Ameye - Belgique - Ier groupe - employeurs)

Elle a élaboré à cette date ses avis en la matière, qui ont été adoptés à l'unanimité, sauf celui concernant la directive à certains éléments et caractéristiques des tracteurs agricoles à roues, sur lequel une opposition a surgi entre les membres de la section, opposition qui porte sur le problème de la limitation du poids remorquable. Ce dernier avis a été adopté par 17 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions.

Le Comité s'est prononcé sur ces quatre matières lors de sa session plénière de fin février (1).

3./4. "Entraves techniques" : "Classification, emballage et étiquetage des substances dangereuses"

"Construction et exploitation des oléoducs"

Se basant sur les travaux de son groupe d'étude "Entraves techniques", la section spécialisée a adopté ses avis sur les

"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive du Conseil, du 27 juin 1967, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses"

"Proposition de directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures techniques de sécurité pour la construction et l'exploitation des oléoducs"

(Rapporteur : M. Ameye - Belgique - Ier groupe - employeurs)

La mise en oeuvre de cette nouvelle réglementation nécessitant pour les Etats membres une modification de leurs législations, la consultation du Comité économique et social était obligatoire, conformément à l'article 100 du traité instituant la Communauté économique européenne.

Le Comité économique et social s'est prononcé en la matière au cours de sa session plénière de fin janvier (2).

5./6. "Entraves techniques" : "Pâtes alimentaires"

"Extraits de viande, de levure, de protéines, arômes, bouillons, potages et sauces"

(Rapporteur : M. Ramaekers - Belgique - IIIe groupe - intérêts divers)

Le Comité a été saisi par lettre du Conseil, datée du 26 novembre 1968, en application de l'article 100 du traité instituant la CEE, de deux propositions de directives relatives, d'une part, au

- rapprochement des législations des Etats membres concernant les pâtes alimentaires.

---

(1) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre III, p. 29 à 31.

(2) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre II, p. 18/19.

La directive définit les différents types de pâtes alimentaires en fonction des matières premières utilisées pour leur fabrication et fixe les règles relatives à leur conditionnement et à leur étiquetage, et, d'autre part, au

- rapprochement des législations des Etats membres concernant l'extrait de viande, l'extrait de levure, l'extrait de protéines, l'arôme pour potages et autres mets, les bouillons, les potages et les sauces à base de viande.

Conformément aux décisions du bureau, le président du Comité a saisi la section spécialisée pour les questions économiques de ces deux directives ; la consultation complémentaire de la section spécialisée pour l'agriculture a été demandée pour ce qui est de la proposition concernant les "Pâtes alimentaires".

La section spécialisée pour les questions économiques a demandé à son groupe d'étude "Entraves techniques" de préparer les travaux en la matière.

Elle a examiné les documents du groupe d'étude pour ce qui est des "Pâtes alimentaires" lors de sa réunion des 10 et 11 mars et a adopté son avis par 14 voix contre 7 et 3 abstentions. Elle avait auparavant recueilli l'avis complémentaire de la section spécialisée pour l'agriculture.

Dans son avis, la section prévoit deux catégories de pâtes alimentaires et s'écarte ainsi du texte de la Commission.

Le Comité économique et social s'est prononcé sur le problème des "Pâtes alimentaires" au cours de sa session plénière de fin juin (1).

Les délibérations sur la proposition concernant l'extrait de viande, de levure, de protéines, les arômes, bouillons, potages et sauces ont eu lieu le 23 avril. L'avis de la section a été adopté à l'unanimité.

Le Comité économique et social s'est prononcé lors de la session plénière du mois de mai (1).

#### 7. "Entraves techniques" : "Margarine" (saisine complémentaire)

Lors de sa réunion du 8 janvier 1969, la section a décidé d'émettre un avis complémentaire concernant la margarine et en a chargé le groupe d'étude "Entraves techniques" et son rapporteur, M. Ramaekers (Belgique - IIIe groupe - intérêts divers : consommateurs).

L'avis qu'elle a élaboré le 11 février à ce sujet et qui a recueilli 23 voix favorables contre 1 et 1 abstention, a été remis à la section spécialisée pour l'agriculture, saisie du problème à titre principal.

#### 8./9. "Entraves techniques" : "Freinage"

"Entrées et sorties des véhicules à moteur" (saisines principales)

Par lettre du 28 janvier 1969, le Conseil a demandé l'avis du Comité économique et social, en vertu de l'article 100 du traité, sur les propositions de directives concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives

- au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur et de leurs remorques ;
- aux entrées et sorties (portes, marchepieds, etc.) des véhicules à moteur.

(Rapporteur : M. Renaud - France - Ier groupe - employeurs)

Ces propositions s'inscrivent dans le cadre général que constitue le programme de rapprochement des législations des Etats membres.

---

(1) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitres VI et V, p. 54 et 52.

La consultation du Comité est obligatoire, conformément à l'article 100 du traité instituant la CEE.

La compétence de la section spécialisée pour les questions économiques a été admise par le bureau. Une saisine complémentaire de la section spécialisée pour les transports a été envisagée, compte tenu du domaine d'application particulier de la directive.

Après avoir recueilli cet avis complémentaire, la section spécialisée pour les questions économiques s'est prononcée le 23 avril 1969. L'avis a recueilli l'unanimité.

Le Comité économique et social a délibéré sur ces problèmes lors de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois de juin 1969 (1).

x  
x    x

#### 10. "Détournement des recettes douanières"

Par lettre du 20 décembre 1968, le Conseil a décidé de demander la consultation à titre facultatif du Comité économique et social au sujet d'une

"Proposition de décision sur les modalités permettant de constater et, le cas échéant, de compenser les détournements des recettes douanières".

(Rapporteur : M. De Bièvre - Belgique - Ier groupe - employeurs)

Etant donné l'urgence de cette question, le Conseil a indiqué qu'il attacherait du prix à ce que le Comité puisse formuler son avis dans les meilleurs délais.

La section spécialisée pour les questions économiques a été chargée de l'examen de ce problème.

Cette section a organisé ses travaux de telle sorte que le Comité a pu se prononcer en la matière au cours de la session de fin mars (2).

L'avis de la section avait été adopté à l'unanimité lors de la réunion des 10 et 11 mars 1969.

#### 11. "Situation de la conjoncture dans la Communauté"

(Rapporteur : M. Malterre - France - IIIe groupe - intérêts divers)

Au cours d'un entretien qu'il a eu avec M. Barre, vice-président de la Commission, le mercredi 8 janvier 1969, le président du Comité a obtenu les précisions suivantes.

Le vice-président de la Commission déposera, devant l'Assemblée parlementaire européenne, le rapport annuel de la Commission sur la conjoncture, le mercredi 22 janvier 1969.

Ce rapport sera communiqué au Comité économique et social qui pourra immédiatement reprendre ses travaux pour l'élaboration de son avis annuel sur la conjoncture. Cet avis, préparé par la section économique pour le mois de mars et adopté par 13 voix pour et 10 abstentions, a été élaboré en Assemblée plénière lors de la session qui s'est tenue à la fin de ce même mois (3).

---

(1) Voir Bulletin d'information 1-2/69, chapitre VI, p. 44.

(2) Voir Bulletin d'information 1-2/69, chapitre IV, p. 36.

(3) Voir Bulletin d'information 1-2/69, chapitre IV, p. 36.

M. le vice-président Barre a participé aux travaux de l'Assemblée plénière sur ce sujet.

x  
x    x

La section spécialisée pour les questions économiques, qui avait été chargée de préparer un rapport intérimaire sur la conjoncture au mois de septembre 1969, a accepté de transformer en avis ce projet de rapport. Elle l'a adopté à l'unanimité le 12 novembre 1969. Par ailleurs, elle a accepté que M. Markmann (Allemagne - IIe groupe - travailleurs) fasse partie, avec M. Malterre (France - IIIe groupe - intérêts divers) et M. Giunti (Italie - Ier groupe - employeurs) du groupe de rédaction "Conjoncture".

## 12. "Politique économique et coopération monétaire"

(exposé de M. Barre) et rapport d'information

La Commission a remis, le 15 février 1969, un Mémoire au Conseil sur la politique monétaire :

"Mémoire de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté".

Au cours de la 77e session plénière du Comité économique et social, M. le vice-président Barre a présenté devant le Comité ce "Mémoire" (1).

Le président du Comité lui ayant fait connaître le souhait du Comité économique et social d'être formellement consulté à ce sujet, M. Barre a estimé que, dans l'immédiat, le Comité pouvait entreprendre un rapport d'information sur la base de l'article 24 du Règlement intérieur.

Conformément au vœu exprimé par le bureau au cours de sa réunion du 7 mai, le président du Comité est intervenu auprès du Conseil pour obtenir une demande d'avis formelle à ce sujet.

Par lettre du 11 juin, le Conseil a fait connaître que, en raison notamment de l'urgence que revêt ce problème, il souhaite limiter les consultations à ce sujet au Comité monétaire.

Toutefois, le Conseil a indiqué qu'il examinerait avec intérêt le rapport d'information préparé par la section spécialisée pour les questions économiques à cet égard.

Celle-ci a, au cours de sa réunion du 27 mai, chargé un groupe d'étude de la préparation des travaux sur le "Mémoire".

La composition de ce groupe d'étude est la suivante :

<u>Ier groupe</u>	<u>IIe groupe</u>	<u>IIIe groupe</u>
MM. Ameye (rapp. Belgique - Ier groupe - employeurs)	MM. Dalla Chiesa	MM. Aschoff (prés. Allemagne - IIIe groupe - intérêts divers)
De Bièvre	Gerritse	De Bruyn
Giunti	ter Heide	Gingembre
Kramer	Mme Hesse	Henze
Kuipers	MM. Markmann	Ramaekers
de Précigout	Mourguès	Visocchi
Weber P.		

(1) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre IV, p. 33.

Le groupe d'étude a estimé, dans sa majorité, que l'accent doit être mis principalement sur les aspects monétaires du Mémoire de la Commission sur la "Coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté" ; dans cet esprit, les parties relatives à la concertation des politiques à moyen terme et à court terme ne seraient abordées que dans la mesure où l'on peut en tirer des conclusions sur la nécessité et les modalités du fonctionnement de la coopération monétaire.

Etant donné l'urgence qu'il y a à se prononcer rapidement dans ce domaine, le groupe a envisagé d'élaborer, dans les plus brefs délais, son projet de rapport d'information de façon que la section puisse se prononcer lors de sa réunion du 12 septembre, ce qui permettrait au Comité de débattre de ces problèmes lors de la session plénière de fin septembre.

#### Poursuite des travaux dans le domaine monétaire.

Par lettre du 3 octobre dernier, le président du Comité avait transmis au président de la Commission le rapport d'information préparé par la section spécialisée pour les questions économiques sur le "Mémoire sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté".

A cette occasion, le président du Comité, se conformant au désir du bureau, avait souhaité que la section spécialisée pour les questions économiques soit autorisée à poursuivre l'étude de ces problèmes et que le Comité soit tenu régulièrement informé des développements de la situation monétaire.

Dans sa réponse du 18 novembre, le président de la Commission a donné son accord à ce sujet et fait connaître que les échanges de vues, entre les membres de la section spécialisée pour les questions économiques et les représentants de la Commission, peuvent être poursuivis (1).

#### 13. "Procédure pour l'examen de la TVA en agriculture"

Il convient de rappeler que, pour l'examen en assemblée plénière de la "TVA en agriculture", le bureau avait décidé que le président de la section spécialisée pour l'agriculture serait assisté par le rapporteur de ladite section et par celui de la section spécialisée pour les questions économiques, en raison de l'intérêt majeur que présente en l'occurrence l'avis complémentaire de la section spécialisée pour les questions économiques.

#### 14. "Fiscalité sociétés"

Par lettre du 18 février 1969, le Conseil a adressé une demande d'avis au Comité économique et social concernant les propositions de directives sur

- le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions et rapports d'actif intervenant entre sociétés d'Etats membres différents ;
- le régime fiscal commun applicable aux sociétés-mères et filiales d'Etats membres différents.

Le bureau a désigné la section spécialisée pour les questions économiques pour préparer les travaux sur cette question.

La lettre de saisine indiquant que le Conseil souhaiterait pouvoir disposer de l'avis du Comité dans les meilleurs délais, la section s'est prononcée en la matière le 27 mai. Elle s'est fondée sur les travaux d'un groupe d'étude "ad hoc" composé de

Président : M. Arena (Italie - Ier groupe - employeurs)

Rapporteur : M. Aschoff (Allemagne - IIIe groupe - intérêts divers)

---

(1) Il est rappelé que le sous-comité "Politique économique à moyen terme" étudie également certains aspects des problèmes économiques et monétaires de la Communauté.

Membres : MM. Bouladoux  
De Bièvre  
Defossez  
Fontanille  
Germozzi  
Gingembre  
Giunti  
ter Heide  
Mme Hesse  
MM. Hildgen  
Jansen  
Kramer  
Kuipers  
Markmann  
Ramaekers  
Visocchi

La section a adopté l'avis "Fusions, scissions et apports d'actif intervenant entre sociétés d'Etats membres différents", à l'unanimité moins 4 voix ; l'avis "Sociétés-mères et filiales d'Etats membres différents" a également été adopté à l'unanimité moins 3 voix.

Le Comité a donc émis son avis au cours de la session plénière de fin juin 1969 (1).

15. "Entraves techniques" : "Jus de fruits et produits similaires"  
(saisine complémentaire)

La section a décidé de se prononcer à titre complémentaire sur la

"Proposition de règlement du Conseil concernant la fabrication et le commerce des jus de fruits et produits similaires"

et a chargé son groupe d'étude "Entraves techniques" de la préparation des travaux en la matière, M. Kuipers (Pays-Bas - Ier groupe - employeurs) ayant été désigné comme rapporteur.

L'avis complémentaire que la section spécialisée a élaboré a été adopté le 27 mai 1969 à l'unanimité moins 5 abstentions.

Il a été remis à la section spécialisée pour l'agriculture, saisie du problème à titre principal.

16. "Entraves techniques" : "Agents émulsifiants et stabilisants, épaississants et gélifiants".

Par lettre du 4 mars 1969, le président du Conseil a demandé l'avis du Comité économique et social sur une

"Proposition de directive relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents émulsifiants et stabilisants, épaississants et gélifiants pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine".

(Rapporteur : M. Masprone - Italie - Ier groupe - employeurs)

Le bureau a chargé la section spécialisée pour les questions économiques d'élaborer sur ce sujet les avis et rapports correspondants.

Celle-ci a terminé ses travaux le 12 septembre 1969. Elle a adopté son avis à l'unanimité des voix.

---

(1) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre VI, p. 46.

Le Comité économique et social s'est prononcé en la matière au cours de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois de septembre 1969.

x  
x    x

17. "Entraves techniques" : "Dispositifs de direction des véhicules à moteur et de leurs remorques"

Par lettre en date du 10 mars 1969, le président du Conseil a également demandé l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition d'une directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dispositifs de direction des véhicules à moteur et de leurs remorques".

(Rapporteur : M. Renaud - France - Ier groupe - employeurs)

La section spécialisée pour les questions économiques a été déclarée compétente pour cette demande. Se basant sur les travaux de son groupe d'étude "Entraves techniques", elle a émis un avis en la matière le 12 septembre 1969. Cet avis a été adopté à l'unanimité moins 1 voix et 2 abstentions.

Le Comité économique et social s'est prononcé sur ce problème lors de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois d'octobre 1969.

18. "Coordination des politiques économiques et coopération monétaire"

Par lettre du 7 mars 1969, la Commission a transmis, pour information, le

"Mémoire de la Commission au Conseil sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté".

(Rapporteur : M. Ameye - Belgique - Ier Groupe - employeurs)

Sans préjuger les consultations formelles que la Commission pourrait ultérieurement demander au Comité sur ces questions, le président du Comité a, conformément à l'article 24 du Règlement intérieur, en accord avec le bureau, chargé la section spécialisée pour les questions économiques, d'établir sur cette question un rapport d'information à l'intention des membres du Comité.

x  
x    x

19. "Pharmacie" / "Médicaments" (saisines complémentaires)

Lors de la réunion 1969 de la section spécialisée pour les questions économiques, présidée par M. Kramer, la section a entendu un bref exposé de M. de Crayencour, chef de division à la direction générale XIV, sur les deux directives concernant la fabrication des produits pharmaceutiques :

"Proposition de directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant de la fabrication des médicaments"

"Proposition de directive visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées relevant de la fabrication des médicaments"

sur lesquels la section spécialisée est appelée à donner un avis complémentaire. La section a constitué le groupe d'étude suivant :

<u>Ier groupe</u> (employeurs)	<u>IIe groupe</u> (travailleurs)	<u>IIIe groupe</u> (intérêts divers)
MM. <u>De Bièvre</u> (3) (rapp.) Fontanille Masprone Weber P.	M. <u>Dalla Chiesa</u> (I) (prés.) Mme Hesse MM. Mourguès van Greunsven	MM. Aschoff Gingembre Ramaekers Visocchi

Lors de sa réunion du 8 octobre, la section spécialisée a adopté son avis complémentaire à l'unanimité. Les documents de la section spécialisée pour les questions économiques ont été transmis à la section spécialisée pour les activités non salariées et les services saisie à titre principal.

20. "Entraves techniques aux échanges" : "Dénominations textiles"

Par lettre du 23 avril 1969, le président du Conseil a demandé l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition de directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dénominations textiles".

La mise en oeuvre des prescriptions prévues par cette directive, nécessitant pour certains Etats membres une modification de leurs dispositions législatives, la consultation du Comité économique et social est obligatoire en vertu de l'article 100 du traité instituant la Communauté économique européenne.

En prévision de cette consultation, le bureau avait désigné la section spécialisée pour les questions économiques, compétente pour préparer les travaux sur cette question.

Lors de sa 61e réunion tenue le 27 mai, la section spécialisée pour les questions économiques a élargi la composition du groupe d'étude "Entraves techniques" existant, lequel a été composé pour l'élaboration de l'avis "Dénominations textiles", de la façon suivante :

Président : M. Bouladoux (France - IIe groupe - travailleurs)

Rapporteur : M. de Précigout (France - Ier groupe - employeurs)

Membres : MM. Ameye (I)  
van Campen (I)  
Fassina (II)  
Germozzi (III)  
Gingembre (III)  
Giunti (I)  
van Greunsven (II)  
Hildgen (II)  
Kramer (I)  
Kuipers (I)  
Markmann (II)  
Masprone (I)  
Pickert (I)  
Ramaekers (III)  
Wellmanns (III)

Lors de sa réunion du 8 octobre 1969, la section a adopté à l'unanimité son avis sur les "Dénominations textiles".

Le Comité économique et social s'est prononcé en la matière lors de l'assemblée plénière qui s'est tenue à la fin du mois d'octobre 1969.

21. "Réforme du Fonds social européen" (saisine complémentaire)

En vue de l'élaboration d'un avis et d'un rapport complémentaires sur la



"Réforme du Fonds social européen",

la section a désigné un groupe d'étude "Fonds social".

La section spécialisée pour les questions sociales est saisie du problème à titre principal.

22. "Entraves techniques aux échanges" : "Compteurs de liquides autres que l'eau"  
"Instruments de pesage à fonctionnement non automatique"

Par lettre du 6 octobre courant, le président du Conseil des Communautés européennes a demandé, conformément à l'article 100 du traité CEE, l'avis du Comité économique et social sur une

- a) "Proposition de directive du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux compteurs de liquides autres que l'eau".

(Rapporteur : M. Masprone - Italie - Ier groupe - employeurs)

Il convient de rappeler qu'en prévision de cette consultation, le bureau du Comité avait, lors de sa réunion du 23 septembre, déjà chargé la section spécialisée pour les questions économiques d'élaborer les avis et rapport correspondants.

- b) "Proposition de directive concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux instruments de pesage à fonctionnement non automatique".

(Rapporteur : M. Hipp - Allemagne - Ier groupe - employeurs)

Il s'agit d'une directive visant à éliminer les entraves techniques aux échanges intracommunautaires existant dans le secteur des instruments de pesage à fonctionnement non automatique, en raison de la disparité entre les législations nationales régissant les prescriptions techniques relatives à la construction, au fonctionnement, à la précision et aux modalités de contrôle auxquels sont assujettis ces instruments avant leur mise sur le marché.

Cette directive s'inscrit dans le programme d'élimination des entraves techniques, pour lequel le bureau a admis la compétence de la section spécialisée pour les questions économiques.

La section spécialisée devait se prononcer sur ces problèmes au début de l'année 1970.

#### C. SECTION SPECIALISEE POUR LES QUESTIONS SOCIALES

(Président : M. J.A.G. Alders - Pays-Bas - IIe groupe - travailleurs)

Réunions de la section au cours de l'année 1969 :

49e réunion - le 19 mars 1969

49e réunion - le 19 septembre 1969

50e réunion - le 22 octobre 1969.

Au cours de l'année 1969, la section spécialisée a été consultée sur :

##### 1. "Evolution de la situation sociale"

Par lettre en date du 3 mars 1969, la Commission a demandé l'avis du Comité économique et social sur

"L'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1968"

Le bureau a confirmé la compétence de la section spécialisée pour les questions sociales, désignée en vertu de l'article 22 du Règlement intérieur, pour préparer les travaux sur cette question.

Celle-ci a confié la préparation du projet d'avis au groupe d'étude suivant :

Président : M. Velter (B) - Ier groupe - employeurs  
Rapporteur : M. Beermann (D) - IIe groupe - travailleurs  
Membres : MM. Clausen (D) (III)  
 Cool (B) (II)  
 De Bruyn (B) (III)  
 Esperet (F) (II)  
 Fassina (I) (II)  
 Gingembre (F) (III)  
 Giunti (I) (I)  
 Hildgen (L) (II)  
 Kley (D) (I)  
 Kuipers (N) (I)  
 Piga (I) (II)  
 Renaud (F) (I)  
 Rollinger (L) (III)  
 van Tilburg (N) (II)  
 Visocchi (I) (III)  
 Weber P. (L) (I)

Au cours de sa réunion du 19 mars, la session a entendu un exposé de M. Vinck, directeur général des affaires sociales de la Commission.

Au cours de la réunion qui s'est tenue les 22 et 23 octobre, la session a adopté, à l'unanimité moins une abstention, son avis sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté pendant l'année 1969.

L'avis du Comité en la matière a été élaboré au cours de la session plénière qui a eu lieu à la fin du mois de novembre 1969.

## 2. "Réforme du Fonds social européen" (saisine principale)

En prévision d'une consultation obligatoire (art. 126 du traité), émanant du Conseil et portant sur la

"Proposition de règlement relatif à la réforme du Fonds social européen",

la compétence de la session spécialisée pour les questions sociales avait été admise en vue de la préparation des travaux en la matière.

Les sections spécialisées pour les questions économiques et pour l'agriculture devaient se prononcer à titre complémentaire.

La saisine officielle du Comité est intervenue le 16 juillet 1969.

Aucun délai précis n'ayant été imparti au Comité, celui-ci a organisé ses travaux de telle sorte que l'avis de la section spécialisée puisse être élaboré au début de l'année 1970.

M. Fassina - Italie - IIe groupe - travailleurs - est le rapporteur et M. Germozzi - Italie - IIIe groupe - intérêts divers - est le président du groupe d'étude qui a préparé les travaux.

Le Comité économique et social a prévu d'inscrire le débat sur la "Réforme du Fonds social" à l'ordre du jour de la session plénière de fin janvier 1970.

## 3. "Machines-outils"

Par lettre en date du 16 juillet dernier, le président du Conseil des Communautés européennes a également demandé l'avis du Comité économique et social sur une

"Proposition de recommandation du Conseil concernant l'utilisation de la monographie professionnelle européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils".

Les membres du Comité économique et social ont été informés de cette consultation par lettre du 21 août 1969 à laquelle était joint le document de la Commission.

Cette monographie fondée sur l'article 128 du traité de Rome s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des principes généraux pour la réalisation d'une politique commune de formation professionnelle.

Conformément à ces principes, elle vise, en ce qui concerne les ouvriers qualifiés travaillant sur machines-outils, à rendre la formation professionnelle suffisamment large pour favoriser le développement harmonieux de la personne ainsi que pour satisfaire aux exigences découlant du progrès technique, des innovations dans l'organisation de la production et de l'évolution sociale et économique.

Elle donne à cet effet une description des connaissances et aptitudes à acquérir au cours de la formation, détermine les éléments à prendre en considération pour l'établissement d'un examen d'aptitude professionnelle, afin de parvenir progressivement à la reconnaissance mutuelle des certificats et autres titres sanctionnant la conclusion de la formation professionnelle.

En ce qui concerne l'élaboration des avis et des rapports correspondants, le bureau a désigné compétente la section spécialisée pour les questions sociales, qui s'est prononcée dans le domaine de la formation professionnelle à plusieurs reprises :

- en 1962, sur les principes généraux pour la mise en oeuvre d'une politique commune de formation professionnelle ;
- en 1965, sur la rééducation professionnelle en milieu agricole ;
- en 1966, sur le projet de recommandation de la Commission tendant à développer l'orientation professionnelle ;
- en 1969, sur le programme d'action de la Commission en matière de politique commune de formation professionnelle en général et dans l'agriculture.

La section spécialisée pour les questions sociales doit organiser ses travaux de telle sorte que le Comité économique et social puisse émettre un avis lors de la session plénière de février 1970.

M. Velter - Belgique - Ile groupe - travailleurs - a été chargé de préparer le rapport.

#### 4. "Formation professionnelle"

Au cours de sa réunion des 22 et 23 octobre 1969, la section spécialisée pour les questions sociales a entendu un exposé de M. Vinck, directeur de la Communauté en matière de formation professionnelle.

Cet exposé a été suivi par une discussion générale.

#### Commémoration de la 50e réunion de la section spécialisée pour les questions sociales.

A l'occasion de sa 50e réunion qui s'est tenue les 22 et 23 octobre 1969 la section spécialisée a organisé un cocktail auquel ont été invités les membres de la section, les représentants des organisations professionnelles et les hauts fonctionnaires des institutions plus spécialement compétents pour les questions sociales.

#### D. SECTION SPECIALISEE POUR LES TRANSPORTS

(Président : M.E. Dalla Chiesa - Italie - IIe groupe - travailleurs)

##### Réunions de la section au cours de l'année 1969 :

- 52e réunion - les 4 et 5 février 1969
- 53e réunion - le 20 mars 1969
- 54e réunion - le 26 juin 1969
- 55e réunion - le 3 septembre 1969
- 56e réunion - le 17 décembre 1969

La section a terminé pendant cette période ses travaux en matière de :

- 1./2. "Accès à la profession de transports de voyageurs" et "Contingents bilatéraux et autorisations de transit (pour le transport de marchandises)"

(Rapporteurs, respectivement : Mme Hesse, (Allemagne - IIe groupe - travailleurs) et M. Renaud, (France - Ier groupe - employeurs)

Les délibérations du Comité économique et social en la matière sont intervenues respectivement lors des sessions plénières de fin janvier et de fin février.

- 3./4. "Infrastructures" : 3. Comptabilité uniforme et permanente des dépenses (proposition de règlement)  
 4. Enquête sur les coûts des infrastructures  
 (proposition de décision)

(Rapporteurs, respectivement : M. ter Heide (Pays-Bas - IIe groupe - travailleurs) et M. Bodart (Belgique - IIIe groupe - intérêts divers).

Les avis de la section ont été adoptés à l'unanimité lors de la réunion de la section les 4 et 5 février.

Les délibérations du Comité économique et social sont intervenues à la fin du mois de février (1).

6. "Uniformisation des taxes sur les véhicules utilitaires" (proposition de directive) (saisine principale)

(Rapporteur : M. Canonge (France - IIIe groupe - intérêts divers)

L'avis de la section a été adopté les 4 et 5 février par 18 voix contre 3 et 4 abstentions.

La section spécialisée pour les transports avait auparavant recueilli l'avis complémentaire de la section spécialisée pour les questions économiques.

Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la session plénière de fin février 1969 (2).

La compétence de la section spécialisée pour les transports a été décidée pour l'élaboration d'un avis et d'un rapport sur :

---

(1) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre III, p. 24 et p. 29.

(2) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre III, p. 25.

7./8. "Propositions de directives relatives au "Freinage" et à l'"Entrée et "Sortie" des véhicules utilitaires (saisines complémentaires)

(Rapporteur : M. Renaud (France - Ier groupe - employeurs)

Co-rapporteurs : M. Hildgen (Luxembourg - IIe groupe - travailleurs)

M. Jansen (Pays-Bas - IIIe groupe - intérêts divers)

La section a adopté ses avis complémentaires en la matière le 20 mars, lors de sa 53e réunion.

Ces avis et le rapport ont été transmis à la section spécialisée pour les questions économiques, saisie du problème à titre principal.

x  
x x

9./10. "Tarifs à fourchettes"

Suite à la consultation obligatoire du Comité économique et social (art. 75 du traité) sur

a) le "Projet de règlement portant FIXATIONS DES CONDITIONS GENERALES d'application des tarifs prévus par le règlement (CEE) n° 1174/68 du Conseil du 30 juillet 1968, relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les Etats membres" (TERM : tarification européenne routière des marchandises)

et sur

b) le "Projet de règlement portant MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 du règlement CEE n° 1174/68 du Conseil, du 30 juillet 1968, relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les Etats membres",

la compétence de la section spécialisée pour les transports a été admise, en vue de la préparation des travaux.

La section a désigné comme rapporteur, M. Hoffmann - Allemagne - IIe groupe - travailleurs - et comme co-rapporteur M. Masprone - Italie - Ier groupe - employeurs.

Les délibérations du Comité économique et social en matière de "Tarification" ont été inscrites à l'ordre du jour de la session plénière de janvier 1970.

11. "Tachygraphe"

Par lettre du 30 mai 1969, le président du Conseil a demandé, conformément à l'article 75 du traité, l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition d'un règlement du Conseil concernant l'introduction d'un appareil mécanique de contrôle dans le domaine des transports par route" (tachygraphe)

(Rapporteur : M. Mourguès - France - IIe groupe - travailleurs).

La section spécialisée pour les transports avait été déclarée compétente pour la préparation des travaux en la matière.

Ceux-ci ont été terminés au mois d'octobre 1969. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la session plénière du Comité économique et social de février 1970.

La section a également été saisie pour avis des propositions relatives aux

12. "Projet de règlement relatif à l'établissement de règles communes pour les services réguliers et les services réguliers spécialisés effectués par AUTOCARS et par AUTOBUS entre les Etats membres".
13. "Compteurs de liquides autres que l'eau" (saisine complémentaire)
- 14./15. "Emission de gaz polluants" et "Réception des véhicules à moteur" (saisines complémentaires)

La section spécialisée pour les questions économiques a été saisie à titre principal pour ces dernières propositions en matière d'entraves techniques.

16. "Etude-pilote sur l'axe Paris-Le Havre"

Les membres de la section spécialisée pour les transports ont reçu, pour leur information personnelle et par les soins de M. Bodson, un exemplaire de l'étude pilote consacrée aux problèmes de la tarification de l'usage des infrastructures, étude que la Commission a réalisée, avec le concours du gouvernement français, sur l'axe "Paris-Le Havre".

Lors de sa réunion tenue le 20 mars 1969, la section spécialisée pour les transports a exprimé le désir de pouvoir approfondir l'examen des effets économiques de la mise en oeuvre de la politique commune des transports.

Le bureau du Comité économique et social a autorisé la section à effectuer une étude de ce document.

#### E. SECTION SPECIALISEE POUR LES ACTIVITES NON SALARIEES ET LES SERVICES

(Président : M. Germozzi - Italie - IIe groupe - intérêts divers : Artisanat)

##### Réunions de la section au cours de l'année 1969 :

- 46e réunion - le 11 avril 1969
- 47e réunion - le 7 juillet 1969
- 48e réunion - le 13 octobre 1969
- 49e réunion - le 3 décembre 1969

Au cours de l'année 1969, la section a été saisie de plusieurs problèmes, à savoir :

1. "Produits toxiques"

Par lettre en date du 17 janvier 1969, adressée au président du Comité économique et social, le Conseil des Communautés européennes a confirmé la consultation du Comité économique et social, sur base des articles 54, paragraphe 2 et 63, paragraphe 2 du traité, sur deux projets de directives du Conseil :

- concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités de la distribution de produits toxiques;
- relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités relevant de la distribution et de l'utilisation professionnelles des produits toxiques.

Les propositions de directives qui s'appliquent à tous les produits toxiques à l'exception des médicaments, des préparations ionisantes et des agents pathogènes ont pour objet la distribution (commerce de gros et de détail) (activités intermédiaires) et l'utilisation professionnelle des produits toxiques. Elles font suite aux directives adoptées par le Conseil le 7 juillet 1964 qui ont libéré les activités dans le domaine de la fabrication des produits

chimiques autres que les médicaments et les produits pharmaceutiques.

Le bureau a désigné la section spécialisée pour les activités non salariées et les services pour l'examen de ces questions.

M. Babau (France - IIe groupe - travailleurs) a assumé la tâche de rapporteur.

La section a terminé ses travaux sur les deux propositions susmentionnées au cours de sa réunion du 13 octobre et a adopté ses avis en la matière à l'unanimité.

Le Comité économique et social s'est prononcé sur le problème des "Produits toxiques" lors de sa session plénière de fin octobre 1969.

## 2. "Activités non salariées annexes de l'agriculture" (saisine principale)

Se basant sur l'article 54 du traité, le président du Conseil a, par lettre en date du 4 mars 1969, officiellement demandé l'avis du Comité économique et social sur les propositions de directives

"Fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans les activités non salariées de l'agriculture"

"Fixant les modalités de réalisation de la liberté d'établissement dans les activités non salariées annexes de l'agriculture".

(Rapporteur : M. Schnieders - Allemagne - Ier groupe - employeurs)

En prévision de cette consultation, le bureau du Comité avait déjà chargé la section spécialisée pour les activités non salariées et les services de préparer l'avis correspondant, la section spécialisée pour l'agriculture devant élaborer un avis complémentaire.

En effet, ces propositions entrant dans le cadre du programme général pour la suppression de restrictions à la liberté d'établissement, les consultations relatives à celui-ci ont été jusqu'ici confiées à titre principal à la section spécialisée pour les activités non salariées et les services (droits de mutation, baux ruraux, prestation de services et droit d'établissement sylviculture, prestation de services et droit d'établissement horticulture).

La section spécialisée pour les activités non salariées et les services a terminé ses travaux sur les deux propositions susmentionnées au cours de sa 48e réunion, le 13 octobre 1969.

Elle a adopté à l'unanimité moins 1 abstention, l'avis relatif à la liberté d'établissement dans les activités non salariées de l'agriculture. L'avis concernant les activités annexes de l'agriculture a été adopté à l'unanimité.

Le Comité s'est prononcé en la matière lors de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois d'octobre 1969.

## 3. "Pharmacie" (à l'exclusion de la vente au détail) (saisine principale)

Par lettre du 26 mars 1969, le président du Conseil a officiellement demandé la consultation du Comité économique et social sur les 7 propositions de directives concernant la

"Réalisation de la liberté d'établissement pour certaines activités non salariées du domaine pharmaceutique".

(Rapporteur : M. Chabrol - France - IIIe groupe - intérêts divers)

En prévision de cette consultation, le bureau du Comité a, au cours de sa réunion du 25 mars 1969, chargé la section spécialisée pour les activités non salariées et les services de préparer les avis et rapport correspondants. Il a en outre demandé à titre complémentaire l'avis de la section spécialisée pour les questions économiques sur les 2 propositions concernant la fabrication de médicaments.

La section spécialisée pour les activités non salariées et les services a constitué le groupe d'étude suivant :

Président : M. Zoli (Italie - IIIe groupe - intérêts divers)

Rapporteur : M. Chabrol (France - IIIe groupe - intérêts divers)

Membres : MM. De Bruyn (B) (III)  
Giunti (I) (I)  
van Greunsven (N) (II)  
Mme Hesse (D) (II)  
MM. Pickert (D) (I)  
Wagner (L) (II)  
Weber P. (L) (I)

Lors de sa 43e réunion, le 3 décembre, la section spécialisée a terminé ses travaux sur ces 7 propositions de directives.

Elle a adopté à l'unanimité les 7 avis y relatifs.

Le Comité se prononcera en la matière lors de la session plénière qui se tiendra à la fin du mois de janvier 1970.

#### 4. "Activités de l'avocat"

Par lettre du 13 mai 1969, le président du Conseil a demandé, conformément aux dispositions de l'article 63, paragraphes 2 et 3, l'avis du Comité économique et social sur une

"Proposition de directive concernant les modalités de réalisation de la libre prestation de services pour certaines activités de l'avocat".

Il convient de rappeler qu'en prévision de cette consultation, le bureau du Comité avait, lors de sa réunion du 7 mai, chargé la section spécialisée pour les activités non salariées et les services de rédiger les avis et rapport correspondants.

La section a créé un groupe de travail "ad hoc", dont le président est M. Weber P., M. Zoli ayant assumé la tâche de rapporteur.

Se basant sur les travaux de ce groupe d'étude, la section devait se prononcer sur le problème des activités de l'avocat en janvier 1970.

Le Comité économique et social devait se prononcer en la matière lors de sa session plénière de fin février 1970.

#### 5. "Activités non salariées de recherche et formation de l'ingénieur"

Par lettre du 30 mai 1969, le président du Conseil a demandé, conformément aux dispositions des articles 54, paragraphe 2, et 63, paragraphe 2 du traité, l'avis du Comité économique et social sur un projet de directive :

- concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services pour les activités non salariées de recherche, de création, de consultation et d'application du domaine technique.

Il a en outre demandé à titre facultatif l'avis du Comité économique et social sur les projets de directives :

- fixant les modalités des mesures transitoires pour l'accès aux activités de recherche, de création, de consultation et d'application du domaine technique;
- visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant la formation de l'ingénieur,

et sur une proposition de recommandation au Conseil.



Il convient de souligner que l'ensemble de ces propositions s'inscrit dans le cadre des programmes généraux pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services ; le bureau a donc décidé de charger - comme pour les autres propositions de directives prises en application de ces programmes - la section spécialisée pour les activités non salariées et les services de l'élaboration des avis en la matière.

La première proposition concerne la liberté d'établissement et la libre prestation de services pour les activités non salariées de recherche, de création, de consultation et d'application du domaine technique notamment celles de l'ingénieur, du chimiste, du physicien et du géologue.

La deuxième fixe les modalités des mesures transitoires, l'accès à ces activités en attendant la reconnaissance mutuelle des diplômes. Ces mesures transitoires ont pour but d'établir les garanties de compétence nécessaires et suffisantes pour les besoins de la libre circulation des ingénieurs et techniciens qualifiés.

La troisième vise la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les deux modes de formation de l'ingénieur.

La section spécialisée pour les activités non salariées et les services a inscrit ces différents projets de directives à l'ordre du jour de sa session du 6 avril 1970. Le groupe d'étude qui prépare les projets d'avis est présidé par Mme Hesse (Allemagne - IIe groupe - travailleurs). M. De Bruyn (Belgique - IIIe groupe - intérêts divers) assume la tâche de rapporteur.

Le Comité économique et social devait se prononcer en la matière lors de sa session plénière de fin avril 1970.

#### 6. "Médecins et praticiens de l'art dentaire"

Par lettre du 18 mars 1969, le Conseil des Communautés européennes a consulté le Comité économique et social sur un ensemble de

"Propositions de directives fixant les modalités de la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services dans les activités non salariées du médecin et du praticien de l'art dentaire".

La section spécialisée pour les activités non salariées et les services avait chargé un groupe d'étude "ad hoc" de la préparation des travaux sur les propositions susmentionnées.

Sa composition est la suivante :

<u>Président</u>	: M. Weber P. (Luxembourg - Ier groupe - employeurs)
<u>Rapporteur</u>	: M. Eckel (médecins) (Allemagne - IIe groupe - intérêts divers : médecins)
<u>Rapporteur</u>	: M. Seiler (praticiens de l'art dentaire) (Allemagne - IIe groupe - travailleurs)
<u>Membres</u>	: MM. Babau (F) (II) Chabrol (F) (III) Pickert (D) (I) Piga (I) (III) Rollinger (L) (III)

Le Comité économique et social se prononcera en la matière lors de sa session plénière de fin janvier 1970.

#### 7. "Activités non salariées de production de films"

Par lettre en date du 16 juillet 1969, le président du Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis du Comité économique et social sur

"Une proposition de directives visant à réaliser la liberté d'établissement et la libre prestation de services pour les activités non salariées de production de films".

Il s'agit de la 4e directive portant sur la même matière. En effet, le 15 octobre 1963, le 13 mai 1965 et le 15 octobre 1968, le Conseil avait déjà adopté trois directives visant respectivement : la réalisation de la liberté de prestations de services dans le domaine des contingents de films à l'importation; la réalisation du droit d'établissement et de la libre prestation de services dans les domaines suivants : ouverture de salles cinématographiques, contingents à l'importation et doublage de films; et enfin la réalisation du droit d'établissement pour les activités non salariées de distribution de films.

La présente directive vise la réalisation du droit d'établissement et la liberté de prestations de services pour les activités non salariées de production de films. Les activités des différents collaborateurs du producteur, faisant l'objet de dispositions législatives particulières dans les Etats membres, sont exclues de la présente directive pour faire l'objet ultérieurement de propositions spécifiques.

La proposition énumère les restrictions qui doivent être supprimées. Il s'agit de dispositions de caractère général, incluses dans certaines législations nationales et qui ne sont pas spécifiques au secteur de la cinématographie : la carte professionnelle en Belgique, la durée de l'autorisation au grand-duché de Luxembourg, la carte d'identité d'étranger commerçant en France. Il s'agit en outre de restrictions spécifiques au secteur du cinéma : en France, la condition de nationalité prévue pour bénéficier du soutien financier à la production et, en Italie, la condition de nationalité exigée des producteurs.

La directive comporte en outre certaines dispositions de caractère général qui se retrouvent habituellement dans les textes concernant la réalisation du droit d'établissement : droit de participation aux organisations professionnelles et reconnaissance mutuelle des documents visant l'honorabilité.

On notera que cette directive ne concerne pas le problème de la politique d'aides à la production. Dans ce domaine des aides, la directive se borne à exclure toute intervention de nature à fausser les conditions d'établissement.

Il convient de souligner que la section spécialisée pour les activités non salariées et les services s'est prononcée dans le passé sur les propositions antérieures concernant le domaine cinématographique.

Le bureau a chargé cette section de l'élaboration des avis et rapport sur cette question.

M. Seiler (Allemagne - IIe groupe - travailleurs) a été nommé président du groupe d'étude qui préparera les travaux de la section.

M. Zoli (Italie - IIIe groupe - intérêts divers) assume la tâche de rapporteur.

La section devait se prononcer en la matière lors de sa réunion du 3 décembre 1969, afin que le Comité puisse se prononcer lors de la session plénière prévue pour la fin de janvier 1970.

#### 8. "Activités non salariées relevant du commerce de gros du charbon"

Par lettre du 11 novembre 1969, le Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis économique et social sur

- deux "Propositions de directives visant à réaliser la liberté d'établissement pour les activités non salariées relevant du commerce de gros du charbon et les activités d'intermédiaires du commerce et de l'industrie dans le même domaine".

La première de ces directives a pour but de libérer les activités commerciales dans le secteur du charbon, exclues par les directives arrêtées jusqu'à présent.

La directive de libération a des répercussions sur les activités de vente des producteurs. En effet, la directive n° 64/428 du 7 juillet 1964 concernant la liberté d'établissement et la libre prestation de services pour les activités non salariées dans les industries extractives limite pour le producteur qui s'établit en tant que tel dans un autre Etat membre, le droit d'y vendre ses propres produits, à la vente dans un établissement unique situé dans le pays de production, aussi longtemps que le commerce desdits produits n'a pas été libéré en vertu d'autres directives. La présente directive libérant le commerce de gros du charbon, la directive du 15 octobre 1968 ayant libéré le commerce de détail, la limitation de la vente à un seul établissement situé dans le pays de production ne s'applique plus à ces produits.

La présente directive permet également au producteur de s'établir dans un autre Etat membre pour y vendre ses propres produits en gros, dans un ou plusieurs établissements.

Les restrictions à la libre prestation de services pour les intermédiaires salariés au service d'une ou de plusieurs entreprises industrielles, commerciales ou artisanales sont également supprimées par cette proposition.

En prévision de cette consultation, le bureau a désigné la section spécialisée pour les activités non salariées et les services, compétente pour élaborer les avis et rapport sur cette question.

#### 9. "Opticiens lunetiers" et "Infirmiers responsables des soins généraux"

Selon les renseignements en provenance du secrétariat du Conseil, le Comité sera prochainement consulté sur

- quatre "Propositions de directives fixant les modalités de la réalisation du droit d'établissement et de la libre prestation de services pour les opticiens-lunetiers"

et sur

- trois "Propositions de directives fixant les modalités de la réalisation du droit d'établissement et de la libre prestation de services pour les infirmier(e)s responsables des soins généraux"

Les quatre propositions relatives aux opticiens-lunetiers visent respectivement la suppression des restrictions, la reconnaissance mutuelle des diplômes, une certaine coordination des conditions d'exercice jugée nécessaire en application de l'article 57, paragraphe 3 du traité et enfin le cas des sociétés dont l'activité s'exerce dans le domaine propre aux opticiens-lunetiers.

La suppression des restrictions est, comme d'habitude pour ce type de proposition de directive, accompagnée de dispositions d'ordre général concernant notamment l'inscription aux organisations professionnelles et les exigences en cas d'honorabilité professionnelle.

Cette directive vient compléter les directives arrêtées par le Conseil le 7 juillet 1964 dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat et le 13 octobre 1968 dans le domaine du commerce de détail pour lesquels certaines activités propres à l'opticien-lunetier ont été exclues afin d'être traitées de façon spécifique dans cette directive en raison du caractère propre à ces activités.

La proposition de directive "Reconnaissance mutuelle des diplômes" établit l'équivalence entre divers types de formation de l'opticien-lunetier dans la mesure nécessaire à la réalisation du droit d'établissement.

La troisième directive, la plus importante des quatre, décrit les normes minimales auxquelles doivent répondre les différents types de formation pour faire l'objet de la reconnaissance mutuelle des diplômes. Cette proposition vise principalement deux types de formation scolaire et professionnelle, en les fai-

sant converger l'une et l'autre vers un examen final d'égale importance. La coordination visée par cette proposition porte en outre sur le champ d'activité de l'opticien-lunetier. Il est proposé à cet égard d'établir que l'opticien, en raison des critères minimaux de la formation prévus dans la directive, est habilité outre les activités courantes de sa profession, à procéder à des examens objectifs et subjectifs de la vue. Toutefois ces examens ne peuvent concerner que la correction de défauts purement optiques à l'exclusion de tout traitement de défauts pathologiques ; ces examens ne peuvent en outre être exécutés que sur la base d'une prescription médicale ne remontant pas à plus de six mois lorsqu'il s'agit de personnes dont l'âge est inférieur à 16 ans ou pour l'adaptation de verres en contact direct avec l'oeil. La proposition de directive précise encore que ces activités sont exercées dans le respect de la discipline professionnelle.

Enfin, la quatrième directive vise les sociétés se livrant aux activités relevant de la compétence de l'opticien-lunetier. Il est prévu à cet égard que ces sociétés doivent disposer dans leur personnel, de façon permanente, d'un opticien-lunetier répondant aux conditions de compétence et de discipline fixées dans les autres directives.

Les trois propositions relatives aux "Infirmier(e)s", constituent les premiers textes présentés par la Commission dans le domaine des professions paramédicales, visées à l'article 57, paragraphe 3 du traité ; ils font suite à ceux qu'elle a déjà transmis au Conseil dans le courant du mois de mars dernier et concernant, dans le secteur de la santé, les professions de médecin, de praticien de l'art dentaire et de pharmacien.

### Portée

Ces propositions apportent les solutions aux problèmes que soulève, dans l'immédiat, la liberté de circulation des infirmier(e)s responsables des soins généraux.

Cela signifie d'une part le droit pour un(e) infirmier(e) de s'installer dans un des Etats membres de la Communauté et d'autre part le droit d'exercer la profession dans l'ensemble de la Communauté à titre de "prestation de services", tout en restant établi dans un pays où le professionnel exerce à titre principal.

Elles complètent en outre utilement le règlement relatif à la libre circulation des travailleurs du 15 octobre 1968, en ce sens que les dispositions de reconnaissance mutuelle des diplômes y reprises concernant tant les salariés que les indépendants.

Enfin, elles devraient promouvoir une meilleure répartition du corps infirmier sur le territoire de la Communauté qui connaît, en certains endroits au moins, une grave pénurie d'infirmier(e)s.

### Contenu

Les textes offrent toutes les garanties nécessaires pour que l'exercice de la profession d'infirmier(e) responsable des soins généraux par un ressortissant d'un Etat membre s'effectue, dans l'ensemble de la Communauté, dans le respect de législations équivalentes de formation et de discipline.

A cet effet, il est proposé aux Etats de coordonner d'abord les programmes de formation conduisant au diplôme, certificat ou autre titre d'infirmier(e) responsable de soins généraux et de procéder ensuite à leur reconnaissance mutuelle.

Pour ce qui est de la discipline, les dispositions habituelles en matière de droit d'établissement ont été reprises ; il s'agit plus particulièrement des dispositions relatives à l'inscription, aux organisations professionnelles ainsi qu'aux conditions de moralité ou d'honorabilité requises pour l'accès ou l'exercice de cette profession dans les Etats membres.

Toutes ces propositions relèvent de la compétence de la section spécialisée pour les activités non salariées et les services qui, dès réception de la demande d'avis, pourrait être chargée de l'élaboration des avis et rapports.

Par ailleurs, il est vraisemblable que le Comité sera saisi très prochainement de demandes d'avis dans d'autres domaines. Le bureau du Comité économique et social ne devant plus se réunir avant janvier 1970, le président du Comité a, conformément aux dispositions de l'article 22 du Règlement intérieur, saisi la section spécialisée pour les activités non salariées et les services des demandes d'avis relevant des matières susmentionnées, ceci afin de ne pas retarder la mise en route des travaux.

Au cours de sa réunion du 21 janvier 1970, la section spécialisée pour les activités non salariées et les services devait désigner le rapporteur pour les problèmes intéressant les "opticiens-lunetiers" et le rapporteur pour ceux relevant du droit d'établissement et de la libre prestation de services pour les "infirmiers".

#### F. SECTION SPECIALISEE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OUTRE-MER

(Président : M. Matuschka-Greifencloau - Allemagne - Ier groupe - employeurs)

##### 1. "Renouvellement de la convention d'association entre la CEE et les EAMA"

La section spécialisée avait été chargée par le bureau de la préparation d'une étude sur les problèmes que soulève le renouvellement de la convention de Yaoundé. Elle avait confié la préparation des travaux à un groupe d'étude "ad hoc", présidé par M. Esperet (France - IIe groupe - travailleurs) et M. Bodart (Belgique - IIIe groupe - intérêts divers), avait assumé la tâche de rapporteur.

La section spécialisée a examiné le projet d'étude du groupe d'étude le 5 mars 1969. Il a été présenté au Comité lors de la session plénière de la fin du mois de mars et remis à la Commission à la même époque, afin que ceci coïncide avec la réunion du Conseil d'association relative au renouvellement de la convention de Yaoundé.

##### 2. "Suite réservée aux travaux du Comité"

Par lettre du 29 mai 1969, adressée au président du Comité économique et social, M. Rochereau, membre de la Commission des Communautés européennes a remercié et félicité le Comité économique et social au nom de la Commission, pour la qualité et l'utilité de l'étude de la section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer sur le renouvellement de la convention de Yaoundé, ainsi que du compte rendu des délibérations du Comité économique et social à ce sujet.

Il a remarqué que, sur plusieurs points, les observations exprimées par le Comité économique et social rencontrent largement l'opinion de la Commission, en particulier sur les problèmes d'industrialisation des EAMA et leurs solutions dans un cadre régional, ainsi que sur les questions des préférences commerciales et de la coopération financière et technique.

Il a souligné que l'association de la direction générale de l'aide au développement aux travaux de la section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer a permis à la Commission de reprendre, au cours des négociations, certaines thèses du Comité économique et social dans ce domaine.

Les membres de la section regrettent le fait que beaucoup de décisions soient prises sans que l'avis du Comité économique et social et de la section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer ait été sollicité. Ainsi, pour une décision aussi importante que la conclusion de la convention de Yaoundé, il n'a été demandé qu'une étude et non un avis.

Dans le domaine intéressant la section, de très nombreuses questions se posent en ce moment, aussi bien à l'intérieur de la Communauté que dans les rapports de la Communauté avec les organisations mondiales : GATT - CNU - CED - BIRD, etc.

#### G. SECTION SPECIALISEE POUR LES PROBLEMES ENERGETIQUES

(Président : M. Ameye - Belgique - Ier groupe - employeurs)

##### Réunions de la section au cours de l'année 1969 :

- 3e réunion - le 7 janvier 1969
- 4e réunion - le 6 février 1969
- 5e réunion - le 17 avril 1969
- 6e réunion - le 11 septembre 1969.

Au cours de l'année 1969, la section a été saisie de :

#### 1. "Politique énergétique commune" (1)

Au cours de sa réunion du 7 janvier 1969, la section a entendu un bref exposé de M. Brondel, chef de division à la Direction générale de l'énergie. Celui-ci a fait part à la section de deux faits importants intervenus depuis la réunion de la section du 17 décembre 1968, à savoir :

- l'adoption par la Commission, en vue de leur transmission au Conseil, de documents relatifs :
- aux premières orientations pour une politique énergétique communautaire et
- aux problèmes fondamentaux que soulève l'élaboration d'une politique énergétique ;
- la décision de la Commission, du 6 janvier 1969, de consulter le Comité économique et social sur ces propositions.

(demande d'avis parvenue par lettre du 8 janvier 1969).

L'étude, récemment entamée par le Comité au sujet du rapport de la Commission définissant les orientations et les moyens d'action à mettre en oeuvre pour établir une politique énergétique commune, devait notamment permettre au Comité de se préparer aux demandes d'avis ultérieures dans ce domaine. L'élaboration de cette étude a donc pu aboutir à un avis formel du Comité sur le document présenté par la Commission au Conseil (président du groupe d'étude chargé de la préparation des travaux de la section : M. Bouladoux - France - IIe groupe - travailleurs ; rapporteur : M. Jansen - Pays-Bas - IIIe groupe - intérêts divers).

x  
x x

Au cours de sa réunion du 6 février, la section a entendu un exposé introductif de M. Spaak, représentant de la Commission. Cet exposé, de caractère général, avait pour objet de fournir des indications pouvant servir de base au débat sur la communication de la Commission relative à une "Première orientation pour une politique énergétique communautaire".

---

(1) Voir Bulletin d'information n° 1-2/69, chapitre VII, p. 64.

A la suite de cet exposé, une discussion générale a eu lieu.

En ce qui concerne la composition de son groupe d'étude "Energie", la section a marqué son accord au remplacement de M. Kramer par M. Pickert.

Le 17 avril 1969, la section spécialisée pour les problèmes énergétiques a pris connaissance du compte rendu de l'état des travaux de son groupe d'étude et a procédé à un premier échange de vues sur un document social dont elle a été également saisie.

La section s'est prononcée sur la politique énergétique commune le 11 septembre 1969.

Les débats du Comité en la matière sont intervenus à la fin du mois de septembre 1969.

## 2. "Aspects sociaux d'une politique charbonnière"

Par lettre du 3 mars 1969, le Conseil a demandé l'avis du Comité économique et social sur une communication de la Commission au Conseil, relative aux

"Aspects sociaux d'une politique charbonnière dans le cadre d'une politique énergétique communautaire".

Le bureau, appelé à désigner la section spécialisée compétente pour préparer les travaux du Comité sur ce point, a chargé la section spécialisée pour les problèmes énergétiques d'élaborer les avis et rapport en la matière, les dispositions sociales ne pouvant être examinées en dehors du cadre général de la politique énergétique communautaire (rapporteur : M. Jansen - Pays-Bas-IIIe groupe - intérêts divers).

Réunie le 17 avril, la section a commencé l'examen de la communication de la Commission en entendant tout d'abord un exposé introductif d'un représentant de la Commission.

Cet exposé a mis en relief les grandes lignes du document élaboré par la Commission en le situant dans le contexte général de la politique énergétique communautaire.

La section spécialisée a achevé ses travaux en la matière au courant du mois de septembre en adoptant son avis à l'unanimité des membres de la section.

Le Comité économique et social a pu émettre un avis sur la communication de la Commission lors de la session plénière qui s'est tenue à la fin du mois de septembre 1969, lors du débat sur la "politique énergétique communautaire".

MM. Levi Sandri et Haferkamp, respectivement vice-président et membre de la Commission, ont assisté aux débats du Comité.

## H. SECTION SPECIALISEE POUR LES PROBLEMES NUCLEAIRES

(Président : M. Chabrol - France - IIIe groupe - intérêts divers)

### Réunions de la section au cours de l'année 1969 :

- 2e réunion : le 16 janvier 1969
- 3e réunion : le 19 mars 1969
- 4e réunion : le 12 juin 1969
- 5e réunion : le 4 septembre 1969.

## 1. "Politique nucléaire de la Communauté"

Par lettre, en date du 28 février 1969, la Commission avait confirmé la consultation du Comité économique et social sur le

"Rapport d'ensemble sur la politique nucléaire de la Communauté".

En prévision de cette consultation, le bureau avait chargé la section spécialisée pour les problèmes nucléaires de préparer les travaux du Comité sur cette question.

Celle-ci avait créé un groupe d'étude "ad hoc", composé de

<u>Président</u>	: M. Renaud (France - Ier groupe - employeurs)
<u>Rapporteur</u>	: M. Schlitt (Allemagne - IIIe groupe - intérêts divers)
<u>Membres</u>	: MM. Bodard Costantini Defossez Giunti Kley Picard van Tilburg Wagner

Au cours d'une réunion qui a eu lieu le 4 septembre 1969, la section spécialisée pour les problèmes nucléaires a terminé ses travaux. Les documents qu'elle a élaborés ont été soumis aux délibérations de l'assemblée plénière du Comité économique et social lors de la session plénière de fin septembre 1969.

2. "Problèmes actuels de la CEEA et activités futures d'Euratom par les déclarations faites devant la section spécialisée pour les problèmes nucléaires"

Au cours d'une réunion qui a eu lieu le 12 juin 1969 M. Guazzugli Marini, directeur général du Centre commun de recherche, a introduit la "Communication de la Commission au Conseil relative aux activités futures d'Euratom".

Cet exposé a été complété par une intervention de M. Flory, directeur à la Direction générale des affaires industrielles, sur la partie des propositions relative à la politique industrielle dans le domaine nucléaire.

M. Toulemon, directeur général à la Direction générale des affaires industrielles, a apporté des précisions sur les aspects industriels des propositions de la Commission. Les différents exposés des représentants de la Commission ont été complétés par MM. Glaesner, Baruffa et Scaillet. La section a décidé de tenir sa prochaine réunion dans la première semaine de septembre.

Les exposés de ces hauts fonctionnaires complètent les déclarations faites le 16 janvier devant la section par M. Hellwig, vice-président de la Commission, sur les problèmes actuels de la Communauté européenne de l'énergie atomique.



X

VISITES OFFICIELLES, VOYAGES D'INFORMATION ET RECEPTIONS DU  
PRESIDENT ET DES ORGANES DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

A. VISITES OFFICIELLES DU PRESIDENT

Reprenant une tradition instaurée par les présidents du Comité économique et social, MM. Rosenberg, Roche et Giustiniani, l'actuel président du Comité économique et social s'est rendu, au cours de la deuxième partie de son mandat, en visite officielle dans les capitales des six pays membres.

Le programme établi au mois de septembre 1969 prévoyait :

Rome	- les 7, 8 et 9 octobre 1969
Paris	- les 9, 10 et 11 décembre 1969
La Haye	- les 3, 4 et 5 février 1970
Bruxelles	- les 5 et 6 mars 1970
Luxembourg	- mai 1970
Bonn	- les 17, 18 et 19 février 1970.

Le président a associé, dans chacun des pays visités, ses collègues, membres du Comité économique et social, aux manifestations prévues.

a) Rome - les 8, 9 et 10 octobre 1969

Le président du Comité économique et social, M. Mathias Berns, accompagné du secrétaire général, M. Jacques Genton, a effectué, les 8, 9 et 10 octobre, un voyage officiel à Rome. Lors de son déplacement le président Berns a été reçu par le président de la République, M. Saragat. Au cours de l'entretien ont été évoqués les activités du Comité économique et social et les problèmes se posant actuellement au développement futur des Communautés européennes.

Le président, M. Mathias Berns, a rencontré le ministre des transports, M. Gaspari; le ministre du budget et de la programmation, M. Caron; le ministre du travail, M. Donat Cattin; le ministre de l'industrie, M. Magri; le sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'agriculture, M. Antoniozzi, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Pedini ainsi que le sous-secrétaire d'Etat aux finances. Au cours de ces entrevues ont été discuté plus particulièrement la politique sociale, le fonds social, la formation professionnelle, la politique industrielle, l'application de la TVA, la politique des transports, la politique commerciale commune, la politique agricole commune - Plan MANSOLT, et la politique économique à moyen terme.

A l'occasion de sa visite, le président a rencontré également M. Pietro Campilli, président du Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro.

Le Consiglio nazionale dell'economia e del lavoro a d'ailleurs organisé une réunion de travail avec les membres italiens du Comité économique et social. Les représentants des deux institutions ont échangé leurs considérations au sujet du rôle et du fonctionnement des Comités économiques et sociaux. Ils ont souligné l'intérêt d'une institutionnalisation des relations entre les Conseils nationaux et le Comité économique et social des Communautés européennes (1)

Dans le cadre de sa visite officielle à Rome, le président Berns a été reçu début décembre en audience privée par Sa Sainteté le pape Paul VI.

(1) Le texte des discours prononcés par le président Berns ainsi que celui du président Campilli figurent au chapitre III du présent Bulletin d'information.

Faisant rapport à l'assemblée plénière du Comité sur cette visite, le président Berns a souligné combien, lors de son entretien, il avait pu se rendre compte de l'intérêt que le Saint-Père attache à l'oeuvre européenne, et combien il avait été sensible à l'accueil chaleureux et sympathique que le Chef de l'Eglise catholique a réservé au président du Comité.

b) Paris - les 9, 10 et 11 décembre 1969

Répondant à l'invitation de M. Emile Roche, ancien président du Comité économique et social européen et président du Conseil économique et social français, le président du Comité économique et social des Communautés européennes, M. Mathias Berns, accompagné du secrétaire général, M. Jacques Genton, s'est rendu en visite officielle à Paris les 9, 10 et 11 décembre 1969.

Le président Berns a assisté, au Palais d'Iéna le 10 décembre à 10 h, à une réunion de travail à laquelle ont participé les membres français du Comité économique et social européen avec leurs collègues, membres du bureau et présidents de sections du Conseil économique et social français.

A l'occasion de sa visite officielle en France, le président du Comité économique et social a été reçu par

M. Pompidou, président de la République française,  
M. Schuman, ministre des affaires étrangères,  
M. Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population,  
M. Duhamel, ministre de l'agriculture,  
M. Chirac, secrétaire d'Etat aux affaires économiques.

Les différentes manifestations organisées dans le cadre de la visite officielle, ont été clôturées par une Conférence de presse suivie d'une réception offerte par le président du Comité économique et social, à la Maison de l'Amérique Latine, 217, bd. St-Germain à Paris.

c) Le président du Comité économique et social est reçu par les représentants (février 1969)

Au mois de février, le président du Comité économique et social, M. Mathias Berns, a été reçu par les représentants permanents des Communautés européennes.

B. VOYAGES D'INFORMATION DU PRESIDENT DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

a) Turquie (fin mai/début juin 1969)

A l'occasion du vingt-troisième Congrès de la Chambre de commerce international à Istanbul, M. Mathias Berns, président du Comité économique et social des Communautés européennes, accompagné de M. Jacques Genton, secrétaire général, a rendu visite aux autorités gouvernementales turques. Il a été reçu à Ankara par S. Ex. M. Turgut Toker, ministre du travail et par M. Zeki Kuneralp, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

M. Berns a participé à une conférence de travail avec les représentants de l'organisation de la planification d'Etat.

A l'initiative des autorités turques, le président du Comité économique et social a eu un entretien avec M. Halil Tunç, secrétaire général de la Confédération des syndicats des ouvriers.

Dans la région d'Izmir, le président a été reçu par le préfet de la région d'Izmir, M. Namik Kamal Sentürk. Il a eu des entretiens avec les représentants des

milieux économiques et sociaux. Mettant à profit sa visite dans la région, M. Mathias Berns a visité des installations de développement agricole, un institut de recherches agricoles et un centre d'irrigation et d'enseignement agricole.

b) Maroc (juillet 1969)

A l'initiative de S.E. M. Bensalem Guessous, chef de la mission marocaine, accrédité auprès des Communautés européennes, M. Mathias Berns, président du Comité économique et social, a entrepris un voyage d'information au Maroc, accompagné de M. Jacques Genton, secrétaire général du Comité.

A cette occasion, M. Berns a été reçu à Rabat par S.E. le docteur Ahmed Laraki, ministre des affaires étrangères, et M. A. Ibrahim, secrétaire général au Ministère de l'agriculture.

M. Berns a rencontré S.E. le Colonel Demnati, gouverneur de la province de Marrakech, S.E. M. Said Ouassou, gouverneur de la province de Beni Mellal, S.E. M. Ahmed Ben Bouchta, gouverneur de la province de Fès, et S.E. M. Moatassin, gouverneur de la province de Tanger.

Dans le cadre de son voyage, le président du Comité économique et social a eu des entretiens avec des représentants des milieux économiques et sociaux. Il a pu constater les réalisations marocaines dans les divers domaines de l'économie et, tout particulièrement en ce qui concerne l'agriculture, dans celui de l'irrigation. Il a également apprécié le très grand effort en cours en vue de développer le secteur du tourisme qui paraît si prometteur pour l'économie marocaine.

c) Voyage d'information à Mazarra del Vallo en Sicile (les 13 et 14/2 1969)

Le président du Comité économique et social, M. Mathias Berns, a effectué un voyage d'information à Mazarra del Vallo en Sicile (1), où il s'est rendu, sur invitation des autorités locales, pour assister à la réunion d'une des instances du Comité économique et social.

Il s'agissait du groupe d'étude de la section spécialisée pour l'agriculture du Comité économique et social européen, créé pour préparer les travaux de ce dernier sur les propositions de la Commission visant à établir une politique européenne de la pêche (ce groupe d'étude présidé par M. Rollinger - Luxembourg - IIIe groupe - intérêts divers).

Sur suggestion de M. Rossi, membre italien du Comité, représentant du groupe des travailleurs, la réunion se tenait exceptionnellement en Sicile, pour permettre aux représentants des milieux économiques et sociaux européens, chargés d'étudier les problèmes du secteur de la pêche, de se rendre compte sur place des nombreux problèmes qui se posent dans ce secteur, notamment pour la pêche maritime sicilienne.

Une séance d'information, à laquelle participaient les membres du Comité et les représentants locaux des armateurs, pêcheurs et commerçants, a d'ailleurs eu lieu. Le président du Comité économique et social, M. Mathias Berns, y avait été invité. La séance était présidée par M. Gunnella, député sicilien.

M. Berns, après avoir remercié pour l'invitation faite aux représentants du Comité et pour l'excellente organisation de la visite, a exprimé sa satisfaction pour le caractère très fructueux des échanges de vues. Les problèmes du secteur ont été fort bien compris. Ils seront portés à la connaissance des responsables de la Communauté. Pour sa part, le Comité les prendra en considération lors de l'élaboration de son avis sur l'organisation d'une politique européenne de la pêche.

---

(1) Mazarra del Vallo est une petite ville sur la côte en Basse Méditerranée. Elle représente à elle seule un peu des problèmes et des exigences de beaucoup d'autres petits centres côtiers, dont les économies se basent surtout sur la pêche.

Avant de quitter Mazarra del Vallo, le président, M. Berns, a également eu un entretien avec le préfet de Trapani, portant sur les problèmes économiques et sociaux spécifiques à la région de Mazarra (1).

d) Le sous-comité "Agriculture 1980" visite le Schleswig-Holstein

Le sous-comité "Agriculture 1980", sur invitation de M. Clausen, s'est réuni les 21 et 22 mai au Schleswig-Holstein.

Cette réunion a permis notamment aux membres du sous-comité de se rendre compte sur place comment certains problèmes essentiels de politique régionale et de politique agricole ont pu trouver au Schleswig-Holstein une solution intéressante. Ces problèmes, qui se situent au centre même des propositions du Plan Mansholt, concernent plus particulièrement les aspects suivants :

- problèmes de formation professionnelle dans l'agriculture;
- problèmes d'aménagement des structures agricoles;
- problèmes de production et de marché.

Plusieurs manifestations officielles ont été organisées à l'intention des membres du Comité économique et social.

e) Visite d'information auprès du BDI (Allemagne)

Le président du Comité économique et social des Communautés européennes, M. Mathias Berns, accompagné du secrétaire général du Comité, M. Jacques Genton, vient de se rendre à Cologne où ils ont eu un échange de vues avec le président du Bundesverband der deutschen Industrie, M. Fritz Berg, avec les représentants du Bundesverband der deutschen Industrie et certains conseillers allemands du Comité économique et social des Communautés européennes.

Ensemble, ils ont examiné les problèmes actuels de l'intégration européenne et le fonctionnement du Comité économique et social.

C. RECEPTIONS OFFICIELLES

a) Réception offerte par le président Berns au Kirchberg - Luxembourg (début mai 1969)

Le président du Comité économique et social des Communautés européennes, M. Mathias Berns, a offert au Centre européen au Kirchberg à Luxembourg une brillante réception. Assistaient à cette manifestation les membres luxembourgeois du Parlement européen, les représentants luxembourgeois au Comité économique et social des Communautés européennes, le président de la Chambre des députés, M. Pierre Grégoire, le président M. Werner et plusieurs membres du gouvernement, M. Victor Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes, le représentant permanent luxembourgeois M. Borschette et son adjoint M. Dondelinger, le secrétaire général du Conseil des ministres des Communautés européennes: M. Christian Calmes, le directeur général adjoint du personnel et de l'administration de la Commission des Communautés européennes; le président du Conseil économique et social luxembourgeois et plusieurs hauts fonctionnaires.

Cette réception a permis aux nombreux invités d'avoir un échange de vues très utile dans une ambiance détendue et agréable sur les problèmes qui se posent à l'heure actuelle sur le plan communautaire.

---

(1) Suite à la visite et aux déclarations du président Mathias Berns, un groupe d'armateurs siciliens a été reçu à Bruxelles par les institutions européennes en juillet 1969 (Voir Chapitre XII, "Visites d'information", du présent Bulletin d'information).

b) 100e réunion de la section spécialisée pour l'agriculture (16 septembre 1969)

A l'occasion de la 100e réunion de la section spécialisée pour l'agriculture, du Comité économique et social, une réunion commémorative a eu lieu au siège du Comité (1).

c) 100e réunion du bureau du Comité économique et social (24 septembre 1969)

Pour marquer la 100e réunion du bureau du Comité économique et social, un dîner officiel a été offert, auquel ont été invités les représentants des institutions européennes.

A cette occasion, le président du Comité, M. Mathias Berns, a voulu associer à la manifestation les anciens présidents du Comité : M. R. De Staercke (Belgique); M. L. Rosenberg (Allemagne); M. E. Roche (France); M. P. Giustiniani (Italia) et M. L. Major (Belgique), en leur adressant le télégramme suivant :

"A l'occasion de la 100e réunion du bureau je vous adresse tant en mon nom personnel qu'au nom des membres en exercice l'expression de notre fidèle souvenir stop nous sommes heureux de poursuivre l'oeuvre à laquelle vous avez si utilement contribué dans le cadre du Comité économique et social stop avec nos meilleurs et cordiaux sentiments"

d) Dîner des membres du IIIe groupe du Comité économique et social

Un dîner officiel des membres du IIIe groupe du Comité économique et social (groupe des intérêts divers) a eu lieu à Bruxelles, avec la participation du président du Comité économique et social, M. Mathias Berns.

---

(1) En ce qui concerne les allocutions prononcées à cette occasion, voir chapitre II du présent Bulletin d'information.

## XI

DEMISSIONS ET NOMINATIONS

Au cours de l'année 1969, ont été nommés membres du Comité économique et social :

- le 27 janvier : M. Jean Picard, ancien membre du Comité consultatif de la CECA et président de l'Association technique de l'importation charbonnière, a remplacé M. Goldschmit, démissionnaire.

Il est né le 25 janvier 1907 à Besançon.

M. Picard est devenu membre des sections spécialisées

- pour les problèmes nucléaires,
- pour les problèmes énergétiques,
- pour les transports.

Il fait partie du groupe III du Comité (intérêts divers)

- le 17 février : M. Alberto Masprone, de la Confédération générale de l'industrie italienne, a remplacé M. Quintieri, décédé.

M. Masprone est né le 24 mars 1919 à Verone.

M. Masprone a été nommé membre

- de la section spécialisée pour l'agriculture (en remplacement de M. Giunti),
- de la section spécialisée pour les questions économiques,
- de la section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer,
- du sous-comité "Agriculture 1980" (en remplacement de M. Giunti),

Au mois de juin, M. Masprone est devenu également membre

- de la section spécialisée pour les transports (en remplacement de M. Giustiniani).

Il fait partie du groupe I du Comité (employeurs).

En vue d'assurer le remplacement de MM. Veillon et van Tilburg, décédés, dans les sections spécialisées et sous-comité dont ils faisaient partie, le Comité a approuvé les modifications suivantes au sein de ses organes :

- M. ter Heide, membre du bureau;
- M. Mourgues, membre de la section spécialisée pour les questions économiques;
- Mme Hesse, membre de la section spécialisée pour les problèmes énergétiques;
- M. Gerritse, membre du sous-comité "Agriculture 1980".

D'autre part :

- M. Hoffmann au lieu de Mme Hesse au sein de la section spécialisée pour les transports;
- M. Debunne membre de la section spécialisée pour les activités non salariées et les services.

Il reste encore à signaler que sur proposition du groupe des travailleurs (groupe II) :

- M. Dalla Chiesa a remplacé M. Rossi au sein de la section spécialisée pour les questions sociales et

- M. Markmann a remplacé M. Hoffmann à la section spécialisée pour l'agriculture (Session de fin juin 1969).
- le 3 juin : M. Hilaire Flandre, qui est né le 24 février 1937 à Alaincourt et qui est vice-président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) est devenu membre du Comité économique et social en remplacement de M. Yverneau.  
Il est, comme son prédécesseur, membre du groupe III (Intérêts divers : agriculture), et lui a succédé comme membre
  - de la section spécialisée pour l'agriculture,
  - de la section spécialisée pour les questions économiques,
  - de la section spécialisée pour les questions sociales,
  - du sous-comité "Agriculture 1980".
- le 3 juin : M. J. de Koning, qui est né le 31 août 1926 à Zwartsens et qui est secrétaire général du "Nederland Christelijk Boeren- en Tuindersbond", a succédé à M. Zijlstra comme membre du Comité économique et social et l'a remplacé dans les
  - section spécialisée pour l'agriculture,
  - section spécialisée pour les questions sociales,
  - section spécialisées pour le développement de l'"Outre-Mer".
 Il appartient au groupe III (Intérêts divers : agriculture).
- le 30 juin : M. Jacques Josef Antonius Charbo, est né le 24 décembre 1908 à Oldenzaal. Il est membre suppléant du Conseil économique et social (Pays-Bas), membre du Conseil consultatif économique et social de l'union économique Benelux, membre du bureau exécutif de la Commission consultative pour la législation sur les marchandises (Pays-Bas).  
M. Charbo est devenu membre du Comité économique et social en remplacement de M. van Woestijne.  
Il est, comme son prédécesseur, membre du groupe III (Intérêts divers) et fait partie
  - de la section spécialisée pour l'agriculture (en remplacement de M. Jansen),
  - de la section spécialisée pour les questions économiques,
  - du sous-comité "Politique économique à moyen terme" (en remplacement de M. van de Woestijne).
- le 15 septembre : M. Wolfgang Hipp, né le 18 mai 1909 à Hambourg, docteur en droit, est secrétaire général adjoint de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie allemandes, Bonn.  
Il est devenu membre du Comité économique et social en remplacement de M. Pickert.  
Comme son prédécesseur, M. Hipp est membre du groupe I (Employeurs) et lui a succédé comme membre
  - de la section spécialisée pour les questions économiques,
  - de la section spécialisée pour les activités non salariées et les services,
  - de la section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer et
  - du sous-comité "Politique économique à moyen terme.
- le 15 septembre : M. Gabriel Ventejol, né le 16 février 1919 à Tulle (Corrèze) est secrétaire confédéral de la Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT - FO), vice-président du Comité économique et social français.  
Il est devenu membre du Comité économique et social en remplacement de M. Veillon.

Comme son prédécesseur, M. Ventejol est membre du groupe II (Travailleurs) et fait partie

- de la section spécialisée pour les questions économiques (en remplacement de M. Mourgues),
- de la section spécialisée pour les problèmes nucléaires,
- de la section spécialisée pour les problèmes énergétiques,
- du sous-comité "Politique économique à moyen terme" (en remplacement de M. Veillon, décédé).

- le 25 novembre

M. Willem Kok, de nationalité hollandaise, est devenu membre du Comité économique et social en remplacement de M. van Tilburg, décédé.

Il est né le 29 septembre 1938, et est secrétaire de la Fédération des syndicats néerlandais (NVV).

Au cours de la session plénière du mois de novembre il a été appelé à devenir membre

- de la section spécialisée pour les questions sociales,
- de la section spécialisée pour le développement de l'Outre-Mer,
- du sous-comité "Politique économique à moyen terme".



## XII

VISITES D'INFORMATION AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL1. "Instituut voor de opleiding tot vertaler en tolk"

Le 14 mars 1969, un groupe de 40 interprètes et traducteurs de l'Instituut voor de opleiding tot vertaler en tolk" d'Amsterdam a - dans le cadre d'une visite aux institutions de la Communauté - rendu visite également au Comité économique et social.

M. Vanhaeverbeke, chef de cabinet, a présenté aux orateurs un exposé sur le Comité.

2. "U.K. Center for Administrative studies"

De 17 au 21 mars, un groupe de fonctionnaires britanniques s'est rendu en visite d'information à Bruxelles.

Ces personnes, pour la plupart fonctionnaires du Ministère des communications, avaient manifesté le souhait de pouvoir entendre un exposé sur le rôle et les travaux du Comité économique et social, notamment dans le domaine de la politique des transports.

Un exposé dans ce sens a été présenté aux visiteurs le 18 mars par M. Vanhaeverbeke, chef de cabinet.

3. 15. Europa-Lehrerseminar

La Direction générale "Presse et information" de la Commission des Communautés européennes a reçu en visite d'information, du 19 au 21 mars, un groupe de 40 professeurs allemands du cycle secondaire.

Ces professeurs avaient exprimé le désir de se rendre en visite au Comité économique et social pour y entendre un exposé sur "Les Communautés européennes vues par les salariés".

Cette visite a eu lieu le 20 mars 1969. L'exposé a été présenté par M. Leiner, administrateur principal au secrétariat du Comité.

4. Institut d'études politiques de Paris

Un groupe d'environ 45 étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris a été reçu à Bruxelles en visite d'information aux Communautés européennes les 27 et 28 mars 1969.

Pour répondre à la demande de leurs professeurs, MM. de Carmoy et Gerbet, figurait également au programme de la visite, un exposé sur le "Comité économique et social".

Le groupe a été reçu au siège du Comité le 28 mars. Le secrétaire général du Comité, M. Jacques Genton, a présenté l'institution aux visiteurs.

5. "Bestuur van de Algemene Bond Mercurius"

La Commission des Communautés européennes a organisé, pour les 17 et 18 avril, une visite d'information à l'intention d'un groupe de syndicalistes, membres du "Raad van Bestuur van de Algemene Bond Mercurius (NVV)".

Cette visite d'information a eu lieu dans les locaux du Comité économique et social.

6. Groupe allemand appartenant aux organisations professionnelles de la CISL

Le 7 mai s'est tenue à Bruxelles une réunion d'information à l'intention d'un groupe de visiteurs allemands appartenant aux organisations professionnelles de la CISL (40 personnes environ).

Lors de cette réunion, M. Leiner et Mlle Jacob, respectivement administrateur principal et administrateur au secrétariat du Comité économique et social, ont présenté un exposé sur le rôle et l'activité du Comité.

## XIII

PARTICIPATION A DES MANIFESTATIONS DIVERSESA. Le Comité économique et social et les organisations professionnelles européennesCaisses d'épargne de la Communauté européenne

Le président du Comité économique et social ainsi que M. Jacques Genton, secrétaire général, ont été invités à représenter le Comité à la Première rencontre des Caisses d'Epargne de la Communauté européenne, qui a eu lieu à Bruxelles du 15 au 17 janvier.

Cette rencontre devait permettre de faire le point sur deux thèmes principaux : la réalisation d'un marché européen des capitaux et le rapprochement législatif dans la CEE.

Plusieurs membres du Comité économique et social, membres de l'organisation européenne des Caisses d'épargne, ainsi que des hauts fonctionnaires du secrétariat, participaient à la rencontre et aux manifestations organisées dans son cadre.

CISL/CISC-CMT et fusion des traités

Les 6 et 7 mars, s'est tenu à Luxembourg le troisième Colloque des organisations syndicales européennes affiliées à la CISL et à la CISC-CMT, consacré à la situation dans la Communauté et les conséquences à en tirer pour la fusion des traités.

Ce colloque, qui a fait suite à d'autres colloques sur le même sujet, organisé avec la coopération de la Haute Autorité en 1966, avait pour but de permettre au mouvement syndical européen CISL-CMT de fixer sa position sur l'élaboration du nouveau traité européen.

M. O. Brenner, membre de la CISL et vice-président du Comité économique et social, a présenté un rapport sur la situation actuelle et les perspectives de la Communauté.

Au cours d'une séance solennelle, le mémorandum reprenant les conclusions des travaux sur l'élaboration d'un traité unique a été transmis officiellement aux représentants de la Communauté.

Le président du Comité économique et social, M. Mathias Berns, ainsi que le secrétaire général, M. Jacques Genton, représentaient officiellement le Comité économique et social à cette manifestation, à laquelle participaient par ailleurs tous les membres du groupe des travailleurs du Comité (IIe groupe), membres également des organisations syndicales européennes.

Groupe pharmaceutique de la CE

Le groupement pharmaceutique de la Communauté européenne a organisé à Nice, le 21 mars 1969, à l'occasion de son assemblée générale, une séance académique célébrant le Xe anniversaire de la fondation du groupement, dont le thème général était :

"10 ans de collaboration avec les services de la Communauté".

A cette séance académique, placée sous le haut patronnage de M. Jean Rey, président, et M. von der Groeben, membre de la Commission des Communautés européennes, ainsi que de MM. les ministres de la santé publique des six pays de la Communauté, ont été invités à représenter le Comité économique et social :

- le président, M. Mathias Berns,
- le secrétaire général, M. Jacques Genton,
- M. Manlio Germozzi et M. Y Chabrol, respectivement président et rapporteur de la section spécialisée pour les activités non salariées et les services.

Syndicats libres (CISL)  
des pays de la Communauté  
(CESL)

Les centrales syndicales nationales des six pays de la Communauté européenne affiliées à la Confédération internationale des syndicats libres ont tenu leur assemblée générale du 23 au 25 avril 1969 à La Haye.

L'assemblée générale a passé en revue les réalisations de la Communauté européenne depuis ses débuts, le renforcement de la structure syndicale européenne ainsi que les développements économiques et sociaux dans la CEE, de même que les réactions des syndicats face à ces développements. La précédente assemblée générale s'était tenue à Rome en novembre 1966.

Au cours de l'assemblée générale, a pris naissance une nouvelle confédération : la "Confédération des syndicats libres dans la Communauté européenne" (CESL), laquelle, au cours de son premier congrès, a élu son bureau. Celui-ci comprend notamment M. C. Mourguès (France); M. G. Debunne (Belgique); M. O. Brenner (Allemagne) et M. ter Heide (Pays-Bas) qui sont également membres du Comité économique et social.

La présidence a été confiée à M. André Kloos (Pays-Bas), président de la NVV et ancien membre du Comité économique et social européen.

Le président du Comité économique et social, M. Mathias Berns, ainsi que le secrétaire général, M. Jacques Genton, avaient été invités à participer au Congrès, auquel prenaient part, par ailleurs, plusieurs membres du Comité économique et social.

M. Jean Rey, président et M. Sicco Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ont adressé la parole au Congrès.

Organisation européenne  
de la CISC-CMT

Le Comité de l'Organisation européenne de la CISC-CMT a convoqué à Bruxelles, du 7 au 9 mai 1969, le Premier Congrès de l'organisation européenne, groupant les représentants de toutes les confédérations nationales en Europe et de toutes les fédérations internationales professionnelles, affiliées à l'Organisation européenne de la CISC-CMT.

Faisant suite aux Conférences européennes qui se sont tenues tous les deux ans depuis 1960, ce premier Congrès a marqué à la fois le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation européenne de la CISC-CMT et une nouvelle étape sur la voie de l'intégration du syndicalisme européen CMT, dont les Conférences consultatives se transforment désormais en Congrès avec pouvoir de décision.

Le Premier Congrès a entendu et discuté :

- le rapport d'activité consacré notamment au bilan des dix années d'action de l'Organisation européenne de la CISC-CMT et à ses perspectives : présenté par le secrétaire général;
- un rapport sur "Le travail et les travailleurs dans une dimension européenne" : présenté par M. G. Gerritse (CNV-Pays-Bas), également membre du Comité économique et social européen.

Le Congrès a été rehaussé par la présence de M. Jean Rey, président de la Commission des Communautés européennes, qui a pris la parole.

Le président du Comité économique et social, M. Mathias Berns, ainsi que le secrétaire général, M. Jacques Genton, ont été invités à représenter le Comité à la manifestation, qui regroupait également plusieurs membres du Comité économique et social.

Union internationale des organismes familiaux

Du 29 juin au 5 juillet a eu lieu à Paris la Conférence internationale de la famille ainsi que l'assemblée générale de l'Union internationale des Organismes familiaux.

Le secrétaire général du Comité économique et social, M. Jacques Genton, a été invité à représenter le Comité à la manifestation, dont un des membres actifs est M. Noddings, également membre du Comité économique et social.

Conférence des syndicats de travailleurs agricoles (CISL) dans la CEE

Répondant à l'invitation de participer à la 5e Conférence des syndicats de travailleurs agricoles (CISL) dans la CEE, organisé à Dortmund, M. Jacques Genton, secrétaire général, empêché, y a délégué pour représenter le secrétariat, M. Otto Kuby, chef de division.

Le président du Comité économique et social avait également été invité à cette manifestation à laquelle assistaient plusieurs membres du Comité.

x  
x    x

Union des industries de la Communauté européenne (UNICE)

Devant l'évolution accélérée des structures, la formation professionnelle retient chaque jour davantage l'attention des milieux économiques.

L'UNICE a organisé les 2 et 3 octobre 1969, à La Haye, un colloque qui avait pour but de faire connaître les points de vue des employeurs en matière de formation professionnelle.

Le président du Comité économique et social ainsi que le secrétaire général, M. Jacques Genton, ont été invités à représenter le Comité à cette manifestation.

x  
x    x

B. Participation à des manifestations diverses

Le Comité économique et social a également été représenté aux manifestations suivantes :

- Congrès national d'étude de la "Confederazione nazionale Coltivatore diretti" tenu à Rome du 20 au 22 janvier 1969.

Thème : "Mondo rurale e agricoltura nell'ordinamento regionale e nei piani di sviluppo zonali" (Monde rural, agriculture et plans de développement régional).

- Table ronde consacrée à la "Politique régionale du Marché commun" organisée par le Centre d'études européennes de l'université catholique de Louvain, tenu à Louvain le 9 mai 1969.
- Congrès de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles française, tenu à Biarritz du 16 au 21 mai 1969.
- Sixième Congrès de la Confédération italienne des syndicats ouvriers (CISL-Italiana) qui a eu lieu à Rome du 17 au 21 juillet.

Le Congrès s'est terminé par l'élection du nouveau Conseil général de la Confédération qui compte 130 membres au total.

M. Bruno Storti, ancien membre du Comité économique et social, a été réélu président.

- Journée d'étude organisée par l'université libre de Bruxelles sur le "Rapprochement des statuts ouvriers-employés", le 17 mai à Bruxelles.
- Vingt-deuxième Congrès de la Chambre de commerce internationale (CCI) tenu à Istanbul du 31 mai au 7 juin

Thème : "International Economic Growth/The role, rights and Responsibilities of the international corporation".

- Séminaire à l'université de Sussex organisé conjointement avec la Fédération des jeunes chefs d'entreprise d'Europe, les 4, 5 et 6 juillet 1969

M. Guy Vanhaeverbeke, chef de cabinet au secrétariat du Comité économique et social, a fait un exposé expliquant le rôle et l'activité du Comité.

- "Algemene Vergadering van het ONV" organisée à Utrecht les 9 et 10 juillet.
- Déjeuner offert à Luxembourg par le président de la Commission, M. Jean Rey, aux personnalités du Grand-Duché à l'occasion de sa visite aux services communautaires installés à Luxembourg, le 8 juillet 1969.

M. Mathias Berns, président du Comité économique et social, assistait au déjeuner offert en l'honneur du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse.

- Ouverture officielle d'EUROPAC organisée à Gand au Palais des Floralies en septembre.
- Huitième Congrès national de l'Office culturel européen de coopération économique, organisé à Avignon, les 3 et 4 octobre et dont le thème était : "L'entreprise dans l'économie de demain".
- Vingt-cinquième Congrès statutaire du "Nederlands Verbond van Vakverenigingen" (NVV) organisé à Amsterdam les 2, 3 et 4 octobre 1969.

- Conférence de presse internationale organisée par le Conseil d'administration de la revue "European Business" le 16 octobre à Bruxelles, visant à informer les participants de ce que les plus grandes Business Schools européennes ont décidé de mettre en commun leur ressources pour lancer un nouvel outil de formation destiné aux cadres dirigeants.

